

# La recherche-action : une base du travail pour la paix

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djateng



## Construire la Paix

Service Civil Pour la Paix (SCP) / BfdW –  
Mano River Region, Grands Lacs d'Afrique  
et Cameroun



# Construire la Paix

**Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW)**  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)  
**Financé par le BMZ** (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

# **La recherche-action : une base du travail pour la paix**

# **Brot** für die Welt

**Brot für die Welt – Evangelischer Entwicklungsdienst (BfdW) –**  
(Pain pour le Monde – Service protestant de Développement)

**Financé par le BMZ** (Bundesministerium für  
Wirtschaftliche Zusammenarbeit – Ministère Allemand  
pour la Coopération Economique)

**zfd** Ziviler Friedensdienst  
Service civil pour la paix

Tous droits réservés pour tous pays

1<sup>ère</sup> édition, Février 2015

Copyright © 2015 by SCP/BfdW,  
Bafoussam, Berlin

Editeurs : Christiane Kayser et Flaubert Djabateng

Traduction vers le français : Françoise Guerlin

Copyright photos : Photo couverture devant : Jürgen Hammelehe/Brot für die Welt

Couverture arrière de gauche à droite : Tarik Tinazay/Brot für die Welt,

Christoph Plüschner/Brot für die Welt, Thomas Lohnes/Brot für die Welt (4x)

Production et conception : Eberhard Delius, Berlin

Mise en page : Reih's Satzstudio, Lohmar

Impression : CPI, Leck

Imprime en Allemagne

**contact :**

**Flaubert Djabateng : [fdjabatengo@gmail.com](mailto:fdjabatengo@gmail.com)**

**[www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)**

## Sommaire

<b>Introduction</b> . . . . .	7
<i>par Flaubert Djabateng et Christiane Kayser</i>	
<b>La recherche-action un outil essentiel dans le travail pour le changement social et la paix durable</b> . . . . .	8
<i>par Christiane Kayser</i>	
<b>Douala : métropole du Cameroun et miroir du pays</b> . . . . .	12
La recherche action comme base du travail quotidien de Justice et Paix mais aussi comme occasion de relance d'une institution en transformation <i>par P William Tcheumtchoua Nzali fils, s.j., et Dr Maurizio Guerrazzi</i>	
<b>Le Bustani : une recherche-action en chantiers</b> . . . . .	15
<i>par Michel Séguier</i>	
<b>Atelier « Recherche et capacitation sur les conflits »</b> . . . . .	18
(29–31 janvier 2014, Kribi – Cameroun) Extraits du rapport <i>par Flaubert Djabateng, Pierre Fichter, Christiane Kayser, Frank Wiegandt</i>	
<b>La recherche-action pour une intervention adaptée aux situations de conflits</b> . . . . .	45
L'approche de Dynamique Mondiale des Jeunes dans l'Est du Cameroun <i>par Pierre Fichter et Dupleix Kuenzob</i>	

<b>La recherche-action, une opportunité pour la société civile de promouvoir le changement</b> . . . . .	51
<i>par Flaubert Djateng</i>	
<b>L'épidémie de fièvre Ébola :</b>	
<b>Aperçus de Sierra Léone</b> . . . . .	62
<i>par Dr Sheku Kamara et Julia Krojer</i>	
<b>Relier Citoyenneté, Participation et Principe de Responsabilité</b> . . . . .	68
Une étude de la PRIA (Participatory Research In Asia – Recherche Participative En Asie)	
<i>par Rajesh Tandon</i>	
<b>« Recherche-action »</b> . . . . .	80
Quelques bribes théoriques	
<b>La recherche-action, la planification et l'évaluation participatives</b> . . . . .	105
Module 1 : La démarche apprenante	
<i>par Jacques M. Chevalier et Daniel J. Buckles</i>	
<b>Recherche-action, genre et développement</b> . . . . .	123
<i>par Hélène Fromont</i>	
<b>Contacts</b> . . . . .	141

# Introduction

La recherche-action est en passe de devenir une approche essentielle pour le travail de paix des réseaux du Service Civil pour la Paix (SCP). Nous avons donc entrepris de partager ici un certain nombre d'initiatives de recherche-action au Cameroun, une synthèse de chantiers de recherche en RDC, mais également la situation de départ et les questions de recherche qui se posent en Sierra Leone en pleine épidémie Ebola.

Nous avons ajouté des éléments théoriques et pratiques car il n'y a pas une seule approche de recherche-action « juste ». L'exigence d'une rigueur méthodologique et de l'implication des parties prenantes en utilisant des outils qui facilitent une meilleure communication permet la nécessaire prise en compte des expériences des personnes concernées. Actuellement il existe un nombre non négligeable d'initiatives et de méthodologies développées en Amérique Latine, en Asie, en Europe et en Afrique que l'on peut s'approprier. Nous avons également essayé de clarifier de notre point de vue le lien entre recherche-action et le travail de paix.

Nous espérons que ces textes peuvent être utiles sur les différents terrains où vous intervenez et nous réjouissons de recevoir des descriptions de vos expériences et des outils que vous aurez développés.

Bonne lecture et bon travail

*Flaubert Djateng, Christiane Kayser  
Janvier 2015*

# La recherche-action un outil essentiel dans le travail pour le changement social et la paix durable

*Par Christiane Kayser\**

Dans le cadre du travail du Service Civil pour la Paix (SCP) nous mettons depuis des années un accent fort sur l'analyse du contexte partagée avec les personnes et groupes concernés comme base d'un travail de paix et de changement social.<sup>1</sup> Nous partons du principe qu'il faut devenir capable d'analyser avec des outils simples ce qui se passe autour de nous pour ne pas être écrasé par les situations difficiles et les facteurs lourds, pour ne pas rester victime d'une situation mais devenir acteur de son destin. Un paysage des acteurs essentiels avec leurs complémentarités et conflits d'intérêt s'avère également utile. Enfin nous essayons de nous placer nous-mêmes en tant que réseaux, organisations, individus, avec notre potentiel dans ce paysage.

Il n'en reste pas moins que dans beaucoup de zones fragilisées les préjugés et les rumeurs continuent d'empoisonner l'atmosphère entre les personnes et les groupes. Dans les ateliers tout le monde converge autour des mêmes valeurs et objectifs souvent techniques. Mais dans le quotidien c'est une autre histoire. La fragmentation profonde des sociétés dans des pays comme la RD Congo, le Cameroun, le Liberia, le Mali et autres reste un obstacle essentiel à tout changement constructif. Le

<sup>1</sup> Voir entre autres : Cahiers du Mapinduzi 1 et les publications dans cette série « Construire la Paix », [www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)

\* Noyau d'accompagnement SCP/BfdW Afrique

monde globalisé change tous les jours et nous entraîne dans des changements ni voulus ni maîtrisés, mais nous nous retranchons dans nos camps ennemis que nous croyons sécurisés.

Que faire ?

Avec l'accompagnement du sage Michel Séguier, notre « grand frère » qui nous a hélas quittés en novembre 2014, nous avons développé notamment en RDC dans le « Bustani ya Mabadiliko » (Jardin du Changement) du Pole Institute la notion de « révolte constructrice » à opposer aux révoltes destructrices qui secouent le monde globalisé en crise et en particulier l'Afrique.

Nous avons également développé des amorces de recherche-action participative utilisables dans des situations concrètes.<sup>2</sup>

Dans le cadre du travail du Service Civil pour la Paix (SCP) en Afrique nous avons constaté ces dernières années une nécessité d'aller au-delà de l'analyse de contexte et de développer de modestes action-recherche sur des conflits et situations concrètes.

Une organisation partenaire en RDC a travaillé sur l'image de l'homme dans ce pays en lien avec la vague déferlante de viols qui y ont lieu.<sup>3</sup>

La Commission Justice et Paix à Douala travaille depuis 2012 avec une approche de recherche-action.<sup>4</sup>

A l'Ouest du Cameroun plusieurs organisations partenaires avec des professionnels d'appui travaillent depuis fin 2013 sur le conflit entre communautés Bamoun et Bamiléké sur la Rive Gauche du Noun<sup>5</sup>.

En 2014 plusieurs organisations de la société civile camerounaise, ont commencé à travailler ensemble sur une recherche-action autour de ce qui attire les jeunes Camerounais, Nigériens et autres vers des groupes

2 Voir entre autres « Des révoltes constructrices pour le Congo. Expériences des accompagnateurs des dynamiques de paix dans des contextes de crises », 2013, et « BUSTANI YA MABADILIKO. Un jardin des changements à l'Est de la R.D. Congo », 2007, à télécharger sur [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)

3 Voir « Avant la guerre j'étais un homme » par Désiré Lwambo, dans Construire la Paix : L'approche genre : le travail pour la paix et la lutte contre la discrimination, 2012, [www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)

4 Voir (« Douala : métropole du Cameroun et miroir du Pay ») dans cette publication à la page XX.

5 Etude réalisée par AJP Cedes, Foumban, Cameroun, avec le soutien de Zenu Network (Francis Emmanuel Njifenji, Greta Lenz, Flaubert Djabateng). Voir article dans cette publication.

violents comme Boko Haram. Un questionnement qui risque d'avoir une importance partout dans le monde si on prend en compte la montée des violences dans plusieurs coins du globe y compris les récents attentats honteux et barbares à Paris.

Dans le travail de théâtre forum participatif la recherche-action constitue une partie de l'effort à fournir et par là un dépassement de l'émotionnel dans lequel cette forme de théâtre est ancrée.<sup>6</sup>

Afin de sortir de l'émotionnel et d'arriver à une distanciation saine d'événements qui nous touchent souvent au plus près, des enquêtes et recherches-actions participatives s'avèrent extrêmement utiles. On arrive à mettre les choses en perspective et à développer ensemble des stratégies de changement. Nous sommes conscients que cela peut paraître compliqué aux gens sur le terrain. Le mot recherche crée comme une montagne insurmontable qu'on craint ne pas pouvoir escalader. Mais les quelques exemples mentionnés plus haut prouvent que ce n'est pas magique et que le processus même permet que les expériences et le vécu des protagonistes d'une situation soient utilisés pour rechercher des solutions. Il n'est pas évident de capitaliser et de partager ces expériences, les multiples facettes et les outils employés varient suivant les contextes et les thèmes.

La recherche-action n'est pas une discipline scientifique enfermée dans une tour d'ivoire. Elle est subjective en ce qu'elle marie plusieurs subjectivités et points de vue en les croisant et en essayant de dégager les faits par rapports aux points de vue et prises de position. Il n'y a pas de place pour des rumeurs, mais les histoires, chronologies, perspectives et analyses des uns et des autres y figurent de façon visible. Bien menée elle est aussi toujours liée à une conscientisation de ceux qui la mènent et de ceux qu'elle touche d'une façon ou d'une autre. Donc elle évolue forcément et demande un regard renouvelé régulièrement.

Il n'y a pas une méthode ni une définition unique valable pour la recherche-action. Il y a un certain nombre d'approches qui se complètent

6 Voir aussi : Théâtre pour la Paix, Manuel, 2014, [www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net)

et parfois se contredisent. A chacun de choisir ce qui est le mieux adapté à sa situation et à ses possibilités.

La recherche action demande surtout de sortir du moule développementaliste, du rôle de « l'expert », d'oublier les certitudes, les « cibles », les messages à octroyer aux populations, les objectifs et les indicateurs. Il faut se mettre en situation de recherche. Il faut accepter de douter, d'écouter et d'apprendre.

C'est un petit pas vers des alliances constructives pour un changement influencé sinon maîtrisé par nous-mêmes. Donc un petit pas à renouveler régulièrement vers une paix durable....

## Douala : métropole du Cameroun et miroir du pays

La *recherche-action* comme base du travail quotidien  
de *Justice et Paix* mais aussi comme occasion  
de relance d'une institution en transformation

Par le père William Tcheumtchoua Nzali fils, s.j.,\*  
et Dr Maurizio Guerrazzi\*\*

*Justice et Paix* dans le monde est appelée à promouvoir le changement social pour aboutir à un développement intégral de la personne humaine. Cela parce que la vie sociale peut créer des contextes qui ne sont pas favorables au développement intégral<sup>1</sup> de tout le monde ; les intérêts divergents souvent peuvent faire perdre aux parties prenantes une vision du développement communautaire à long terme, sans alors s'accorder sur des thèmes importants (voire l'environnement, les infrastructures...). La négociation de l'espace de vie des êtres humains peut aboutir à des erreurs, qui ne sont pas graves s'ils sont remarqués et corrigés le plus tôt possible. Ils deviennent par contre monstrueuses les erreurs de négociation de l'espace de vie qui sont laissées libres d'agir car ils vont gérer négativement la vie d'une population pendant une longue durée.

Pour contrecarrer cela, l'équipe de coordination de *Justice et Paix* du diocèse de Douala a lancé en 2012 une nouvelle stratégie de travail, celle

<sup>1</sup> Développement intégral : c'est le développement de la personne dans ses différentes parties, telles que la partie spirituelle, la relationnelle, la sociale, la professionnelle, la familiale...

\* Coordinateur diocésain *Justice et Paix*, Douala

\*\* Professionnel d'appui SCP / *Justice et Paix*

basée sur la recherche-action qui a aussi suivi le désir du président de la commission, l'archevêque de Douala, de recevoir régulièrement des données fiables sur les conditions sociales, économiques et politiques de la population de son diocèse. La recherche action a réussi à satisfaire les intervenants sur plusieurs plans, par rapport aux différentes attentes de chacun.

Il est aussi important de remarquer que le développement de l'urbanisation au Cameroun s'accompagne inévitablement d'une exacerbation des clivages socio-économiques entre la population. *Justice et Paix* se trouve alors confrontée avec à une réalité devenue multidimensionnelle, où les liens de la société traditionnelle sont en train de changer dans les habitudes de la population. Ce changement n'est pas perçu totalement dans son envergure et provoque un malaise, qui souvent est aussi mal exprimé (manque de prise de conscience d'un nouveau ordre de vie civile commune) et mal interprété : la population vit encore intensément les liens sociaux traditionnels dans son cœur, mais elle ne les trouve plus dans la réalité du quotidien. Le stress social et psychologique généré par ce changement relationnel, ainsi que par le changement de culture (villageoise, celle liée au village et à la terre, vis-à-vis urbaine, celle liée à la ville, au travail dépendant) doit être mesuré, doit être quantifié et demande aussi une prise de conscience de la part de la population elle-même.

Ainsi, les démarches de recherche-action de *Justice et Paix* ont puisé leurs techniques dans les méthodes d'investigation des sciences sociales et dans les pratiques de formation des adultes telles qu'elles se sont développées dans certains champs de l'éducation populaire (éducation des adultes ou andragogie qui vise à une réflexion commune plutôt que à une simple mise à disposition de connaissance) et du perfectionnement des cadres. C'est ainsi que la coordination a lancé des discussions au sein de *justice et paix* sur les thèmes d'actualité, a fait passer des questionnaires à travers toutes les couches de la population, a adopté les techniques de questionnement ouvert, etc. Un grand débat de conscientisation s'est ouvert au sein de *justice et paix* du diocèse de Douala !

Pour ce faire, *justice et paix* a pris en considération une démarche clinique en science sociale, à savoir un mode d'intervention qui privilégie les constructions de sens *in situ*, c'est à dire en contexte, la prise en compte de la subjectivité et du savoir de l'acteur concerné et les dynamiques, soient – elles symboliques, imaginaires ou autres..., spécifiques à la situation rencontrée. Le questionnement ouvert et non pré confectonné (comme dans le marketing) à été développé et expliqué.

D'autre part une démarche d'expérimentation sociale et politique qui « éprouve » une situation plutôt qu'elle ne l'explore, à l'occasion de la mise en action de projets ou d'initiatives avec les acteurs concernés, dans des situations qui les impliquent personnellement et socialement (voir le projet de causeries éducatives dans le contexte de la lutte contre la corruption, ou alors encore l'analyse de contexte politique, sociale et économique). C'est la démarche du *learning by doing*, qui aide à prendre conscience du problème et des capacités présentes pour le résoudre.

Pour finir la recherche-action associée à une méthode participative permet d'impliquer les acteurs du groupe (jeunes ou adultes, hommes ou femmes,...) de les amener à travers une recherche et une analyse de leurs environnement à prendre conscience de leurs situations et ainsi développer eux-mêmes de manière concertée des stratégies communes pour améliorer leurs situation. L'animateur ou les animateurs qui avait été chargés d'accompagner un groupe laissent une totale liberté d'initiative à celui-ci, il n'est là que pour « faciliter » la démarche entreprise par le groupe. Le groupe apprend aussi à trouver une solution, un consensus, ou delà du vécu quotidien et expérimente au moins une alternative.

Cette méthode permet au réseau ainsi constitué de restituer le contenu d'une recherche-action pour permettre à d'autres personnes de profiter de l'expérience pour trouver des solutions à des problèmes similaires.

# Le Bustani : une recherche-action en chantiers<sup>1</sup>

Par Michel Séguier\*

*Dans le cadre du Jardin du Changement (Bustani ya Mabadiliko) du Pole Institute, les participants des sociétés civiles de diverses régions de la RDC travaillent des « chantiers » de recherche-action liés à leurs combats quotidiens. Le regretté Michel Séguier résume ici les points essentiels qui se dégagent d'un certain nombre de chantiers et nous permet ainsi de mieux comprendre des éléments essentiels de la démarche.*

En nous appuyant sur quelques mots clefs définissant la recherche-action nous montrons comment chaque chantier travaillé au cours du Bustani a plus spécialement développé un aspect de la recherche-action.

La plupart des chantiers ont pris en compte plusieurs critères mais nous ne citons qu'une fois chaque chantier.

## Dimension libératrice :

La recherche-action est un processus de libération de la parole ; elle permet une prise de risque, de se mettre en danger en disant ses ambiguïtés, ses contradictions, ses souffrances, ses doutes, ses peurs.

Le chantier « Transformation des Conflits » qui a su regarder en face le conflit iturien mais surtout tirer quelques leçons des prises de risques mortels du groupe moteur de Nyamilima.

<sup>1</sup> Extrait de : « BUSTANI YA MABADILIKO. Un jardin des changements à l'Est de la R.D. Congo », 2007, à télécharger sur [www.pole-institute.org](http://www.pole-institute.org)

\* Michel Séguier, accompagnateur de luttes pour le changement en Europe, Amérique Latine et Afrique nous a quittés en novembre 2014. Son esprit, son courage et son exemple continue de nous guider dans nos combats.

## Indignation :

La recherche-action a pour point de départ une situation insupportable, inadmissible, inacceptable, révoltante dans laquelle on se trouve pris, coincé, bloqué c'est **la situation limite** dont parle Paulo Freire. Ce que nous faisons, ce que nous tolérons est indigne de nous, ce sont des conditions de vie indignes pour des êtres humains et c'est cette indignation et cette révolte qui nous motivent et nous mobilisent.

## Problème :

Les chantiers réalisés avec les femmes face aux violences sexuelles et leur passage de victimes à actrices et leur lutte contre l'impunité.

La recherche-action part d'un problème, d'une situation de crise réelle et vécue, d'une contradiction dans laquelle on se trouve; c'est un trou noir, une impasse, une voie sans issue, un problème sans solutions apparentes et qu'on ne sait par quel bout prendre.

## Implication :

Les travaux sur les spoliations des ressources naturelles au détriment du peuple congolais.

Les actions avec les enfants soldats et les jeunes démobilisés.

La recherche-action est un contexte qui permet de se dire, de se parler ; de se mouiller ; le chercheur-acteur ne fait pas abstraction de ses valeurs et de son jugement ; c'est une façon non seulement de lire le monde mais de l'écrire : chacun va devenir auteur de ses mots et acteur de son monde.

Le chantier « Jeunes Responsables » avec son groupe moteur : « Synergie » et leurs actions de conscientisation/responsabilisation collective.

## Engagement :

Chacun a cette responsabilité, avant de s'engager, de se dire : est-ce que moi je suis prêt à m'engager à côté de compagnons de route avec qui on fera un bout de chemin ensemble, on prendra des risques ensemble aux côtés, des gens confrontés au problème.

Le chantier « Valorisation de la Femme » et leur recherche-action en période électorale avec alphabétisation politique et production de l'album de la femme à la conquête du pouvoir.

## Confiance :

Elle se construit par l'écoute et le dialogue, elle nous permettra de nous dire « des choses dures » de nous confronter en vérité, confiant en ce que chacun essaie de faire passer l'intérêt commun avant son seul intérêt personnel et s'appuyant sur les forces et les potentialités de chacun, tout en acceptant ses faiblesses et ses limites.

La recherche sur les schèmes mentaux et les identités pour trouver les opportunités et les conditions d'un dépassement interethnique.

## Action transformation :

Toute recherche-action vise une transformation, que ce soit de l'environnement institutionnel ou des conditions de vie ou des situations avec des changements significatifs quant à une prise de pouvoir des gens sur leur propre vie.

Les travaux du groupe « Action citoyenne » Information pour le changement : avec leur production sur la gouvernance et les émissions radios conçues comme outils de recherche/action/formation permanentes.

*Paris, 11 juin 2007*

## Atelier

### « Recherche et capacitation sur les conflits »

(29–31 janvier 2014, Kribi – Cameroun)

#### *Extraits du rapport*

*Par Flaubert Djateng, Pierre Fichter,  
Christiane Kayser, Frank Wiegandt*

## Le Cercle stratégique : un outil de transformation des conflits

*La méthodologie du « cercle stratégique » est un processus qui combine plusieurs outils en une dizaine d'étapes pour faire face au conflit, le comprendre, l'aborder ou essayer de le résoudre. C'est à la fois un outil d'analyse du conflit et un outil d'identification de stratégies et d'actions qui se base sur une vision stratégique approfondie de la paix. (RTC et IIED, Birmingham, 2011)*

### 1. Chronologie et changements

La chronologie du conflit est le point de départ dans l'analyse d'un conflit, elle doit apporter un éclairage sur les racines du conflit étudié à partir desquelles il est possible d'en discerner les facteurs. La chronologie permet aussi d'observer l'évolution des acteurs du conflit au fil du temps : leurs changements de position, de comportement, de perception (leur perception avant un événement et après un événement).

La chronologie doit donc remonter le plus loin possible dans le temps, on doit y faire apparaître la perception des événements qu'ont les différentes parties en conflit. Il faut aussi y inclure les différentes actions entreprises pour essayer de résoudre le conflit en question et les changements observés dans le temps et à la suite de ces actions.

### **Outil – Le Repère Chronologique**

*C'est un graphique qui montre les événements rapportés à une échelle de temps, rendant visibles les perceptions des parties en conflit pour chaque événement*

*Exemple*

<b>perception avant</b>	<b>date</b>	<b>événement</b>	<b>perception après</b>
...	1930	...	...
...	1962	...	...



**Montre les différents points de vue historiques d'un conflit**  
**Clarifie la perception des événements pour chaque acteur en conflit**  
**Identifie les événements importants aux yeux des protagonistes**

## **2. Les acteurs impliqués**

Il s'agit ici de montrer les acteurs présents dans la situation qui nous préoccupe, d'analyser les rapports de force entre les acteurs principaux mais aussi de réfléchir à l'influence d'acteurs secondaires sur le conflit : quel est le poids de chacun dans le conflit ? L'analyse des acteurs doit

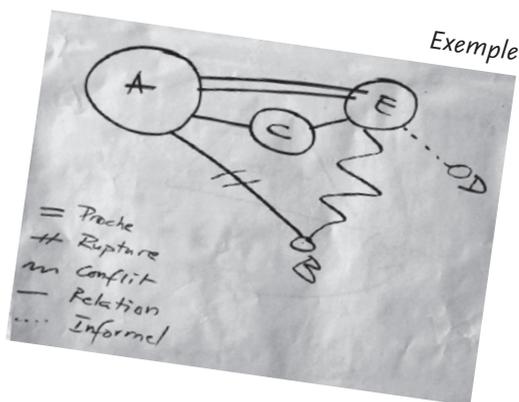
permettre de mettre en évidence les liens entre les différents intervenants, les jeux d'alliance.

Il faut essayer de trouver qui a le pouvoir dans le conflit, ce qui nous aidera à orienter les activités durant la phase de mise en œuvre des actions de transformation du conflit. Dans ce sens, il est intéressant d'y faire apparaître des acteurs qui ne sont pas en conflit mais qui peuvent jouer un rôle de paix : qui peut constituer un allié ? On peut d'ailleurs essayer de visualiser sa propre position.

Cet exercice doit être refait régulièrement afin d'y intégrer les nouveaux acteurs qui peuvent prendre part au conflit en question et d'observer d'éventuelles nouvelles alliances.

### Outil – Le Schéma des acteurs

*C'est une visualisation graphique qui montre les interactions et les liens entre les parties en conflit, l'ensemble des acteurs présents et les relations entre chacun. Chaque acteur y apparaît selon une hiérarchisation visuelle en fonction de son importance dans le conflit ; et on applique une signalétique distincte selon la nature des relations entre chacun (cette signalétique doit apparaître dans une légende).*



utilité

**Rend plus claires les relations entre les parties**

**Clarifie là où se trouve le pouvoir**

**Permet d'identifier des alliés potentiels pour des actions de résolution des conflits**

**Permet de comprendre ce qui a été déjà fait**

### 3. Les perceptions des acteurs

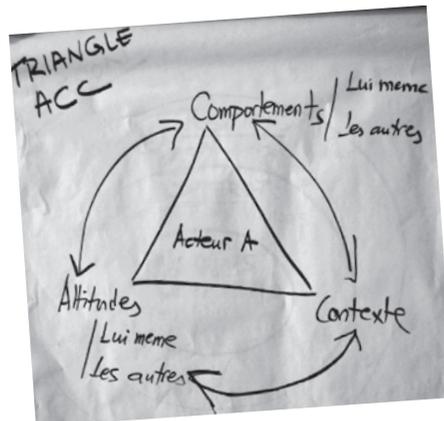
L'étude des perceptions analyse les perceptions que chaque acteur dans le conflit par rapport à lui-même et par rapport aux autres. Cette analyse va montrer les différences de perceptions et de point de vue par rapport au conflit, ce qui permettra d'identifier les besoins, les intérêts et les craintes de chacun. On doit aussi rechercher quels sont les stéréotypes et les préjugés qui alimentent le conflit afin de mieux les combattre.

#### Outil – Le Triangle ACC

ATTITUDE – COMPORTEMENT – CONTEXTE.

*C'est un outil d'analyse des facteurs liés aux attitudes et comportements des acteurs, ceci en relation avec le contexte.*

Exemple





utilité

**Identifie les 3 facteurs pour chaque acteur-clé en conflit**  
**Permet d'analyser comment ces facteurs s'influencent mutuellement**  
**Permet d'identifier les points d'entrée et de départ si on veut intervenir**

#### 4. Identification des problèmes

Il s'agit d'identifier les problèmes autres que ceux ouvertement déclarés comme cause du conflit, c'est-à-dire les problèmes sous-jacents mais qui ont une implication sur le conflit et ses acteurs. A partir des résultats des 3 premières étapes : chronologie, acteurs et perceptions, on doit se poser les questions suivantes. Quels sont les véritables problèmes ? Comment s'expriment-ils ? Qu'est-ce qui « clache » réellement et à quel niveau ?

Pour cela, la réflexion doit être orientée suivant certains facteurs : le politique, le culturel, les identités, le genre, le respect des droits, les aspects environnementaux...



utilité

**Mieux comprendre la perception et le comportement des acteurs**  
**Donne des éléments pour l'étape suivante de l'analyse des intérêts**  
**Permet d'élargir le champ d'action à d'autres activités dans le processus de consolidation de la paix**

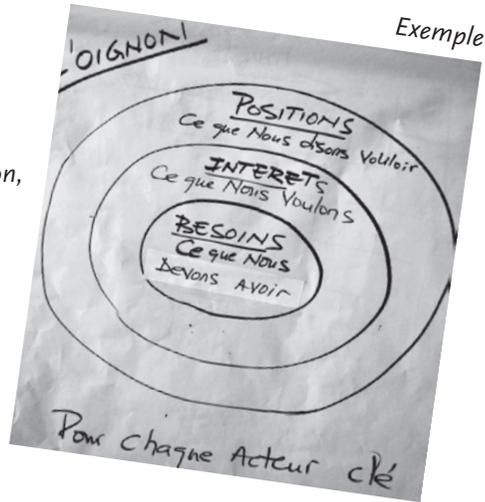
#### 5. L'analyse des intérêts

Il s'agit ici de rechercher quels sont les véritables intérêts des parties en conflit, au-delà de la position officielle, publique des différents acteurs. Quels sont les intérêts individuels ? Y-a-t-il des intérêts communs ? En quels termes les parties définissent-elles leurs intérêts ? A qui profite le conflit ? Qu'est-ce qui pourrait bloquer la transformation du conflit ?

Pour cela on doit prendre en compte, les conclusions des étapes précédentes, en particuliers l'analyse des perceptions et l'identification des problèmes. On pourra comprendre les intérêts de chaque acteur en décryptant ce qu'il dit, son discours, sa rhétorique...

### **Outil – L'Oignon**

*C'est un outil qui permet d'analyser ce que les parties en conflit disent. En partant de leur position, on identifie les intérêts et les besoins pour chaque acteur.*



utilité

**Comprendre les intérêts et les besoins de chaque acteur**  
**Découvrir les intérêts « cachés »**  
**Trouver des intérêts communs qui pourraient être à la base des négociations**

## **6. Recherche de stratégies**

C'est là que la réflexion sur la recherche de solutions commence à partir de toutes les informations relevées dans les étapes précédentes. Quelle est la stratégie à adopter pour atteindre nos objectifs de paix ? Comment procéder pour atteindre une paix durable ?

Ici, on doit donc examiner ce qui a déjà été entrepris. Qu'est-ce qui a été fait ? Qu'est-ce qui a fonctionné ? Qu'est-ce qui a échoué ? Qu'est-ce qui a été négligé ? Que peut-on faire ? Comment adapter notre stratégie en fonction des intérêts des parties en conflits, en fonction des problèmes identifiés ?

On va aussi commencer à réfléchir aux possibilités (hypothèses) d'alliances et de synergies qui seront approfondies dans les étapes suivantes.

### Outil – La grille stratégique

*C'est un graphique ou un tableau qui montre les différentes activités qui se font sur le conflit avec les différents groupes de la société. Attention ! La grille n'est pas un plan d'action détaillé ou une planification, c'est un outil qui rassemble les idées d'actions et permet de voir ce qu'on pourrait faire et avec qui.*

*Exemple*

		<i>Idées de travail</i>			
		<b>Création d'espaces de dialogue</b>	<b>Manifestation sportive</b>	<b>Formation aux Droits Humains</b>	<b>...</b>
<b>Groupe Structure Institution</b>	<b>Chefs coutumiers</b>	×		×	
	<b>Groupes de jeunes</b>	×	×		
	<b>Associations de femmes</b>	×		×	
	<b>...</b>				×



utilité

***Permet de savoir ce qui s'est déjà fait***

***Rend visibles les lacunes, les endroits où rien n'est encore fait, les secteurs non-assistés...***

***Identifie les possibilités d'un travail nouveau, d'un travail conjoint ou d'un appui mutuel***

## ***7. Inclusions et alliances***

L'inclusion c'est la prise en compte des acteurs qui travaillent pour la même cause. On doit donc réfléchir à qui peut nous aider à renforcer un processus de paix et comment intégrer ces acteurs à notre stratégie ?

C'est à partir de là que l'on peut réfléchir en terme d'alliance, il faut être d'une certaine manière opportuniste et étudier toutes les alliances possibles, c'est-à-dire en n'excluant pas d'emblée certains acteurs avec qui on n'a pas les mêmes points de vue. Il faut donc appliquer une logique de survie pour ne pas risquer de se retrouver trop isolé.

Dans le même sens, il faut aussi faire preuve de prudence avant d'entrer en coalition et examiner scrupuleusement la plus-value que peut nous apporter une alliance.

Bien sûr ce travail d'alliance nécessite de se poser plusieurs questions préalables. Est-il possible et pertinent de former telle ou telle alliance ? Comment instaurer la confiance entre les acteurs qui travaillent pour la même cause ?

Cette étape des inclusions et des alliances repose en grande partie sur de la communication et de la mise en relation entre acteurs.



utilité

***Facilite la synergie qui évite que certaines stratégies perturbent le développement des autres***

***Etend la capacité de mobilisation et les possibilités du champ d'action***

## 8. Analyse des risques

C'est l'analyse des risques d'aggraver une situation de conflit à travers notre intervention. Notre action va-t-elle empirer ou améliorer les choses ? Quelle est notre véritable influence sur le contexte et les acteurs ?

On doit en effet partir du principe que l'on n'est pas neutre à partir du moment où l'on veut la paix, c'est finalement une position en sol dans le conflit. Il faut essayer d'analyser le regard des différents acteurs sur nous, réfléchir à comment se positionner, se comporter... Comment gérer nos préjugés et faire preuve d'objectivité ?

Il est impératif de commencer cette réflexion avant même de débiter une étude sur le terrain, car la manière de mener une étude (un entretien, une enquête par exemple) peut avoir des répercussions sur la situation et avorter dès le départ toute initiative de paix de notre part.

Au terme de cette analyse des risques, on pourra alors voir s'il y a des apprentissages à faire avant de commencer (besoins de capacitation) ou si par exemple on doit d'abord tester la stratégie sur une petite échelle (phase d'expérimentation).

### Outil – Do No Harm

*L'approche Do No Harm (Ne Pas Nuire) est un outil qui permet de passer au crible les stratégies envisagées afin de s'assurer que le travail ne va pas empirer les choses en se basant sur les potentiels de paix et de violence au niveau local. La méthode Do No Harm en détail :*

<http://www.methodfinder.net/download57.html>

utilité

**Identifie les forces locales de paix et les forces de violence**

**Analyse l'influence de nos actions sur ces forces**

**Permet d'identifier ses besoins en termes de capacités**

## 9. L'action

Les actions sont fondées sur la stratégie qui a été élaborée au préalable en prenant en compte le contexte. On doit alors identifier le niveau du travail à faire. Dans le travail de paix, il existe 3 niveaux d'action :

- ◆ Travailler directement sur le conflit
- ◆ Traiter les conséquences
- ◆ Travailler sur le tissu social

**Travailler directement sur le conflit** consiste à essayer de changer les dynamiques (transformation) et même de réaliser un règlement de paix dans certains cas. Soutenir un règlement peut se décliner en plusieurs activités : instaurer le dialogue, faire de la médiation, organiser des négociations ou réaliser un arbitrage. Cela nécessite aussi de soutenir et de porter la voix des populations concernées, ce qui inclut des activités de plaidoyer

**Traiter les conséquences**, cela porte sur les besoins tant psychologique que physique des acteurs et des populations concernées, c'est par exemple le travail sur la justice post-conflit, le pardon comme la mise en place des commissions « vérité-réconciliation ». C'est aussi travailler sur les traumatismes. C'est donc un travail de reconstruction morale qu'il faut aussi appréhender comme une action de prévention : reconstruire c'est prévenir de futurs conflits.

**Travailler sur le tissu social** renvoie davantage à la transformation au sein des entités sociales de la population et entre elles, c'est-à-dire transformer par exemple des injustices qui sont susceptibles d'émerger en conflit. C'est donc là aussi un travail de prévention : on doit éviter que cela ne dégénère.

## 10. L'évaluation

La construction de la paix est un travail sensible, délicat et hautement confidentiel, c'est un travail à risque dans lequel il faut avancer prudemment. L'évaluation est donc nécessaire car c'est une **phase d'apprentissage** sur le parcours réalisé, les actions menées. C'est le moment pour tirer les leçons de ce qui a été fait et voir ce qu'on peut faire pour l'avenir.

Pour cela il faut mettre en place dès le départ un système de suivi-évaluation des actions de paix, basé sur des **indicateurs de paix et de violence** afin de suivre l'évolution du conflit et l'impact de nos actions. Qu'est-ce qui permet de dire que la situation s'apaise ? Quels marqueurs nous montrent que la paix se stabilise ? Quel est le niveau de mobilisation de la population pour la paix ? Les acteurs en conflits ont-ils changé de comportement ?

Qui dit apprentissage, dit aussi **capitalisation**. L'évaluation doit servir également à capitaliser son travail, on doit donc bien veiller à archiver tous les rapports, les études et autres documents recueillis durant le processus.

## Etude de cas : Conflit entre communautés Bamoun et Bamiléké sur la Rive Gauche du Noun<sup>1</sup>

### Chronologie\*

#### *Fil du temps des deux communautés ethniques*

<i>Date/période</i>	<i>Bamiléké</i>	<i>Bamoun</i>
<b>Fin du 13<sup>ème</sup> siècle</b>		Fondation du royaume Bamoun
<b>17<sup>ème</sup> – 18<sup>ème</sup> siècle</b>		Les Bamoun repoussent les habitants de la RGN ; et s'installent ensuite
<b>Début du 20<sup>ème</sup> siècle</b>		Seule chefferie qui couvrait toute l'agglomération de la RGN était Nkouffen-Njindoun, chef de village est un Bamoun
<b>A partir de 1910</b>	Arrivé des migrants Bamilékés dans la RGN, comme mains d'œuvre dans des plantations coloniales et sur les chantiers des ponts (selon quelques interviews, déplacement forcé par leurs chefs), et comme réfugiés du maquis	Accueil pacifique des Bamilékés, RGN très peu peuplée en ce temps

<sup>1</sup> Etude réalisée par AJPCedes, Foumban, Cameroun, avec le soutien de Zenü Network (Francis Emmanuel Njifenji, Greta Lenz, Flaubert Djateng)

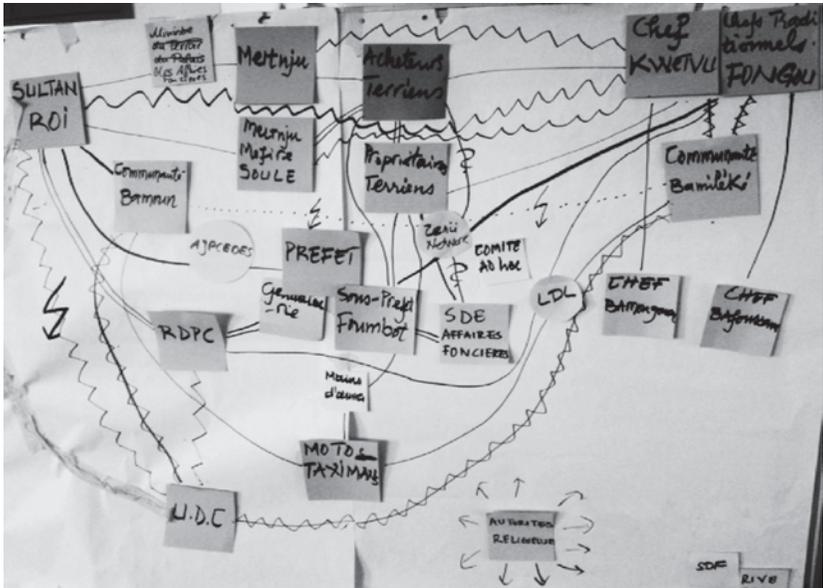
\* La chronologie a été actualisée en décembre 2014 par Greta Lenz et Francis Emmanuel Njifenji. Nous en publions ici les premières et dernières pages a titre d'exemple. Le rapport complet avec la chronologie entière est téléchargeable sous [www.peaceworkafrica.net](http://www.peaceworkafrica.net).

<b>Date/période</b>	<b>Bamiléké</b>	<b>Bamoun</b>
<b>1927/1929/ 1930</b>	Création de la rive gauche du Noun par l'administration coloniale (en réalité, les villages de la RGN n'étaient jamais réellement créés, seulement les chefs des communautés Bamilékés sont devenus par des différents actes administratifs des chefs des villages 3 <sup>ème</sup> degré)	
<b>Avant l'indépendance</b>	12 communautés sont organisées en chefferie sur l'étendue de la RGN. Il s'agit, entre autres, des communautés: Bafoussam, Bamougoum, Bandjoun, Baham, Bangou, Bamendjou, Bayangam, Bangang, Kouffen/Njindou, Batoufam	
<b>1960</b>	Palabre des chefs RGN autour de la question du rattachement administratif de la RGN au Dept. Bamoun, administré par Sous-Préfet Foumbot → réponse favorable des huit chefs présents, suit : arrêté ministériel	
<b>24.03.1973</b>	Fotso Jean nommé « Chef du village <i>autonome</i> de Koukpa »	Réaction défavorable du Roi qui commence à s'inquiéter des velléités d'autonomie des chefs des communautés présentes dans RGN
...	...	

<i>Date/période</i>	<i>Bamiléké</i>	<i>Bamoun</i>
13.04.2013	Les Bamiléké décident de chasser tous Bamoun qui cultivent dans le village	Les Bamoun tiennent une réunion à Koundoumbain et décident de riposter face à la décision des Bamiléké de les chasser de leurs champs
15.04.2013	Confrontations violentes dans la RGN avec un mort sur place (Bamoun) + 1 victime décédée plus tard (Bamiléké), plusieurs blessés	
	Les autorités administratives (sous-préfet et état-major) font une descente au terrain pour calmer les deux parties, le sous-préfet appelle l'armée pour séparer les deux camps	
16.04.2013	Descente sur le terrain du gouverneur, du préfet et du roi pour rassurer les populations et les calmer	
Avril 2013	La commission créé en sept. 2012 se réunit dans la RGN, mais se voit incapable de travailler par manque de moyens et pour non-poursuite des recommandations formulées en 2012 par la haute hiérarchie	
	Création d'un poste de gendarmerie à Momo, gouverneur instruit la cartographie du potentiel foncier de la rive gauche (jusque-là, pas fait)	
16.07.2013		Plainte de 38 Bamouns auprès du Sous-Préfet de Foubot que les forces de l'ordre en complicité avec « le halogènes » les empêchent de récolter leurs produits agricoles

<i>Date/période</i>	<i>Bamiléké</i>	<i>Bamoun</i>
<b>2013/2014</b>	Le terrain continue d'être vendu, titres fonciers sont toujours délivrés malgré l'interdiction	
<b>Janvier 2014</b>	Le gouverneur de la Région Ouest déclare le conflit résolu, l'ordre et la paix rétablie dans la RGN (rapport annuel 2013)	
<b>08.05.2014</b>	Arrêtés préfectoraux portant nomination des 2 chefs de village (Jean Fosso à Koukpa ; Ndebe Fokom Mohamed Moustapha à Kouffen)	
<b>30.10.2014</b>		Lettre du Roi au Ministre de Domaine et Affaires Foncières, demandant l'annulation de certains titres fonciers sur la rive gauche du Noun (env. 10)
<b>01.12.2014</b>	Affrontements entre la communauté Bamoun et Bamiléké dans le village Njincha (rive gauche du Noun), avec un mort.	

# Cartographie des acteurs



Ci-dessous les inputs faits durant l'atelier sur la chronologie et la cartographie :

Il est bien de faire remonter son analyse chronologique le plus loin possible dans le temps, en particulier pour l'étude des conflits fonciers. D'avoir le plus de détails possible pour permettre d'identifier les moments clés dans l'évolution du conflit. Faire la chronologie différenciée : avec les éléments des 2 parties en conflit.

Les études doivent être faites par des personnes provenant de différentes parties (ex : étudiants Bamoun et Bamiléké), cela confère une certaine crédibilité à l'étude et permet d'enrichir l'analyse par des échanges de connaissances et de perceptions...

La cartographie (spatiale) est importante dans ce type de conflit à caractère foncier, il faut essayer de produire une cartographie dynamique qui doit faciliter l'analyse du conflit. Une cartographie chronologique peut aussi être envisagée.

Qu'est-ce qui permet d'affirmer qu'un conflit n'est pas purement ethnique ou bien qu'il est instrumentalisé de manière ethnique par les élites coutumières ou politiques à d'autres fins ?

Prendre en considération les dynamiques spatiales et démographiques, la pression foncière, la compétition pour l'accès à la terre...

Il existe des flous dans la loi camerounaise entre droit moderne et droit coutumier qui amène à ce genre de conflit, les compétences du coutumier ne sont pas bien délimitées en matière de gestion foncière.

Volonté de l'Etat de cultiver ces flous, mais en même temps, l'Etat n'a pas la capacité et la volonté de prévenir ou de régler ce genre de situation.

Comment faire que les groupes en conflit parviennent à une entente et faire en sorte que tout le monde en sorte gagnant...

Le visible et l'invisible : le véritable rôle des autorités religieuses ?  
Les nuances entre discours officiel et véritable position par rapport au conflit.

Le rôle de l'Etat : qui est l'Etat ? Par qui est-il représenté au niveau local ?

## Analyse des intérêts et des besoins des acteurs

<b>Acteurs</b>	<b>Positions</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Besoins</b>
<b>Les chefs de village</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Propriétaires de terrains</li> <li>◆ Autorité sur les terres et la population</li> <li>◆ Droits sur les terres</li> <li>◆ Autonomes</li> <li>◆ Légitimes (Etats et population)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Avoir le contrôle sur les terres</li> <li>◆ Tirer le maximum de profit</li> <li>◆ Asseoir leur leadership</li> <li>◆ Etre indépendant du roi Bamoun</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Autorité, pouvoir, respect, prestige</li> <li>◆ Maintenir un bon standard de vie</li> </ul>
<b>Le roi Bamoun</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Détenteur de l'autorité suprême sur les terres</li> <li>◆ Droits sur les terres (usus, fructus, abusus)</li> <li>◆ Gardien des traditions spirituelles</li> <li>◆ Membre du bureau politique du RDPC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Maintenir son autorité</li> <li>◆ Profiter de la vente des terrains</li> <li>◆ Renforcer la présence des Bamouns sur la RGN</li> <li>◆ Reprendre le contrôle de la RGN</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Reprendre le contrôle de la RGN</li> <li>◆ Prestige, réalisations</li> <li>◆ Sécurité et stabilité dans le royaume</li> </ul>
<b>L'administration</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Assure la mise en œuvre des politiques publiques</li> <li>◆ Représente le chef de l'Etat</li> <li>◆ Assure la tutelle sur les chefs traditionnels</li> <li>◆ Garant de l'intérêt général</li> <li>◆ Ni Bamoun, ni Bamiléké</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Ordre et sécurité</li> <li>◆ Profit</li> <li>◆ Etre bien noté par la hiérarchie</li> <li>◆ Amélioration des conditions de vie des populations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Ordre et sécurité</li> <li>◆ Asseoir la paix dans le Noun</li> <li>◆ Sécuriser sa carrière</li> </ul>

<b>Acteurs</b>	<b>Positions</b>	<b>Intérêts</b>	<b>Besoins</b>
<b>La communauté Bamoun</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Sentiment d'être sur leurs terres</li> <li>◆ Légitimité sur la RGN</li> <li>◆ Repli identitaire (menacée)</li> <li>◆ Sentiment d'être abandonnée, négligée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Profiter et disposer de leurs terres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Sécurité</li> <li>◆ Appartenance à la communauté</li> <li>◆ Présence physique de l'autorité traditionnelle</li> </ul>
<b>La communauté Bamiléké</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ La terre appartient aux premiers occupants et utilisateurs</li> <li>◆ Ils ont mis en valeur ces terres</li> <li>◆ Sentiment d'être chez eux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Garder leurs terres comme source de revenus</li> <li>◆ Tirer profit et satisfaire leurs besoins physiologiques</li> <li>◆ Sécuriser leurs parcelles (titres fonciers)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Se sentir protégés par l'Etat et les chefs traditionnels</li> <li>◆ Se sentir en sécurité</li> <li>◆ Vivre en paix avec les autres</li> </ul>

Attention de ne pas mélanger la fonction et la position, et les intérêts et les besoins. Il faut vraiment appliquer l'exercice à partir du schéma de l'oignon. Se demander quelles sont les attentes des acteurs vis-à-vis d'un acteur...

Il faut essayer de croiser l'analyse de contexte à 3 dimensions (politique, culturel, économique) à l'analyse des intérêts et des besoins.

## Recherche de stratégies et Alliances

Stratégies Acteurs	Création des espaces de dialogue	Plaidoyer	Distribution de l'information	Programme d'éducation	Renforcement des capacités	Amélioration de la gouvernance foncière	Médiation	Analyse
Roi	+	+	+			+☑	+☑	☐
Mashut mutju	+		+		+	+		+☑
Chefs RGN		+	+			+	+	☑
Autorités administratives		+	+			+☑		☑
RDPC	+		+	+				☑
UDC	+		+	+				☑
DDAF			+		+	+		☑
Comité ad hoc	☑		+	+	+		☑	☐
Autorités religieuses			+		+			☑
Gendarmerie et police			+					☑
Jeunes	+		+	+	+			☑
Femmes	+		+	+				☑
Moto taximen	+		+	+				☑
Association des ressortissants	+		+	+				+☑
Propriétaires terriens	+		+	+		+	+	☑
Maire de Foubot			+			+		☑

<i>Stratégies</i>								
<i>Acteurs</i>	<i>Création des espaces de dialogue</i>	<i>Plaidoyer</i>	<i>Distribution de l'information</i>	<i>Programme d'éducation</i>	<i>Renforcement des capacités</i>	<i>Amélioration de la gouvernance foncière</i>	<i>Médiation</i>	<i>Analyse</i>
<b>Chef sup de Mangoum</b>	+		+			+		<input checked="" type="checkbox"/>
<b>Asso chef trad ouest</b>			+					+
<b>Chef Bamengoum</b>	+		+			+	+	+
<b>Chef Bafoussam</b>	+		+			+	+	+
<b>Elites</b>			+					+
<b>Comité de développement</b>	+		+	+		+		+
<b>Tribunal de 1<sup>er</sup> et grande instance</b>			+			+		
<b>MINATD</b>		+	+					+

Il faut essayer de préciser le rôle et les compétences de chacun.

Toute production de capitalisation ou de sensibilisation à travers des brochures, des médias ou autres, doit être vraiment surveillée. Il y a un risque de récupération par les médias notamment si le support n'est pas suffisamment précis (rôle de l'éditeur).

<b>Alliés</b>	<b>Actions/Domaine d'intervention</b>
<b>CEPCA</b>	Diffusion des actions, renforcement des capacités, éducation à la paix
<b>Zenu network</b>	Plaidoyer
<b>CIPCRE</b>	Renforcement de capacités, éducation par le théâtre, plaidoyer
<b>SNJP</b>	Plaidoyer
<b>CDJP Bafoussam Foumbot</b>	Médiation, éducation à la paix, accompagnement judiciaire
<b>AJPEDES</b>	Education à la citoyenneté, capitalisation, communication
<b>LDL</b>	Education à la paix, droit, accompagnement judiciaire
<b>Médias, Radios communautaires</b>	Communication, diffusion
<b>Communautés de foi (chrétiens, musulmans, protestants...)</b>	Médiation, éducation
<b>Comité ad-hoc</b>	Création d'espaces de dialogue, impulser une dynamique
<b>Association des chefs trad. De l'Ouest</b>	Création espace de dialogue
<b>CSIC (Conseil Supérieur Islamique du Cameroun)</b>	Plaidoyer
<b>Conseil communal des jeunes</b>	Mobilisation des jeunes, diffusion de l'information
<b>Programmes et projets gouvernementaux</b>	Diffusion des informations, formation au montage de projet pour les jeunes
<b>MINDCAF</b>	Cartographie des ressources foncières
<b>Université</b>	Recherches, cartographie

## Analyse des risques

- ◆ Perception négative de l'intervention d'AJPCEDES (propagande négative de la part de certains acteurs)
- ◆ Perdre son objectivité en prenant certaines positions (risque de partialité)
- ◆ Être perçu comme prenant parti pour un acteur en particulier
- ◆ Être instrumentalisé par les différents acteurs
- ◆ Que les acteurs attendent une solution miracle d'AJPCEDES
- ◆ Se tromper d'allié

Avoir une chronologie partagée et certifiée par certains acteurs-clés. Avoir des témoins respectés des deux camps.

## Conclusion et perspectives de l'étude\* (extraits)

L'étude sur la rive gauche du Noun a clairement identifié les facteurs et acteurs clés du conflit. Ce dernier trouve ses racines dans des mouvements migratoires forcés et volontaires dans la rive gauche du Noun pendant l'époque coloniale, lesquels n'ont pas été accompagnés par des régulations juridiques explicites sur les questions foncières pour les anciens et nouveaux habitants de la zone. Depuis ce temps, les questions d'usage, de propriété et de vente des terrains cultivables ont créé des conflits latents et ouverts entre les communautés. Les chefs traditionnels en tête de ces communautés mettent également les questions d'allégeance dans le jeu, qui tournent autour d'un supposé statut particulier d'autonomie des villages dans la rive gauche du Noun. Cette autonomie, au-delà d'être une manifestation de leur rejet de se soumettre à un chef supérieur Bamoun, est utilisée pour justifier la gestion foncière d'une façon très indépendante aux fins de bénéfices personnels, sans implication d'autres autorités soient-elles officielles. Pour mobiliser et aligner la population, le facteur ethnique est exploité, qui positionne à la fois les Bamoun et les Bamiléké comme adversaires, et leur fait oublier les intérêts réels des personnes en position de pouvoir. En résumé, il existe un conflit d'allégeance et foncier, mais instrumentalisé sous forme ethnique par les politiciens et les autorités traditionnelles ; ce conflit est renforcé par les spéculateurs (vendeurs et acheteurs de terrains), par le biais d'un chevauchement entre droit traditionnel et moderne.

Pour AJPCEDDES, comme acteur de la société civile camerounaise qui œuvre pour une paix durable, la situation conflictuelle et les éclats réguliers de violence dans le Département du Noun – notre zone d'intervention – nous interpellent. Nous devons réfléchir sur des interventions

\* par Greta Lenz et Francis Emmanuel Njifenji, janvier 2015

qui contribuent à une réduction de la violence et une résolution durable de ces conflits.

D'un côté, les cibles principales de notre travail, les jeunes, sont directement impliqués dans le conflit, comme acteurs et victimes de la violence. Ce sont aussi eux qui souffrent le plus d'une mauvaise gestion des ressources et d'une faible volonté politique et administrative à mieux gérer, mieux exploiter les richesses et à développer les infrastructures de cette zone. Un travail avec et pour les jeunes est nécessaire pour les conscientiser sur l'histoire de la zone et les enjeux de la paix et la résolution non-violente des conflits.

D'autre part, les jeunes ne sont pas les acteurs clés dans ces conflits. Pour arriver à une amélioration durable de la situation dans la rive gauche du Noun, il est indispensable de travailler avec les chefs traditionnels, l'administration publique et les représentants politiques. Ce travail doit engager un processus de dialogue entre les acteurs, avec pour enjeu une gestion juste et transparente du foncier, les rôles et responsabilités des parties prenantes. L'objectif étant d'aboutir à des conventions et/ou institutions pouvant amener les parties prenantes à gérer pacifiquement et efficacement le vivre-ensemble des différents acteurs et communautés sur les terres contestées.

# Les apprentissages

## *Les principaux questionnements*

- ◆ Comment influencer/mobiliser les autorités ?
- ◆ Comment se positionner clairement en acteur de paix et non pas être diffamé comme perturbateur ?
- ◆ Quelles sont les motivations profondes des dynamiques identitaires ?

## *Les principes retenus*

- ◆ Difficile d'être non partisan (inclure toutes les parties + personnes extérieures)
- ◆ Créer une atmosphère de confiance
- ◆ Vérifier et veiller à agir au bon moment pour chaque étape
- ◆ Analyser le contexte actuel + faire chronologie basée sur des faits et des perceptions des acteurs-clés
- ◆ Développer plaidoyer envers différents acteurs-clé
- ◆ Diversifier personnes-ressources
- ◆ Éviter la naïveté (différencier les positions publiques/agendas cachés)
- ◆ Développer des protocoles de recherche (guide, questionnaires...)
- ◆ S'assurer d'un rôle légitime et transparent
- ◆ Le Do No Harm
- ◆ Prendre en compte les processus passés et les autres acteurs
- ◆ Se donner le temps
- ◆ Garder le contrôle, ne pas devenir sous-traitant !
- ◆ Elaborer une cartographie (analyse cartographique)
- ◆ Analyser le contexte plus large (degré d'influence du contexte sous-régional et international sur le contexte local)
- ◆ Faire des restitutions appropriées (choisir un cadre, un moment, des invités...)

- ◆ Créer des alliances et des synergies
- ◆ Choisir un cas concret, le voir et l'analyser dans un contexte plus général
- ◆ Conflit ouvert ou latent, le danger est de laisser pourrir une situation
- ◆ Objectif : arriver à un équilibre de façon non-violente
- ◆ Analyser nos capacités et forces pour pouvoir aller au bout
- ◆ Conscientiser les acteurs « victimes » et autres est déjà un pas très important dans le travail de paix

Il faut partager au sein du réseau les prochains pas qui seront accomplis autour des conflits qui ont commencé à être étudiés.

Les premières études sont très importantes, il est important de bien les présenter pour pouvoir être appuyé et approfondir le travail.

### *L'approche partagée*

- 1) Constituer une documentation complète sur un conflit et en faire une analyse approfondie et participative impliquant toutes les parties prenantes et valorisant la mise en perspective et la chronologie avant toute forme de prise de position ou d'action.
- 2) Informer les parties prenantes sur l'évolution de la documentation complète en privilégiant une transparence permettant de réduire le risque d'incompréhension ou de calomnie par rapport à la démarche en cours.
- 3) Faire circuler la documentation complète avec l'analyse approfondie du conflit à l'intérieur du réseau SCP afin d'avoir un éclairage en interne.
- 4) Publier, le cas échéant, l'analyse approfondie du conflit.

# La recherche-action pour une intervention adaptée aux situations de conflits

## L'approche de Dynamique Mondiale des Jeunes dans l'Est du Cameroun

Par Pierre Fichter\* et Duplex Kuenzob\*\*

*La recherche-action est en passe de devenir la stratégie préférée de la Dynamique Mondiale des Jeunes – en tant qu'acteur pour la transformation sociale – pour identifier les opportunités et possibilités d'intervention sur le terrain. Bien que l'organisation ait par le passé recouru à ce procédé à l'échelle des ateliers en salle et durant les séances d'animation communautaires, même sans lui donner le nom de recherche-action, l'équipe de DMJ entend désormais baser ses actions sur les renseignements directement issus des personnes et groupes concernés et vivant dans leur environnement habituel. Nous voulons, à travers cette communication, raconter notre histoire récente en rapport avec cet outil.*

Au cours de l'année 2014, l'organisation Dynamique Mondiale des Jeunes (DMJ) a choisi de lancer deux activités de recherche-action au Cameroun. La première ayant pour thème les dynamiques de conflits et la situation des déplacés centrafricains dans l'Est du pays, la seconde traitant de l'enrôlement des jeunes dans les bandes armées en relation avec la situation de l'Extrême-Nord et du phénomène Boko Haram.

Si ces études traduisent la volonté pour DMJ de travailler sur des problématiques liées aux des conflits et dans des zones d'insécurité, ce choix d'adopter l'outil de recherche-action en tant que démarche inhérente à

\* Professionnel SCP

\*\* Secrétaire Exécutif

notre travail pour le changement social et la construction civile de la paix en Afrique, répond plus précisément à 2 questions essentielles pour notre organisation.

Comment répondre à des situations complexes pour lesquelles il est nécessaire de prendre en compte les réels besoins des populations concernées et de comprendre les dynamiques de conflit dans lesquelles elles évoluent ?

Comment se positionner en tant qu'organisation cherchant une autonomie d'action afin de développer des approches capables d'impacter durablement sur les problèmes de fonds vécus par les communautés ?

Le questionnement ainsi posé révèle l'ambition mais aussi l'ampleur d'une intervention visant les changements socio-culturels dont on sait par ailleurs très divers les facteurs qui les déterminent. Par facteurs socio-culturels nous entendons les structures familiales, l'éducation, les relations de genre, la religion.... D'où la connaissance pour tout problème de changement envisagé, des causes profondes qui le caractérisent. Ce à quoi la recherche action peut valablement contribuer.

## Un outil pour traiter les causes...

Traiter des causes d'un phénomène exige de chercher à comprendre les aspects culturels et politiques passés et présents que sous-tendent les processus de fragmentation se développant sur ces territoires. Là où les études d'impacts ou les enquêtes-ménages communément utilisées par la plupart des acteurs humanitaires, ne répondent que partiellement aux causes profondes des crises qu'elles souhaitent traiter, la recherche-action va favoriser une intervention basée sur la compréhension des comportements et des stratégies individuelles ou collectives.

Les actions développées à partir des résultats de la recherche pourront alors participer à un véritable travail de transformation des conflits visant des changements à long terme et pas seulement en répondant aux besoins momentanés de groupes bien ciblés.

La recherche doit aussi être axée sur une étude des relations entre les acteurs. Une connaissance approfondie des relations sociales permettra d'inclure un maximum d'acteurs politiques, culturels, économiques ou institutionnels lors de la mise en œuvre des activités. On comprend donc bien qu'un processus de recherche-action s'inscrit dans une démarche « do no harm », c'est-à-dire dans un souci de ne pas nuire davantage à la situation rencontrée, de ne pas exacerber les tensions existantes.

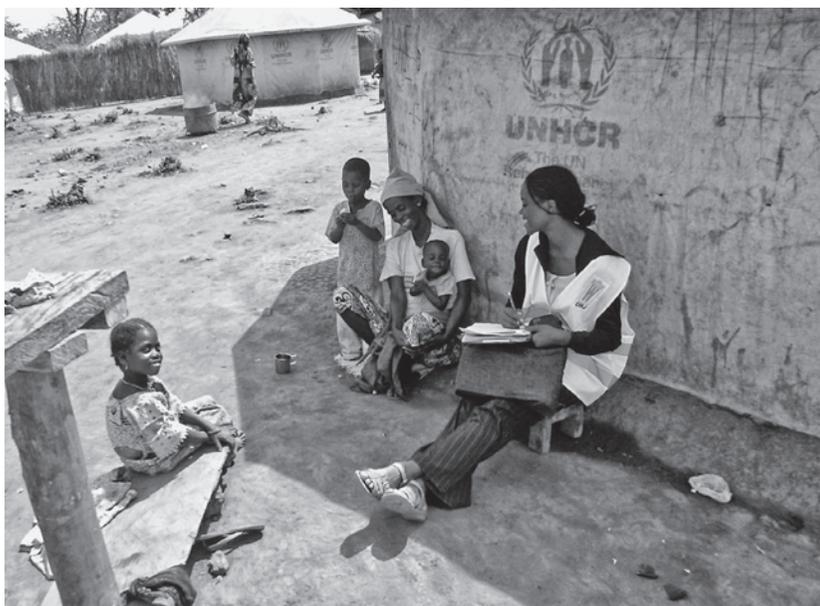
### Pouvoir être pertinent dans notre intervention...

C'est donc cette approche que Dynamique Mondiale des Jeunes tente aujourd'hui d'appliquer précisément dans la Région de l'Est, avec comme première étape l'étude qui a été déroulée durant l'année 2014.

Dans cette région frontalière touchée par la crise centrafricaine à travers l'arrivée massive de déplacés depuis la fin de l'année 2013 se pose en effet la question de la gestion de la crise humanitaire notamment par les organismes internationaux et la question de l'impact de cette crise sur les communautés concernées (locales ou déplacées). Assez rapidement après l'arrivée des premiers déplacés, on a entendu parler de tensions dans les zones d'accueil entre ces populations réfugiées et la population camerounaise, dans cette région traditionnellement instable du fait notamment de conflits fonciers et de l'existence d'activités liées à l'exploitation minière.

Nous étions également très préoccupés par le risque d'exportation du conflit centrafricain entre les communautés musulmanes et chrétiennes au Cameroun. Tout en prenant la mesure du problème, le staff de DMJ s'est demandé comment il pourrait contribuer à accompagner ces communautés dans cette situation extraordinaire ?

Mais était-il pertinent pour notre organisation d'intervenir dans les zones touchées ? La facilité aurait pu nous conduire à répondre à la demande des organisations internationales et à travailler comme sous-traitant dans le cadre du recensement des populations déplacées ou d'al-



*Une enquêtrice de DMJ dans le camp de réfugiés de Gado Badzéré (Est-Cameroun)*

ler appliquer directement les activités que nous menons habituellement dans d'autres régions autour du dialogue interreligieux par exemple. Or, il nous a semblé que si nous voulions répondre de manière efficiente aux défis de paix dans cette zone, nous devons commencer par mettre en œuvre un processus de réflexion approfondie sur les potentiels de conflits dans cette région de l'Est.

L'étude que nous venons d'entreprendre nous a permis dans un premier temps de mieux connaître les populations déplacées, d'avoir une vision de la diversité des situations de ces familles qui vivent pour la plupart dans des camps de réfugiés : quelles étaient les causes exactes de leur départ vers le Cameroun, quels sont leurs relations avec les communautés qui les ont accueillies, avec les autorités camerounaises, comment jugeaient-elles le travail des humanitaires, comment les plus jeunes vivaient-ils cette situation et quelles étaient aujourd'hui leurs perspectives ?

Dans un second temps, nous avons aussi cherché à comprendre le point de vue de la population camerounaise qui a accueilli les déplacés centrafricains et à savoir comment leur vie avait pu changer depuis l'installation des camps. Nous avons aussi tenu à savoir comment était gérée cette situation par les autorités au niveau local.

Cette première étude en appelle maintenant une autre qui sera orientée davantage sur l'analyse précise de situations de conflit existant localement. Les premières enquêtes nous ayant permis d'identifier des sites à risque mais de voir aussi que dans d'autres localités, il n'y a pas de problèmes majeurs en termes de cohabitation entre les communautés. La recherche nous permet donc déjà de mieux cibler nos futures activités sur les zones les plus sensibles.

Parmi les orientations que nous sommes en train de prendre dans le développement de notre intervention à l'Est, les résultats obtenus par la première étude nous permettent d'ores et déjà de dire qu'un travail d'accompagnement des autorités locales dans la gestion de ces situations sera déterminant pour renforcer la stabilité dans les zones concernées.

Même si à l'arrivée de la recherche des actions de terrain n'étaient pas concrétisées, les membres de l'équipe de la DMJ et les jeunes ayant participé à l'enquête sont aujourd'hui bien convaincus que « *la viabilité et l'efficacité d'un programme dépend de la prise en considération de tout un ensemble de facteurs, comme les facteurs historiques, économiques, géographiques, politiques et idéologiques, institutionnels et culturels* » qui sont mieux renseignés au travers d'une recherche action.

## La recherche-action comme démarche d'apprentissage...

Pour terminer, nous considérons qu'une démarche de recherche-action doit être un processus d'apprentissage pour les personnes qui la mettent en œuvre. C'est dans ce sens que nous avons souhaité impliquer des jeunes étudiants de Yaoundé dans cette activité, principalement des étudiants en gestion des conflits, en relations internationales et en journa-

lisme. Nous avons d'abord formé ces jeunes enquêteurs sur la compréhension des thèmes de recherche et des enjeux, sur l'appropriation des questionnaires ainsi que sur la manière de conduire des enquêtes dans ces zones et d'appréhender les personnes enquêtées. Nous avons ensuite décidé de leur laisser le plus d'autonomie possible sur les zones d'enquête.

Les enquêteurs malgré les contraintes du terrain ont vécu une expérience qui leur a montré certaines réalités qu'ils ne pouvaient imaginer depuis Yaoundé et sont revenus avec des points de vue plus approfondis sur la situation à l'Est du Cameroun, des situations souvent simplifiées par les médias camerounais et par l'opinion publique en général. L'apport des étudiants s'est révélé aussi très enrichissant pour l'équipe de DMJ qui a pu bénéficier de la fraîcheur de leurs analyses, et la participation de ces jeunes pour la suite du projet constituera un gage de pérennité pour notre travail de construction de la paix au Cameroun.

En somme, l'utilisation de la recherche action nous suggère de reconnaître qu'elle offre une riche expérience de terrain permettant de comprendre une situation sous plusieurs aspects car elle donne les moyens d'être en interaction avec les premiers concernés par un problème que l'on souhaite traiter. Toutefois, il ne faut pas être naïf pour croire que les informations fournies par la multitude d'acteurs rencontrés sont toutes fiables ou qu'elles seront cohérentes. Ce qui suggère une certaine capacité d'analyse des données recueillies et de leur agrégation pour en déduire des pistes de recommandations concrètes et pratiques.

# La recherche-action, une opportunité pour la société civile de promouvoir le changement

*Par Flaubert Djateng\**

Il est de plus en plus demandé à la société civile de jouer un rôle dans les processus d'amélioration des conditions de vie des populations et de promotion des valeurs de qualité dans leurs espaces de travail. Les attentes se renforcent d'autant plus que les gouvernements déclarent s'engager dans les processus de décentralisation, des processus sensés donner plus de « pouvoir » et de marges de manœuvres au niveau local, à de nouveaux acteurs qui par le passé n'avaient pas de possibilité d'intervenir dans la prise de décision. Du fait de leur croissance en nombre, de la pluralité des thèmes qu'elles touchent et de la flexibilité des méthodes de travail, les organisations de la société civile peuvent apporter des réponses aux défis liés à la représentation et à la défense des droits des citoyens, devenant ainsi de véritables agents de changement.

La recherche-action comme mode d'intervention a permis à Zenü Network, organisation de la société civile basée à l'Ouest du Cameroun, d'apporter une contribution substantielle à la lutte contre la corruption qui non seulement bafoue notre dignité, mais limite grandement notre potentiel de développement. Comme une hydre la corruption a envahi les différents systèmes de notre pays ; à l'analyse on se demande si on

\* Flaubert Djateng est membre du noyau d'accompagnement du SCP(PpIM) en Afrique et coordinateur du Zenü Network au Cameroun qui contribue à la lutte contre la corruption en milieu scolaire avec un mécanisme de protection des dénonciateurs de la corruption (MEPRODEC)

peut en sortir, tellement le phénomène est tentaculaire et touche tous les secteurs. On est tenté de trancher « pas d'échappatoire », de se résigner et de tout abandonner. La recherche-action offre une alternative, celle de se lancer en s'appuyant sur ses convictions et aussi sur sa volonté de faire bouger les lignes. Au Zenü Network, nous avons constaté que la corruption prolifère parce que les victimes/témoins n'ont souvent pas le courage de la dénoncer. Mais comment la dénoncer tout en se mettant à l'abri des représailles ? Comment travailler véritablement sur des faits de corruption sans verser dans la diffamation ? Pour apporter notre contribution, nous avons choisi de travailler dans le secteur de la jeunesse et plus particulièrement des jeunes en milieu scolaire. Notre apport s'est fait en mettant sur pied le MEPRODEC (Mécanisme de protection des dénonciateurs de la corruption en milieu scolaire). L'éducation étant la base pour tout développement. Si le secteur éducatif d'un pays est en panne, on peut prédire que le futur de ce pays est fortement hypothéqué. Au Cameroun, ce secteur géré par l'Etat est en majorité financé par les parents. Toutefois, du fait des pratiques de corruption et autres faiblesses liées à la gouvernance, ce secteur fait face à d'énormes difficultés qui ont un effet négatif sur le fonctionnement du système. La conséquence de ces pratiques est la mauvaise performance des élèves, le taux élevé de déperditions scolaires du fait de manque de niveau, l'émigration pour rechercher d'autres écoles plus performantes, ce qui entraîne la fuite des cerveaux, etc.

La recherche-action recommande de lancer un processus qui permet de mélanger la valorisation des savoirs (connaissances, expériences, etc.) avec l'accompagnement des acteurs clé suivant une logique de dialogue et de pensée rigoureuse. L'espoir est que ce mélange permette que l'innovation émerge de l'expérience des acteurs et donne des pistes de solutions pour sortir de la situation désastreuse que l'on veut changer. Zenü Network a initié une étude des actes de corruption en milieu scolaire, une étude qui fait parler les jeunes, les enseignants, les parents, les responsables éducatifs, les associations de jeunes, etc. Cette étude a non seulement permis d'identifier les acteurs clé, mais en plus nous

avons créé un cadre d'analyse et de réflexion sur le phénomène de corruption en milieu scolaire en donnant la parole à nos interlocuteurs. En nous appuyant sur la convention de collaboration entre la Délégation Régionale du Ministère des Enseignements Secondaires de l'Ouest et Zenü Network, nous avons créé un système pédagogique qui organise la « conversation avec la situation » cherchant à la fois à saisir l'état des lieux (en se posant la question « Et alors ? ») et à prendre les décisions conjointes qui s'imposent (en réponse à la question « Et maintenant ? »).

## Le travail contre la corruption

L'étude menée par Zenü Network en milieu scolaire a fait ressortir 83 formes de corruption. Dans la démarche de recherche-action avec toutes les parties prenantes, les constats de l'étude ont été discutés ensemble et quatre formes essentielles de corruption ont été retenues comme socle pour bâtir la voie de sortie. Il s'agit :

- ◆ du harcèlement sexuel,
- ◆ de la mauvaise gestion des frais d'association des parents et enseignants d'élève (APEE),
- ◆ du trafic de notes,
- ◆ du monnayage des sanctions.

L'originalité de notre démarche par rapport au travail contre la corruption en général qui met l'accent sur les aspects juridiques et la mise en place d'organismes spécialisés est que nous nous concentrons sur les « victimes » et la lutte contre l'impunité.

Les élèves, les parents, les enseignants, les proviseurs sont au centre du dispositif.

Lors de la restitution de l'étude, un des parents a proposé de transformer les boîtes à suggestion existantes en boîtes à dénonciation. Ces boîtes permettraient aux victimes de s'exprimer sous anonymat. Notre démarche a facilité l'analyse de cette proposition de manière à l'enca-

drer suivant un dispositif innovant dénommé code de dénonciation citoyenne et constitué de quatre piliers :

1. Les Clubs Scolaires (pour le Cameroun, nous avons adopté la dénomination officielle de CECIN – Clubs d'Education à La Citoyenneté et à l'Intégration Nationale)
2. Les boîtes à dénonciation
3. Les observatoires de la gouvernance
4. Les personnes relais

Chaque pilier est adopté à la suite d'une analyse et des échanges avec les parties prenantes. Le dispositif actuel a été testé plusieurs fois en milieu réel et adapté avant d'en faire une recommandation.

### Les Clubs Scolaires

Les clubs regroupent les élèves d'un même établissement avec pour objectif de contribuer à la gouvernance en milieu scolaire et de promouvoir la culture auprès des élèves. Les questions de citoyenneté notamment la lutte contre la corruption, les langues maternelles et arts traditionnels auprès des élèves constituent les principales activités du CECIN. De manière spécifique, ces clubs ont pour but de :

- ◆ renforcer et pérenniser la culture citoyenne chez les jeunes scolaires
- ◆ ancrer les valeurs de bonne gouvernance en milieu scolaire et dans la société
- ◆ renforcer l'intégrité en milieu jeune
- ◆ promouvoir les bonnes pratiques citoyennes et culturelles
- ◆ impliquer les jeunes dans la lutte contre la corruption en milieu scolaire
- ◆ assurer l'appropriation par les membres des outils et méthodes de lutte contre la corruption
- ◆ renforcer la confiance de la communauté éducative et les autres parties prenantes de la lutte contre la corruption dans le combat contre ce fléau

## Les boîtes à dénonciation

Ce sont des boîtes/caisses dans lesquelles les victimes/témoins (élèves, enseignants, parents) peuvent déposer par écrit et discrètement tous les actes et pratiques de corruption qu'ils ont observés au sein de l'établissement. Ce dispositif doit être mis en place avant chaque rentrée scolaire.

L'emplacement de la boîte influence la quantité et la qualité des dénonciations au sein de l'établissement. Aussi devrait-elle être placée à un endroit où les utilisateurs/dénonciateurs se sentiraient libre de l'utiliser. Il est recommandé que ce soit les membres du club scolaire qui choisissent les lieux où mettre les boîtes. Chaque établissement dispose d'au moins deux boîtes. Chaque boîte à dénonciation doit être sécurisée par deux cadenas à clés, une des clés est détenue par un membre de Zenü Network et l'autre par les élèves membres du club scolaire.

Les dénonciations contenues dans les boîtes se dépouillent selon une périodicité définie par les élèves et de la manière suivante :

- ◆ Le superviseur (enseignant responsable du club scolaire), accompagné du président du club et d'autres membres vident les boîtes à dénonciation de leurs contenus et procèdent au dépouillement dans une salle choisie à cet effet.
- ◆ Les chaises sont disposées tout autour de la table, afin que tous les participants puissent voir et observer le déroulement des opérations.
- ◆ Un membre de la commission de dépouillement lit à haute voix chaque dénonciation qui est immédiatement enregistrée selon les rubriques suivantes :

<b>N°</b>	<b>Date</b>	<b>Actes de corruption</b>	<b>Observations</b>

- ◆ Un procès-verbal de la séance de dépouillement est produit et une copie est remise à l'observatoire et une autre au chef de l'établissement.

## PROCEDURE DE LA DENONCIATION CITOYENNE

Une dénonciation suppose que des éléments permettant une meilleure appréciation du processus s'y retrouvent. Il s'agit notamment de :

1. *Description de l'acte de corruption.*  
Dans cette description, il faut relater les faits tels qu'ils se sont déroulés sans en omettre le moindre détail.
2. *Nom ou fonction de l'auteur de l'acte de corruption.*  
Il s'agit ici de donner le nom/fonction du responsable de l'acte répréhensible dont on est victime ou témoin.
3. *Lieu où l'acte de corruption a été commis.*  
Cette information est déterminante parce qu'elle permet en temps opportun de vérifier la pertinence et la véracité de l'acte décrié.
4. *Les témoins de l'acte (qui a vu, entendu, qui est au courant).*  
Dire s'il y avait des personnes présentes au moment où l'acte a été posé.
5. *Date et heure de l'acte de corruption.*  
Il est important de préciser la date et l'heure de la réalisation de l'acte décrié, car elles permettent de mieux apprécier et constituent des éléments indéniables de preuves.
6. *Autres informations.*  
Il s'agit de toute autre information pouvant être utile à l'appréciation de l'acte de corruption commis.

Les observatoires de la gouvernance

L'observatoire de la gouvernance désigne l'organe central et indépendant chargé au sein de l'établissement scolaire d'identifier les actes de corruption, de les analyser, de proposer des actions en faveur de leur éradication.

tion et de protéger le/la dénonciateur(trice). Dans ce sens, la principale tâche de l'observatoire est d'attester de la véracité des actes dénoncés. Ses membres sont identifiés au cours d'une démarche participative impliquant l'ensemble de la communauté éducative sur la base des critères de disponibilité à contribuer à la lutte contre la corruption, de discrétion dans l'action, d'engagement clair et sans équivoque et enfin d'intégrité et d'impartialité dans l'analyse des faits dénoncés.

### Les personnes relais

La personne relais tout comme l'observatoire joue le rôle de protecteur des dénonciateurs des actes de corruption. C'est toute personne accessible, disponible, réservée, sobre, reconnue pour son intégrité avérée.

La personne relais protège le dénonciateur en ce sens que toute victime des actes de corruption peut se référer à elle et venir la voir en toute confiance sans risque de représailles ou d'une autre dénonciation ; elle garantit l'anonymat du dénonciateur. La personne-relais est le porte-parole et le référent des victimes. Après avoir écouté la victime, elle donne l'information à l'observatoire pour enquête et confirmation. Les personnes relais sont identifiées chaque année scolaire par les élèves et proposées par les membres du club à l'administration de l'établissement.

### Les retombées de la recherche-action

Zenü Network fonctionne sous forme de réseau. L'idée du réseau suppose une mutualisation des connaissances, une mise en commun des expertises, mais surtout la volonté de se renforcer pour avancer ensemble et efficacement. Pour les membres de Zenü, un engagement commun pour plus de qualité est nécessaire dans un environnement où la culture du débat constructif, de la saine discussion et du compte-rendu n'est pas la chose la mieux partagée. Aujourd'hui, le Réseau Zenü peut se targuer d'avoir une assise régionale avec une trentaine d'associations dans les

8 départements de la région de l'Ouest, une capacité d'action et un potentiel de mobilisation qu'aucune association n'a atteinte jusque-là.

En adoptant la recherche-action comme mode d'intervention nous avons réalisé des avancées intéressantes. Nous avons ainsi pu aider à donner un contenu au mot « participation » quand on parle de politiques publiques ; un contenu qui permet que les organisations de la société civile soient impliquées et non plus seulement associées aux politiques publiques. Nous avons conçu et testé un dispositif qui est aujourd'hui adopté et promu par la Délégation régionale des enseignements secondaires de l'Ouest du Cameroun, structure locale chargée de la conduite des politiques publiques dans le secteur des enseignements secondaires. Nous avons aussi renforcé les mécanismes qui permettent que les expériences de terrain facilitent la prise de décision. La recherche-action facilite une meilleure gestion des connaissances et des savoirs et permet un lien clair avec la prise de décision. En veillant à la collaboration avec les acteurs étatiques dans le secteur de l'éducation, nous avons organisé un système qui renforce les capacités « politiques » des organisations de la société civile, ceci en ouvrant le débat sur les questions de gouvernance, de mobilisation citoyenne, de création des alliances et des réseaux pour plus de qualité, plaidoyer, création des espaces de redevabilité, etc., une capacité de créer de la valeur ajoutée dans toutes actions de développement. Ce travail a enfin permis la mise en place de relations de partenariats qui valorisent la qualité et l'expérience et non la suspicion et les luttes de leadership souvent observées au sein des organisations de la société civile.

Ce processus s'est déroulé avec huit points focaux du réseau, seize établissements secondaires avec trente deux milles jeunes filles et garçons, huit délégués départementaux, un délégué régional et une unité de mise en œuvre et suivi fait du personnel de la coordination de Zenü Network. Nous avons enregistré quelques difficultés. Au niveau des chefs d'établissements, tous n'étaient pas enthousiastes, deux se sont livrés à des actes de sabotage avec des médisances et une campagne de découragement des enfants à de adhérer au MEPRODEC. On a aussi noté que



certains chefs d'établissement très engagés étaient exposés. Ils ont reçu des menaces de la part des enseignants punis qui avaient des appuis en haut lieu dans le ministère, au point où ces chefs d'établissement ont demandé lors de l'évaluation d'organiser un mécanisme de protection des proviseurs ! L'absence d'un mécanisme de valorisation des enseignants superviseurs des clubs a conduit au découragement de certains.

Le MEPRODEC basé sur un processus de recherche-action continu s'est avéré être un instrument utile qui facilite l'expression des victimes de la corruption, encourage la recherche de la qualité et pousse les responsables à faire leur travail, punir les actes de corruption et jouer leur rôle de garant de la qualité de l'éducation. Si le ministère l'adopte pour tout le pays en ajoutant des mesures de valorisation des enseignants engagés, le système éducatif camerounais va retrouver ses lettres de noblesse.

## **Une évaluation du MEPRODEC a ressorti les points forts suivants :**

- ◆ Participation des personnes cibles aux espaces d'analyse et de réflexion (délégués départementaux, chefs d'établissements, membres des clubs, personnes relais et responsables des points focaux du réseau Zenü Network)
- ◆ Les boîtes à dénonciation sont devenues un outil de la gouvernance dans les établissements scolaires, ce ne sont pas seulement les actes de corruption qui sont dénoncés, mais aussi des faits qui concourent à la mauvaise gestion de l'éducation des enfants comme par exemple une mauvaise préparation des cours par les enseignants, la propreté, etc.
- ◆ La volonté du délégué régional et de certains délégués départementaux de voir le MEPRODEC s'étendre dans d'autres établissements scolaires secondaires de la région
- ◆ La valorisation du MEPRODEC dans les conseils d'établissements et les réunions des parents d'élèves
- ◆ L'engagement des chefs d'établissements à voir la promotion des valeurs citoyennes inscrite dans les programmes scolaires
- ◆ Le souhait des parties prenantes du projet de voir les établissements scolaires publics et privés devenir des points d'ancrage de lutte contre la corruption
- ◆ L'instauration des minutes de citoyenneté responsable dans certains établissements
- ◆ Les élèves ont pris goût aux dénonciations responsables
- ◆ Le refus de donner des cadeaux aux enseignants par les élèves
- ◆ Les clubs participent au redressement des comportements dans les établissements scolaires

- ◆ La création des comités pour intégrer des éléments du code de dénonciation citoyenne dans le règlement intérieur des établissements scolaires
- ◆ La création des répertoires des comportements responsables disponibles dans certains établissements qui mettent en œuvre le MEPRODEC
- ◆ La diminution du taux de monnayage, grossesses précoces et notes sexuellement transmissibles
- ◆ La diminution du taux de vandalisme et d'insalubrité du fait de la sensibilisation des membres des clubs
- ◆ La volonté des élèves membres des clubs, personnes relais, chefs d'établissements et délégués départementaux de voir les activités de MEPRODEC se pérenniser
- ◆ La culture de la citoyenneté et de l'intégrité se développe chez les élèves membres des clubs (campagne de sensibilisation à s'inscrire sur les listes électorales)
- ◆ La prise de conscience des participants des espaces d'analyse que la lutte contre la corruption commence au niveau de la cellule familiale et qu'il faudrait « spirituellement et intellectuellement éduquer » et non « physiquement élever » les enfants

# L'épidémie de fièvre Ébola : Aperçus de Sierra Léone

Par Dr Sheku Kamara\* et Julia Krojer\*\*

*L'épidémie Ébola a donné un cours tragique aux vies des populations de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest, notamment la Sierra Léone et le Libéria, où nous disposons de solides réseaux du Service Civil pour la Paix. Nos collègues de la SLADEA de Sierra Léone ont perdu un de leurs chauffeurs et sa mère dans la maladie. Beaucoup ont été touchés de nombreuses façons.*

*A la fin de l'année 2014, une lueur d'espoir apparaît que l'épidémie soit vaincue dans les prochains mois.*

*Depuis ces six derniers mois, nos collègues dans ces pays ont ciblé leur travail de paix sur la contribution à la lutte contre la maladie, principalement par le biais des campagnes d'information et de renforcement des capacités afin de mieux armer le public.*

*Nous sommes également à l'initiative des premiers pas du lancement d'une petite recherche-action pour mieux comprendre de quelle façon cette épidémie affecte les gens et quels sont les défis que nous devons relever par la suite.*

*Voici quelques premières impressions, livrées par notre collègue le Dr Sheku Kamara, un des deux coordinateurs du SCP de Sierra Léone, ainsi que par des extraits d'une entrevue avec un jeune de Freetown, Eustace U. Vin-Bah.*

\* Dr Sheku Kamara est un des deux coordinateurs du SCP en Sierra Léone.

\*\* Julia Krojer est professionnelle d'appui du SCP chez SLADEA (Association pour l'Éducation des Adultes de Sierra Léone) ; elle a dû quitter la Sierra Léone, mais elle reste en contact permanent avec ses collègues et elle étudie actuellement les réponses à l'épidémie d'Ébola en Ouganda.

En Décembre 2014, le Dr Sheku Kamara écrivait :

*Freetown* : Les statistiques sur Ébola indiquent une augmentation du nombre des nouvelles infections. Cependant, au premier coup d'œil, on ne voit ni ne ressent cela parmi la population de la capitale Freetown. Je ne perçois aucun sentiment de panique chez les gens. L'avion était rempli de personnes à destination de la Sierra Léone. En apparence, la vie semble « normale ». Cela dit, nul besoin d'aller au fond des choses, grattez juste un peu la surface et vous constaterez l'impact d'Ébola. Vous pouvez clairement faire la différence entre les difficultés ordinaires éprouvées par les gens en période de prospérité et la situation difficile qu'ils traversent maintenant. Il y a un réel marasme économique et on a presque l'impression que les gens sont davantage concernés par les moyens de survivre au quotidien que par le risque de contracter Ébola...

Chaque jour, installé au bureau de la SLADEA, je travaille avec mes collègues sur le projet Ébola soutenu par PpLM. Le bureau se trouve au cœur de Freetown, au rond-point St. John. J'ai vaguement estimé qu'il passe chaque jour une moyenne de dix ambulances en charge de patients d'Ébola. Ce n'est pas le seul itinéraire, il en existe plusieurs autres. Aussi, j'ai vraiment l'impression que la situation ne s'améliore pas, et hier, nous avons encore perdu un autre médecin réputé, le Dr Victor Willoughby, à cause d'Ébola. L'Opération Massive sur le Secteur Ouest (Western Area Surge Operation) a débuté le 17 décembre 2014 et se poursuivra pendant deux semaines. On peut espérer que les personnes infectées dans le secteur Ouest seront repérées, correctement isolées et transportées vers les centres de traitement afin d'éviter un nombre élevé de nouvelles infections. Le regroupement des partenaires de PpLM est étroitement impliqué dans cette opération à propos de laquelle le Président a déclaré « Pour que nous puissions encore garder la tête haute ».

Quand on observe les gens durant la journée, on a le sentiment qu'ils ne se soucient plus tellement d'Ébola. Ce n'est pas tout à fait le cas. Chaque fois qu'une ambulance passe avec un patient, tout le monde s'inquiète et pense qu'il/elle pourrait être la prochaine victime. En parlant

avec les gens, j'ai l'impression que l'inhumation représente un vrai problème. Les gens ont toujours peur de la mort, mais cette peur s'est intensifiée à cause des procédés d'inhumation. Personne ne veut être enterré dans une « housse mortuaire ». C'est considéré comme une fin dégradante et mauvaise. Ainsi, on trouve des gens qui tentent de faire croire que leurs parents sont morts, mais pas de l'Ébola et cela contribue à de nouvelles infections. Aussi maintenant, indépendamment de la cause de la mort, l'équipe désignée pour les funérailles se doit de procéder à l'inhumation selon les règles de sécurité et cela cause du ressentiment dans de nombreuses parties du pays, particulièrement dans les provinces. C'est cependant appliqué maintenant de manière très stricte et les déplacements dans le pays sont extrêmement limités, particulièrement dans les zones à risque.

Les familles dont un des membres meurt de la fièvre Ébola sont réellement bouleversées, principalement à cause du procédé d'inhumation peu conventionnel de leurs proches, ainsi que de la période de quarantaine qui s'ensuit. Aussi, nous mettons en place un programme de soutien psycho-social dans certaines parties de nos zones d'intervention. Cette année, nous passerons Noël à nous battre contre Ébola mais nous espérons vraiment pouvoir fêter Pâques au mois d'Avril en 2015.

## Un étudiant de Freetown répond à notre questionnaire sur la fièvre Ébola en Sierra Leone

*Retranscrit par Julia Krojer*

*Eustace U. Vin-Bah est chargé des relations publiques au siège de Freetown de SLADEA et il étudie la communication de masse à l'université de Fourah Bay.*

***Que sais-je à propos d'Ébola et comment puis-je transmettre mes connaissances sur le sujet à ma famille et à mes amis ?***

Je sais qu'Ébola est une maladie tropicale grave et mortelle qui peut tuer une personne en moins de 21 jours. Je communique plus particulièrement

ment sur la transmission du virus Ébola. Chaque fois que j'ai une discussion sur Ébola avec un ami ou un membre de ma famille, je me concentre sur les directives de prévention de la maladie. Pas de contact corporel direct, aucun contact avec les liquides organiques et si quelqu'un tombe malade... la personne, ou toute personne de l'entourage, doit obligatoirement appeler le numéro d'urgence 117. Cet appel les met en communication directe avec les centres sanitaires et les fonctionnaires de la santé. En abordant la question sous cet angle, je suis fermement convaincu que les gens peuvent facilement avoir une meilleure connaissance des moyens de se protéger du virus Ébola.

*L'épidémie d'Ébola a-t-elle produit des changements dans ma vie au quotidien ? Si oui, lesquels et de quelle façon ?*

Oui, énormément! Mon éducation, ma famille, mon intimité, mon bien-être au quotidien, tout a changé. Tout d'abord laissez-moi vous expliquer comment l'épidémie d'Ébola a eu des conséquences négatives sur mon éducation. Avant qu'elle ne se déclenche, l'université fermait traditionnellement ses portes en Juillet et les ouvrait en Octobre. Mais depuis que le virus s'est déclaré notre université n'a toujours pas ouvert... et nous perdons une année scolaire entière. L'Administration a donné au Gouvernement jusqu'au mois de janvier pour que les universités rouvrent leur portes, mais si ce n'est pas le cas, nous serons voués à l'échec, mon éducation sera vouée à l'échec. A cause de cela, je vais passer cinq bonnes années sur un programme d'études de quatre ans et nous aurons également des frais d'inscription supplémentaires. Tout ceci est très injuste et frustrant.

Ensuite, ma famille et mes amis, mon intimité. Alors, cela concerne entièrement le contact physique. Tout le monde sait, et moi le premier, qu'en évitant les poignées de main et tout contact physique direct on pourrait éviter de contracter le virus Ébola. Cela a influencé mes relations aux autres et particulièrement mes relations intimes. Jusqu'à présent, j'échangeais des poignées de mains avec les gens pour les saluer et me montrer accueillant, je les prenais même dans mes bras pour faire

preuve d'affection. Pourtant, tout cela est bien fini, parce que cela représente une menace à cause des risques d'infection par le virus Ébola.

Un autre problème concerne mon bien-être; je vis au quotidien dans une peur constante. Dans la crise actuelle, je ne fais confiance à personne et je soupçonne tout le monde. C'est l'état dans lequel je suis. Je me suis fait plus d'ennemis que d'amis en agissant ainsi mais c'est cela qui, j'en suis sûr, me permettra d'être épargné par le virus Ébola.

*Ai-je changé de comportement à cause d'Ébola? De quelle façon et envers qui ?*

Oui! Je ne sors pas le soir et je porte des manches longues ; j'évite également le contact physique direct et les poignées de main. Maintenant, je ne communique plus avec quiconque que verbalement, même avec ma petite amie. Chaque fois que je sors de chez moi, je vérifie que je suis vêtu de pantalons longs et de T-shirts à manches longues.

*Quelle est mon opinion sur les différentes stratégies et les décisions prises par les gouvernements du monde entier concernant Ébola ?*

Je pense que la meilleure façon de s'attaquer à cette maladie se trouve au stade de la transmission. Une fois que toutes les personnes infectées auront été rassemblées et placées dans un centre médical, alors l'épidémie d'Ébola se terminera.

*Qui lutte contre Ébola et de quelle façon pouvez-vous collaborer ?*

Le gouvernement et d'autres organisations comme la Croix Rouge, le corps médical international etc. Je peux participer en informant mes collègues, mes amis, mes voisins et les membres de ma famille sur la façon dont la maladie se transmet et sur les moyens d'éviter d'attraper le virus.

*Le virus Ébola et l'information à son sujet ont-ils un impact sur la façon dont l'Afrique et les Africains sont perçus à travers le monde? A-t-il une incidence sur les relations et les perceptions entre différents pays Africains?*

L'information sur Ébola a effectivement des incidences positives et négatives. Je crois que les gens veulent que leurs pays soient épargnés, alors ils véhiculent des clichés selon lesquels les Africains et l'Afrique représentent une menace, aussi bien le continent que la population. L'aspect positif de cela est que les pays veuillent protéger leurs populations de cette terrible maladie.

Les relations entre les états Africains sont inopérantes, pleines de méfiance, d'idées fausses et de désinformation. Même sur le même continent, les peurs se déchainent sur les pays touchés. Je pense que cela aura des conséquences négatives pour l'ensemble du continent

*Comment pensez-vous que la situation sera résolue : quand pensez-vous que l'épidémie d'Ébola sera éradiquée ?*

Je pense qu'Ébola est une maladie imprévisible, personne ne peut dire quand elle sera maîtrisée. Cependant, je constate des progrès et une évolution dans la lutte contre Ébola. Je pense et j'espère que la crise sera résolue d'ici la mi-2015.

*Nous avons mis au point ce questionnaire en introduisant des éléments concernant les enjeux liés aux séquelles de l'épidémie en Sierra Leone et au Libéria. Nous espérons soutenir et nourrir une contribution proactive de la société civile aux questions politiques, culturelles et économiques. La Recherche-Action peut aider à donner aux gens une chance d'agir sur leur situation plutôt que de rester des victimes impuissantes.*

# Relier Citoyenneté, Participation et Principe de Responsabilité

Une étude de la PRIA (Participatory Research In Asia – Recherche Participative En Asie)

Par Rajesh Tandon\*

L'exclusion des pauvres et des marginalisés du processus de développement a soulevé des inquiétudes au sujet de la citoyenneté active, de la participation responsable de la population et du principe de responsabilité dans le processus de développement. De telles préoccupations amènent à rechercher des formes alternatives de développement qui favorisent des modèles d'implication citoyenne plus solidaires et délibérants. Le Centre de Recherche et de Développement (CRD) sur la Citoyenneté, la Participation et le Principe de Responsabilité a pour but de refondre ces préoccupations sur l'intégration, la participation et le principe de responsabilité dans un moule établi en fonction des droits et de la citoyenneté, tant sur un plan théorique que pratique.

Dans cet esprit, on admet davantage la nécessité pour les initiatives de développement de prendre en compte de manière adéquate la complexité et la diversité de la pauvreté, de se construire depuis la base plutôt que par le haut, et de répondre à une pratique d'égalité sociale et de justice. On y reconnaît aussi plus largement le rôle clé que jouent la décentralisation participative et la démocratisation dans les initiatives

\* Une version de cet article a déjà été éditée dans une publication de la PRIA, *Innovations in Civil Society*, Volume 1, Numéro 1, Juillet 2001 et se base sur une conférence donnée par Rajesh Tandon à l'atelier de lancement du Centre de Recherche et de Développement sur la Citoyenneté, la Participation et le principe de Responsabilité, 22–24 Novembre, 2000.

de développement. De nouvelles formes de décentralisation et de gouvernance locale offrent potentiellement de nouveaux espaces à la voix du citoyen et à l'édification de nouveaux modèles de citoyenneté. Parallèlement aux préoccupations concernant la bonne gouvernance et la réactivité de l'état, se pose le problème de l'aptitude des citoyens à s'impliquer et à défendre leurs revendications envers l'état. La citoyenneté participative appelle à développer la sensibilisation et la connaissance des droits du citoyen. Une étude conceptuelle des thèmes de citoyenneté, participation et principe de responsabilité, selon l'optique des droits de l'homme, aidera à discerner le potentiel de nouveaux espaces pour faire entendre la voix du citoyen et pour la renforcer.

Depuis les vingt dernières années, la Société pour la Recherche Participative en Asie (PRIA) – centre international, à but non lucratif, d'apprentissage et de promotion de la participation et de la gouvernance démocratique, établi à New Delhi, Inde – encourage les initiatives de développement centrées sur la personne, suivant l'angle de vue de la recherche participative, à un niveau local, national, régional aussi bien que mondial. La PRIA aspire à un monde meilleur dans lequel les relations entre les individus, les familles, les communautés et les nations se distinguent par des valeurs d'équité, de justice, de liberté, de paix et de solidarité. Elle croit en la possibilité d'instaurer un équilibre entre un développement économique et social ; elle s'intéresse particulièrement à une régénération environnementale axée sur les priorités locales. Nous voulons un monde où les droits et devoirs des citoyens sont entretenus avec soin par un équilibre entre autorité et responsabilité, et où la liberté individuelle est soutenue par la solidarité collective pour l'intérêt et le bien-être publics.

Au cœur du travail de la PRIA réside la promotion de la participation et de l'autonomisation des pauvres, des opprimés, des femmes, des Dalits (castes inférieures) et des membres de tribus. Parfois, la PRIA a travaillé directement avec ces groupes et elle parfois aussi mène des interventions par le biais d'organisations intermédiaires. Sur la base du principe que « le savoir c'est le pouvoir » la PRIA vise à renforcer la culture populaire,

à démystifier les concepts dominants et à encourager l'apprentissage par l'expérience et la participation des personnes.

Pour la PRIA, l'autonomisation implique un double processus d'apprentissage et d'organisation, mettant en lien les défis et les efforts déployés pour encourager la participation populaire et une gouvernance démocratique par le biais de l'action locale sur le terrain, avec enregistrement systématique des procédés utilisés. Le travail de la PRIA a une portée qui s'étend d'une micro-action sur le terrain à l'échelle locale jusqu'aux initiatives nationales et internationales, sur les mêmes problèmes, qui surviennent naturellement en réaction aux nouvelles tendances et possibilités.

L'intervention de la PRIA pour favoriser la participation des pauvres et des marginalisés est influencée par certaines approches clé de la participation, issues tout autant de notre compréhension conceptuelle que de notre expérience concrète de la recherche-action participative. Dans l'article ci-dessous, je vous ferai part de certains de ces enseignements conceptuels clé, de même que je décrirai quelques projets de recherche que nous élaborons à l'heure actuelle en concertation avec le Centre de Recherche et de Développement sur la Citoyenneté, la Participation et le Principe de responsabilité, qui, nous l'espérons, nous permettront d'approfondir nos connaissances.

## L'importance de l'approche historique à l'égard des espaces de participation

Une approche historique de la participation implique de considérer les modèles de participation dans un contexte à la fois traditionnel et moderne. En Inde, ces deux types de participation coexistent. Il y a eu, et il existe toujours, des formes traditionnelles de mécanismes participatifs dans les castes, les villages ou les communautés tribales indigènes. Ce sont souvent des initiatives d'auto-assistance des personnes, volontaires, informelles, résultant de leurs besoins et qui se distinguent par

une reconnaissance de leur dépendance mutuelle. Ces groupes traditionnels sont largement indépendants de toute sorte d'incitation extérieure. Ils offrent aux citoyens un espace pour formuler leurs demandes, négocier et avoir une influence sur les décisions qui touchent leurs vies. Ils jouent aussi un rôle important dans leurs luttes pour la justice et une vie meilleure et ils facilitent l'organisation d'une action communautaire et collective.

De plus en plus, les espaces traditionnels de participation coexistent avec d'autres espaces créés de l'extérieur. Les projets de développement à grande échelle, sous l'égide du Gouvernement et des programmes d'organismes multi ou bilatéraux ont récemment conduit à la création d'un grand nombre de comités de développement villageois qui sont principalement sectoriels et fondés sur des projets. De plus, le 73<sup>e</sup> Amendement à la Constitution de 1993, en constitutionnalisant les Institutions du Panchayati Raj (IPR) comme troisième ordre de gouvernement et les Panchayats en tant qu'organes exécutifs élus au niveau local, a offert encore plus d'opportunités à la participation des personnes au développement local. Les formes modernes d'organisation telles que les comités villageois d'éducation ou les comités de bassin, et les modèles modernes d'instances locales élues se caractérisent par des rapports plus officialisés. Ces organisations sont souvent influencées par des facteurs extérieurs et encadrées de façon à réaliser des objectifs prédéfinis. En Inde, les deux formes de participation existent simultanément : le modèle villageois traditionnel travaille de pair avec les comités de développement de projet ou les comités sectoriels et les instances élues.

Au niveau local, on trouve alors toute une multitude d'espaces potentiels de participation. Dans un projet de recherche actuel relatif à la RDC sur la Citoyenneté, la Participation et le Principe de responsabilité, la PRIA explore plus avant les liens, les conflits et les synergies entre ces instances traditionnelles, développementales et statutaires, décentralisées au niveau local, dans le secteur forestier et les projets d'aménagement des bassins. En même temps qu'ils travaillent dans une communauté de village, ces mécanismes institutionnels sont sous un chevauchement de

juridiction. Ils prétendent tous façonner et définir la participation communautaire sur le terrain sur des sujets variés. Alors que les synergies de participation, et même les identités revendiquées par les citoyens dans ces espaces multiples peuvent varier, ce sont souvent, au sein du village, les mêmes individus, qui s'impliquent dans les mêmes structures institutionnelles, toutes établies afin de garantir la participation des personnes à leurs programmes distincts.

En même temps, une telle multiplicité de formes et de sites de participation mettent à l'épreuve le mythe de l'homogénéité communautaire, puisque les intérêts de leurs membres peuvent varier à l'intérieur de chaque type d'institution et entre chacune d'entre elles. Dans chaque espace, les polémiques liées à la légitimité du savoir et de la voix de telle ou telle personne déterminera qui participe et pour quels résultats. De plus, la séparation des programmes de gestion forestière participative et des projets participatifs d'aménagement des bassins en comités multiples peut générer une complaisance dangereuse en détournant l'attention des enjeux transversaux liés aux réseaux d'énergie locaux et à l'utilisation des ressources. Par conséquent, on court le risque qu'ils dégèrent en une façon parmi tant d'autres de mandater les exclus et les citoyens marginalisés au profit des puissants.

En étudiant la dynamique de la participation au niveau local et en s'y engageant, il devient évident que c'est une erreur de croire que les « subalternes » constituent simplement un groupe homogène de pauvres et de démunis. Ils forment, au contraire, un groupe hautement stratifié. Si l'on prend comme point de départ les questions de contrôle et de propriété, nous constatons qu'il existe des différences au sein de chaque strate des subalternes. Ces différences sont profondes et extrêmement complexes à l'intérieur d'une catégorie de caste, de classe, de genre ou d'origine ethnique. En négligeant les relations de pouvoir et de production enracinées au sein du système social, nous sous-estimons la situation de resserrement des espaces et des alternatives de diverses catégories de subalternes. Une position plus nuancée à l'égard des subalternes tiendra compte des lignes et colonnes de la participation entre les dif-

férentes strates. Les divers espaces potentiels pour la participation étant en fait façonnés par des formations et des relations verticales et horizontales différentes.

## Les Significations Politiques et Culturelles de la Participation et de la Citoyenneté

Historiquement, la plus grande partie du travail sur la participation repose sur sa portée politique, qui est inévitablement liée au rapport qu'ont les gens avec l'état. Les gens se définissent soit en tant que bénéficiaires soit en tant qu'électeurs. Ils sont soit les bénéficiaires des largesses du gouvernement ou du mécénat, ou d'un programme de développement, ce qui veut dire « tu dors et l'état distribue », soit de simples électeurs, ce qui signifie périodiquement « tu exerces ton droit de vote puis tu l'oublies jusqu'à la prochaine élection ».

En Inde, comme peut-être ailleurs, les citoyens se méfient de plus en plus des institutions publiques et des organismes gouvernementaux. Ils deviennent indifférents quant à la gouvernance et dépendants de l'état pour l'aide sociale. C'est une des choses que nous avons découvertes dans l'étude « Citoyens et Gouvernance » menée pour la Fondation du Commonwealth (1999). Ce rapport est basé sur les réponses données par des milliers de citoyens ordinaires, de dirigeants et de citoyens haut-placés dans 47 pays du Commonwealth, à une série de questions sur le type de société qu'ils souhaitent pour les générations futures, et sur le rôle que jouent le gouvernement et les citoyens dans sa création. Dans les voix des citoyens, s'exprimait clairement l'exigence de n'être considérés ni comme des bénéficiaires de programmes et de plans gouvernementaux ni comme des électeurs investissant leurs représentants de façon occasionnelle – mais comme des citoyens actifs qui participent autant aux tribunes publiques qu'à leurs propres associations et communautés.

Notre étude nous a ensuite révélé que les gens ne se considéraient pas comme des citoyens au sens politique habituel, c'est à dire dans une

relation état-citoyen. Le fossé grandissant entre eux et l'état a entraîné une marginalisation croissante d'une grande partie de la population à qui l'accès aux institutions politiques et à leurs propres structures de communauté et de logement a été refusé. Par exemple, un groupe d'immigrants du Kerala, partis dans le Golfe pour travailler, a eu le sentiment qu'ils n'étaient plus à leur place quand ils sont rentrés en Inde. L'exemple type de cette situation s'est produit lors de la guerre du Golfe en 1991, lorsque l'état a abandonné ces personnes. D'un point de vue politique, ils n'appartenaient ni au Koweït ni à l'Inde. Mais ils se considéraient comme des citoyens dans le cadre culturel. Le concept culturel de citoyenneté est différent de son sens politique, et davantage lié à un sentiment d'appartenance et de responsabilité à l'égard d'une communauté, d'une fraternité et de groupes de parenté plutôt qu'envers l'état.

## La Notion Individuelle et Collective de Citoyenneté

Permettre au Citoyen de conquérir une liberté de choix et une voix de plus en plus fortes est l'enjeu principal que nous devons relever aujourd'hui. La question centrale est, par conséquent, la restructuration du système et du régime politique qui protège les droits et les libertés des pauvres et des marginalisés. Cependant, il est nécessaire de repenser notre conception de la « politisation de la participation citoyenne » – pas au sens électoral du terme mais au sens fondamental de l'élaboration d'une citoyenneté active. Le concept de citoyenneté active doit se baser sur une compréhension des diversités culturelles et des identités multiples de même que sur une palette de systèmes alternatifs de subsistance et de survie. La démocratie participative directe, pour être à même de transformer les institutions et les pratiques discriminatoires actuelles dans l'ensemble de la société, exige une tolérance à l'égard de la diversité des cultures et des points de vue sur les actions citoyennes.

Les notions individuelles de citoyenneté, qui sous-tendent fréquemment des concepts de citoyenneté active, sont directement liées aux

discours sur le mérite, les droits et les relations contractuelles. Elles transcendent les identités collectives de parentés, de castes et de communautés, et par conséquent, elles renient certains principes fondamentaux d'identités assignées et communautaires. D'autre part, la parenté, la caste, la communauté, les obligations sociales, les relations culturelles et les modèles religieux de participation, sont traditionnellement collectifs par nature, et exigent également une forme de participation active et d'allégeance. Dans ces sociétés civiles indigènes, le service public est souhaitable pour ses contributions à l'amélioration du bien commun. Le bien commun se comprend dans un cadre plus vaste, au sens collectif du terme, contrairement à un bien fondé sur des droits et des intérêts individuels. Dans notre contexte, nous ne sommes pas exactement dans le monde postmoderne qui repose sur l'hypothèse d'inciter les individus à poursuivre énergiquement leurs intérêts personnels. Nous nous trouvons, en fait, quelque part dans l'interface entre une conjoncture mondiale post-traditionnelle et pré-moderne. Par conséquent, le lien collectif étroit entre les deux approches est inévitable.

Les différents discours sur la citoyenneté offrent des formes contradictoires de légitimation. Parfois, ces discours contrastés, dans lesquels des groupes de gens différents collaborent dans leur lutte pour la reconnaissance et l'accès aux ressources, sont interdépendants. Parfois, il existe des tensions au sujet des droits et des devoirs, inhérents aux notions individuelles de citoyenneté, avec les revendications et obligations dont jouissent ces mêmes individus en tant que membres de confréries, de castes, de communautés et de groupes religieux et socioculturels dans lesquels les formes de participation sont, par nature, collectives. Par ailleurs, les droits collectifs peuvent entrer en conflit les uns avec les autres. Divers membres de groupes constitués, rivalisent les uns avec les autres pour obtenir ressources et reconnaissance. Il est nécessaire d'étudier la relation entre l'individuel et le collectif et le sens qu'ils donnent au droit à la participation et à ses différentes formes.

La création du nouvel état de Jharkhand dans l'est de l'Inde offre une opportunité intéressante pour mieux comprendre les représentations et

significations diverses des droits et de la citoyenneté (et c'est sur ce site que se déroule un projet de recherche actuel de la PRIA sur le sujet).

Le Jharkhand est essentiellement une région tribale, riche en ressources naturelles. Pourtant, les populations tribales de cette région vivent dans la misère. Leur histoire est celle de l'exploitation, de l'asservissement et de la marginalisation. La création du Jharkhand a été le résultat d'un long combat des membres des tribus qui, invoquant leur identité culturelle distincte et s'opposant aux diverses formes d'exploitation des non-tribaux, ont réclamé une province indépendante. La Création de l'État de Jharkhand est, d'une certaine façon, l'expression de leur volonté de se détacher d'un passé d'exploitation et de faire œuvre de pionniers.

À présent les questions clé qui préoccupent particulièrement les membres tribaux de Jharkhand concernent leur aliénation culturelle, politique et économique. L'appareil d'État avec sa vision du monde brahmanique et son approche centralisée et hiérarchisée du développement régional, a dépossédé les tribaux de leurs moyens de subsistance, de leur culture et de leur religion. Il est essentiel que le nouvel état se constitue depuis la base en utilisant les ressources locales, aussi bien humaines que naturelles. Si, dans le changement de situation induit par un nouvel état, les nouveaux objectifs tels que l'instauration d'une autonomie auto-gérée, dans le respect des formes traditionnelles de gouvernance tribale et l'appui aux activités économiques respectueuses de l'environnement et à une éducation axée sur la vie courante, ne sont pas maintenus, alors les membres tribaux deviendront des étrangers sur leurs propres terres. Les tribaux détiennent leur territoire « Rajya » mais ils doivent maintenant faire valoir leur « Raj » autogéré, ce qui est leur droit.

## Élargir la signification du terme « Public »

Dans nos efforts pour comprendre le sens du terme « citoyenneté » dans des contextes différents, il est également nécessaire de reformuler l'idée que nous avons de la notion de public et de privé. Les représentations

courantes se traduisent par une définition selon laquelle « privé » correspond à ce qui se passe au sein de la famille et « public » à ce qui concerne le gouvernement. Il est important de reconnaître que les opinions privées servent de base à l'évolution d'un positionnement public, et que la question de vie privée est un problème relatif, au sein du cadre plus vaste d'une communauté. De la même façon, tout ce qui est d'intérêt public, tout ce qui concerne la scène publique ne relève pas automatiquement de la responsabilité de l'état ou de ses administrations.

On observe trois paramètres dans la signification du mot « public ». Le premier étant le « bien public ». Nous sommes très soucieux, dans notre contexte, d'examiner la façon dont on établit le bien public, de quelle façon il est contesté, et comment un large consensus peut être atteint, même s'il n'est pas permanent. Honnêtement, dans notre société, il n'existe aucun consensus au sujet du « bien public » en ce moment. On se heurte à des différends sur toute une série de questions, depuis l'éducation de base jusqu'à la mondialisation.

Le second paramètre concerne les « institutions publiques ». Nous sommes de plus en plus convaincus que le terme institutions publiques ne signifie pas uniquement institutions gouvernementales. Nous pensons qu'il englobe la totalité des institutions œuvrant dans la société de façon publique. Les institutions du secteur privé, qui utilisent de plus en plus de ressources publiques, les organisations de la société civile et les ONG, sont toutes des institutions publiques parce qu'elles opèrent dans l'espace public et qu'elles agissent sur des questions publiques.

Il découle de ceci un troisième paramètre qui concerne « le principe de responsabilité publique ». Nous nous intéressons particulièrement à ce qu'on commence à appeler la responsabilité multipartite. Nous observons depuis peu des parties différentes se considérant comme mutuellement responsables, à l'inverse de la conception exclusive d'un principe de responsabilité à sens unique.

Dans notre travail au Maharashtra, par exemple, nous nous servons du concept de responsabilité multipartite pour impliquer les communautés locales, l'industrie et le gouvernement dans une promotion plus

juste et équitable du développement industriel. Dans le cadre du processus de développement industriel, il existe des contrats implicites entre les divers acteurs/parties prenantes en termes des droits et des responsabilités auxquels ils sont en droit de s'attendre les uns des autres. Mais ils demeurent souvent inexprimés. Par conséquent, les obligations des institutions à l'égard des droits aux conditions de santé et de salubrité des travailleurs ne sont pas respectées. D'autre part, la mobilisation de la participation communautaire par le biais d'initiatives telles que le système sanitaire participatif et le suivi environnemental peut constituer un dispositif puissant pour exiger de la redevabilité. Cela requiert de démystifier des concepts (comme l'audit environnemental, la gestion des catastrophes) et des lois (par ex. les procédures sur la pollution et l'apurement, l'autorégulation, etc.). L'information, les justificatifs et un espace propice à un débat public ouvert et transparent représentent un outil puissant pour la mise en place d'une culture de responsabilité.

## Faire le lien entre Citoyenneté, Participation et Principe de Responsabilité – la roue de la gouvernance

C'est une chose de débattre des trois concepts de citoyenneté, de participation et de responsabilité individuellement et de les approcher séparément, mais il serait peut-être utile de réfléchir à la façon dont ces notions s'articulent. Nous devons observer de quelle manière la participation garantit la responsabilité et comment un sentiment de citoyenneté permet la participation. Je considère la combinaison des trois comme une « roue de gouvernance ».

La participation concerne l'implication de toutes les parties prenantes, étatiques et non étatiques, par le biais d'un processus de communication et de négociations afin d'influer sur les décisions qui affectent leurs propres vies. La participation conduit à la création et au maintien du principe de responsabilité. Le sentiment du droit à la responsabilité constitue une base sur laquelle les citoyens peuvent agir. Il entraîne une

ouverture et une transparence dans l'élaboration des politiques. Un tel principe de responsabilité développe des réciprocités sociales caractérisées par l'équité, la tolérance entre les groupes et une citoyenneté favorable à l'intégration. En retour, une citoyenneté responsable et active entraîne une participation significative.

Il existe cependant des points de vue contraires sur la synergie entre citoyenneté, principe de responsabilité et participation. La citoyenneté donne le droit de tenir les autres responsables de leurs actes et le principe de responsabilité représente le processus d'engagement dans la participation. Une citoyenneté active s'affirmera en sollicitant une plus grande responsabilité chez les prestataires de service par le biais d'un renforcement du dialogue et de la consultation, et par le suivi et l'évaluation des résultats de manière externe and mutuelle. Le concept de citoyenneté englobe les concepts de droits sociaux, de responsabilité et d'imputabilité sociales. Ainsi, un principe de responsabilité induit par une citoyenneté active revêtira nécessairement une dimension participative.

Dans tous les cas, la citoyenneté, la participation, et le principe de responsabilité constituent ensemble les bases de la « roue de gouvernance », qui évoluent d'une manière intégrée, complémentaire et concertée et qui s'influencent mutuellement dans un rapport dynamique. La citoyenneté, la participation et le principe de responsabilité constituent en fait les composantes essentielles de toute forme de gouvernance significative, non seulement dans les institutions gouvernementales mais dans toutes les institutions qui occupent l'espace public.

### *Références*

- Fondation du Commonwealth (1999), *Citizens and governance: civil society in the new millennium*. Commonwealth Foundation, London.
- Knight, B. Chigudu, H. et Tandon, R. (2001), *Reviving Democracy: Citizens at the Heart of Governance*, Earthscan, London.

## « Recherche-action »

### Quelques bribes théoriques\*

#### **La notion de « Recherche-action » :**

Méthode de recherche sociale qui met l'accent non seulement sur une meilleure compréhension du problème, mais essaie aussi de contribuer à la résolution du problème social étudié. La recherche est un moyen d'action.

---

#### **Les étapes principales de la démarche de Recherche-action :**

*Première étape :*

- ◆ L'identification du problème de recherche et la définition de la question de recherche.
- ◆ Les techniques de recherche et la conception des instruments de collecte des données.
- ◆ L'élaboration et la présentation des projets individuels de recherche.

*Deuxième étape :* Phase de Recherche sur le terrain :

Sur le lieu de travail du participant, durant l'étude, le participant est supervisé par l'équipe d'encadrement.

*Troisième étape :* Atelier de restitution:

Elle consiste par exemple en un forum de restitution durant lequel les résultats de chaque étude de recherche-action sont soumis à l'appréciation du public.

---

\* Source: <http://1libertaire.free.fr/Recherche-Action01.html>

Document diffusé sous licence « Creative Commons » : attribution, pas d'usage commercial, pas de modification & Copyleft – 2005.

## Un processus de Recherche – Action – Formation :

- ◆ **Recherche**, parce que rien ne devra être coulé dans le béton, l'esprit scientifique étant par définition celui de la remise en cause.
  - ◆ **Action**, parce que la recherche se fera sur un chantier où la vérification est possible
  - ◆ **Formation**, parce que l'analyse de l'expérience permet de tirer des leçons à partir on apprend et on change réellement ce qu'il faut changer.
- 

La **recherche-action** est une forme de recherche qui poursuit conjointement deux objectifs: production de connaissances et changement de la réalité par l'action.

---

La **nature cyclique** de la recherche-action (Dick, 2000; Dick, 2002) et ce qui en fait une méthodologie adéquate pour étudier un domaine qui change rapidement, c'est à dire un domaine en devenir.

La **recherche-action peut être définie** comme recherche et action (Dick, 1998; Gill et Johnson, 1991; Gumesson, 1991). Recherche dans le but d'acquérir des connaissances sur le domaine étudié, action dans le but mettre en oeuvre une transformation (par exemple, mettre en oeuvre de projets qui améliorent l'efficacité et l'efficacité de l'apprentissage). Au lieu de formuler des hypothèses à tester nous avons ici des résultats à atteindre.

Pour ce faire il est nécessaire d'accumuler et de créer des connaissances dans le domaine d'action étudié : quelle est la valeur-ajoutée du e-learning selon les apprenants, comment perçoivent-ils des cours conçus selon notre cadre pédagogique, etc.

---

## Type « recherche-action ».

Elle procède par approches globales et transversales dans tous les champs.

Cette démarche globale doit obligatoirement intégrer les dimensions sociales et politiques liées aux préoccupations des décideurs et aux évolutions de la société.

---

La **dynamique** qu'elle met en oeuvre en termes de réflexions, de recherches et d'actions ne peut être circonscrite en une seule phase; elle requiert également comme dans les processus de recherche-action, la mise en place d'un acteur collectif.

---

Une **démarche** de recherche-action commune, participative.

---

Des **démarches** de recherche-action avec les différents acteurs pour une élaboration collective de réponses adaptées.

---

De l'intérieur même des courants de recherche qui ont en commun de faire de la recherche « avec » plutôt que « sur » les enseignants, et qui reconnaissent leur « compétence d'acteur en contexte », il faut rappeler que la **recherche collaborative** s'inscrit dans un ensemble de pratiques de recherche à caractère participatif pour les enseignants et qui donnent lieu à différentes appellations: **recherche-action**, **recherche collaborative**, **recherche-action collaborative**, **recherche participative**, **recherche en partenariat**, etc. Les frontières entre ces diverses identités de pratiques de recherche (et entre les différentes pratiques à l'intérieur d'une même identité), on le devine, ne sont pas étanches et n'ont sans doute pas à l'être. Elles représentent, d'une certaine façon, les accents

particuliers de ceux qui parlent un même langage, soit celui de ceux qui voient la participation des enseignants à la recherche comme une contribution essentielle au développement des connaissances liées à la pratique et, bien sûr, au développement de la pratique elle-même. Cela n'invalide pas pour autant la pertinence, pour chacune de ces pratiques de recherche dites à caractère participatif, de clarifier son modèle, pour ainsi pouvoir dégager la rigueur de la démarche spécifique sous-jacente au modèle et ouvrir le chemin à ceux qui voudront l'emprunter.

### **Historique**

L'approche de la recherche-action, dans l'esprit de collaboration de recherche, prend son envol dans les années quarante et cinquante. Le terme renvoie à une pratique de recherche qui se veut en contexte réel, en réaction à une recherche universitaire dite de « laboratoire », qui ne tient pas compte de la réalité complexe des situations de pratique. L'intention manifeste est aussi de faire des enseignants des chercheurs qui vont pouvoir produire des connaissances mieux ajustées aux besoins de la pratique. Critiquée à l'époque pour son éloignement de la méthode scientifique traditionnelle et considérée de ce point de vue comme manquant de rigueur méthodologique, l'approche de la recherche-action perdra un peu de son élan vers la fin des années cinquante.

Une deuxième conception concerne le « praticien réflexif » et la démarche d'analyse de la pratique par laquelle un enseignant peut être conduit à recadrer ou à élargir son savoir d'action (Schön, 1983, 1987). Une troisième conception émerge du courant de la recherche-action que Richardson associe à une démarche systématique par laquelle un groupe d'enseignants d'un milieu donné cherche à comprendre et à améliorer sa pratique à travers l'identification et l'analyse d'un problème qu'ils partagent et qu'ils vont tenter de résoudre (Elliott, 1976, 1990).

---

## Principe de la recherche-action

La recherche orientée pour l'action dans la coopération pour le développement cherche provoquer des changements sociaux. Elle appréhende les structures existantes à la base, soutient les activités autonomes d'initiatives locales et encourage la formation de groupements.

Dans le travail continu d'une nation elle encourage les efforts de la population à exposer ses problèmes, à développer des alternatives et à prendre des décisions de façon autonome. Elle fait de l'évaluation en commun des résultats pour tous les intéressés, la condition pour d'autres mesures d'encouragement. Dans ce sens la recherche-action est fondamentalement participative.

Avec la suppression de la division du travail de « Recherche », la recherche-action évite l'erreur fréquente des méthodes traditionnelles de recherche et de planification qui considèrent les « concernés » comme « réservoir d'information » passifs et incapables d'analyser leur propre situation et de trouver des solutions à leurs problèmes.

La fixation en commun de l'objectif visé, de l'approche méthodologique et des mesures à long terme par tous les intéressés ainsi que la réalisation d'actions exemplaires dès le début de la phase de planification servent à tester une coopération future. La responsabilité et la prise de décision qui, dans les structures traditionnelles de projet sont l'apanage de tierces personnes, bailleurs de fonds, experts et institution publiques, reviennent ici aux bénéficiaires de mesures d'encouragement.

L'appui fourni par l'extérieur se limite au conseil et à l'accompagnement quand les artisans développent des activités autonomes et à un soutien quand ils s'efforcent de s'auto-organiser. Il mobilise l'initiative à la base pour se rendre finalement superflu.

Pour la procédure concrète de planification participative sur le terrain cela signifie :

- ◆ Renonciation à un programme fixe de prime abord non révisable, l'ébauche totale des mesures d'encouragement doit d'abord se constituer à partir de discussions mutuelles des interlocuteurs ;

- ◆ des structures d'encouragement doivent être développées, en permettant une communication constante entre les intéressés ;
- ◆ La séparation en interpellateur doit être évitée, des rencontres structurées franches doivent permettre une situation de dialogues ;
- ◆ L'appui des propositions et des actions des artisans devrait favoriser la disponibilité à une collaboration des deux parties et rendre utile la formulation d'un programme à long terme.

---

## **La recherche-action**

### ***La recherche-action comme méthode d'intervention***

En sciences sociales, notamment en sociologie, la recherche-action renvoie à une démarche méthodologique particulière qui soulève des interrogations de fond internes à ces disciplines, concernant le positionnement du chercheur à l'égard de son objet d'études (les relations sociales) et de son terrain d'investigation, la possibilité pour les sciences sociales de participer consciemment à un processus de changement social sans abdiquer leur scientificité et leur objectivité, et enfin la possibilité pour des acteurs sociaux de participer à l'élaboration d'une théorie de leurs pratiques.

Il est difficile et délicat d'intervenir dans un tissu aussi complexe que celui des situations de fragilité économique, sociale, culturelle et médicale.

Il est également difficile de consigner et de généraliser les modes d'intervention développés sur le terrain.

La recherche-action répond à ce double souci.

Une première caractéristique de la recherche-action est d'être élaborée en étroite relation avec les bénéficiaires qui deviennent partenaires.

La recherche-action n'a pas de public cible, la recherche-action a des partenaires de réflexion, d'action, de transformation, de découverte, de dépassement... Les impliquer de près est une condition à la fois scientifique et éthique lorsqu'il s'agit de travailler à ce qu'un certain nombre d'enfants et de familles vivent mieux.

La recherche-action produit des notions de type théoriques et généralisables.

Le projet d'action est doublé d'un souci de recherche. Par cette dialectique constante entre l'action de terrain et la recherche, l'analyse porte en même temps sur le problème et ses causes, sur le processus généré par l'intervention et sur les effets induits. L'interaction réciproque entre chercheurs et milieu permet au dispositif d'appréhender les phénomènes de manière systémique et de mieux les comprendre.

La recherche-action a comme caractéristique de vouloir tenir compte du plus grand nombre possible de paramètres de situations.

Dans un comportement d'enfant par exemple, cela implique de tenir compte de ce qui est à la fois médical, psychologique, des comportements de la mère... Le défi de la recherche-action est d'assumer cette pluridimensionnalité.

---

**La Recherche Action Participative (RAP)** est un outil extraordinaire pour le groupe qui arrive à l'utiliser correctement, accompagné par un animateur qui a appris à « disparaître », à « mourir » pour laisser une totale liberté d'initiative aux enfants ou aux jeunes en situation difficile. L'animateur devient un réel facilitateur.

Dans l'intitulé de la RAP, il y a trois mots :

- ◆ **Recherche** : Cela veut dire que le groupe va assurer une collecte de données, une identification de ses problèmes, une identification de la cause d'un de ses problèmes, ainsi que son analyse.
- ◆ **Action** : le groupe va assurer la formulation et la mise en œuvre d'une action qui va lui permettre d'agir sur l'une ou l'autre cause avec des moyens humains, matériels ou financiers.

Cette approche est intégralement appliquée par le groupe lui-même. L'animateur est simplement un facilitateur qui accompagne le groupe en lui transmettant les outils de la recherche et de l'action.

---

Même si les méthodes de la recherche-action furent, à l'origine, appliquées par les scientifiques et étaient essentiellement sensées se mettre au service de la science (ce qui a, dès lors, conféré une dimension sociale à cette dernière), il n'en reste pas moins que la situation de la recherche a présenté dès le début des similitudes frappantes avec celle à laquelle le coopérant/le professionnel d'appui se trouve confronté au quotidien. Dans les deux cas, une personne appartenant à une autre couche sociale, et souvent même à une culture différente, se trouve placée face à un groupe, avec lequel elle veut ou doit coopérer afin d'amener ses membres à prendre conscience de certains états de faits et à modifier leur comportement. Aussi, qu'y a-t-il de plus naturel que de vouloir comparer l'approche méthodologique adoptée par les uns et les autres et d'en tirer les enseignements qui s'imposent ?

La recherche-action, qui met entre les mains de professionnels du développement des méthodes participatives, axées sur les processus de planification, de mise en œuvre et d'évaluation des mesures d'appui, est intéressante pour la coopération au développement. En effet, les méthodes de la recherche-action facilitent l'identification et l'analyse des problèmes par les personnes et groupes concernés, qu'elles soutiennent dans la recherche de solutions et dans la planification de mesures appropriées, et qu'elles encouragent finalement à agir de manière autonome conformément aux plans établis par leurs soins.

### ***Lien entre théorie et pratique***

En supprimant la division du travail entre « ceux qui cherchent et ceux qui sont l'objet de cette recherche », la recherche-action évite l'erreur fréquemment commise dans les méthodes de planification et de recherche traditionnelles, qui consiste à considérer les « personnes et groupes concernés » comme des « réservoirs d'informations » passifs, incapables d'analyser leur propre situation et de trouver des solutions à leurs problèmes.

Cette mise en commun des efforts dans le processus de recherche a pour effet d'amorcer une prise de conscience se soldant des deux côtés

par des conséquences concrètes. Le consultant, tenant compte des intérêts divergents en présence, tire les conséquences qui s'imposent quant à la formalisation, au traitement et à la présentation des informations obtenues ainsi qu'en ce qui concerne la poursuite du processus d'expérimentation engagé. Les bénéficiaires en revanche modifient leurs comportements et mettent en œuvre des actions dont ils espèrent retirer des bénéfices. Ainsi, les deux parties prenantes tirent normalement avantage de la recherche-action. Grâce à l'encadrement d'un facilitateur externe, une prise de conscience s'opère au sein du groupe des bénéficiaires, amenant ces derniers à revoir et modifier leurs comportements ; le consultant, quant à lui, a accès à des informations qu'il ne pourrait pas obtenir d'autre manière.

S'agissant de la démarche concrète de planification participative sur le terrain, cela signifie :

- ◆ Renoncer à un programme défini ex ante et non révisable ; la conception globale des mesures d'appui doit émerger de la discussion générale associant toutes les parties prenantes ;
- ◆ Mettre en place des mécanismes favorisant une communication permanente entre toutes les parties prenantes ;
- ◆ Éviter l'opposition entre « interviewers » et « interviewés » ; mener des entretiens non structurés susceptibles d'engendrer une situation de dialogue ;
- ◆ Appuyer des propositions et actions d'artisans en vue de vérifier si la volonté de coopération des deux parties se concrétise dans la pratique, et formuler un programme de promotion à long terme.

### ***Recherche-action et conseil en organisation***

Le développement organisationnel (DE), qui a été mis au point dans les pays industrialisés et occidentaux par des sociologues spécialisés en organisation, a été affiné par la suite par ses utilisateurs et est proposé par des conseillers spécialisés, est de toute évidence apparenté à la recherche-action. Le développement organisationnel s'efforce de résoudre les problèmes identifiés au niveau de la structure et du fonctionnement

des organisations en motivant les personnes qui y vivent ou y travaillent et en les aidant à formuler elles-mêmes des propositions de solution, ou tout au moins à trouver des solutions appropriées en commun avec des spécialistes.

Cette stratégie part du principe selon lequel les personnes vivant et travaillant au sein d'une organisation sont mieux placées que quiconque pour connaître les structures formelles, et avant tout informelles, de fonctionnement et de communication d'une organisation, et qu'elles sont donc à même de trouver des solutions mieux appropriées et plus réalistes que les autres. Cette hypothèse est corroborée, en outre, par le fait que ce cercle de personnes devrait être intéressé par les réformes, et plus particulièrement par celles qui représentent effectivement une amélioration par rapport au statut quo qui existait auparavant car ce sont ces personnes, en effet, qui subissent le contrecoup des échecs.

Les analogies avec la recherche-action sont frappantes et montrent que les méthodes utilisées par cette dernière ne sont pas seulement applicables au micro-niveau, c'est-à-dire aux individus (par exemple paysans, artisans, femmes, citoyens, habitants de quartiers) et à leurs groupements, chez qui elles doivent susciter une prise de conscience ainsi qu'un désir d'émancipation et de réduction de la pauvreté, mais aussi aux individus et groupes relativement aisés aux micro-, meso- et macro-niveau.

### ***Atouts et problèmes de la recherche-action***

#### **ATOUPS**

Les méthodes de la recherche-action se prêtent tout particulièrement à amorcer des processus de développement et à les entretenir, ce qui s'explique par les raisons suivantes :

Les bénéficiaires prennent conscience de leur propre situation et comprennent les raisons y ayant contribué.

Les bénéficiaires apprennent à connaître des techniques de résolution des problèmes qu'ils peuvent également appliquer à d'autres domaines de vie et d'activité.

Ce ne sont pas des experts externes mais les bénéficiaires des mesures eux-mêmes qui tirent les leçons de leurs expériences et de leurs erreurs ; puisque ce sont eux qui souffrent des conséquences de leurs erreurs, ils se sentent davantage responsables de leurs actes.

En règle générale, les bénéficiaires commencent par aborder un problème qui les oppresse et, en tentant de le résoudre, se voient confrontés à un grand nombre d'autres problèmes, dont la maîtrise exige le recours à des stratégies dans différents secteurs : une telle démarche favorise le développement organique d'une approche « intégrée ».

Les bénéficiaires tiennent compte quasi automatiquement de l'environnement socioculturel et de la constellation des rapports de force politiques dont ils sont eux-mêmes issus : des solutions durables sont ainsi trouvées sans que le personnel de projet externe soit d'abord tenu de comprendre lui-même parfaitement les facteurs socioculturels en jeu.

Étant donné que les solutions recherchées profitent généralement à un groupe ou à une catégorie socioprofessionnelle et non pas seulement à des individus isolés, les mesures de la recherche-action ont généralement un impact de large portée et sont d'un bon rapport coût/bénéfice.

La définition des objectifs, de la démarche méthodologique et des actions de même que la réalisation des activités par les bénéficiaires et le projet dans les phases d'orientation (ouvertes) servent à tester la coopération et sont ainsi importantes pour décider de la configuration à donner à la « phase de mise en œuvre ».

Contrairement aux méthodes de planification traditionnelles dans lesquelles les groupes cibles sont, dans le meilleur des cas, associés au projet au travers de représentants plus ou moins légitimés et dans lesquelles ces derniers doivent se soumettre à une structure imposée de l'extérieur (situation de séminaire, directives programmatiques, discussion dominée par des « experts » et conduite dans une langue étrangère), les méthodes de planification participatives présentent l'avantage de maintenir les bénéficiaires (en tant que groupe) dans leur contexte de vie et de production habituel. Ils peuvent ainsi définir eux-mêmes leurs intentions et formuler leurs propositions dans le cadre d'une discussion

s'étalant dans le temps. Le fait que la discussion soit menée dans leur contexte de vie et dans leur langue habituelle renforce la position des groupes vis-à-vis des experts ainsi que des représentants d'institutions publiques qui, soit inconsciemment soit intentionnellement mais à couvert, défendent toujours leurs intérêts quand ils appliquent leur propre logique.

## PROBLÈMES

Expérience de projets acquise ces dernières années montre que les bénéficiaires ne sont pas toujours prêts à accepter d'emblée les conditions liées aux mesures d'appui à l'autopromotion (contribution et participation propres des bénéficiaires, d'une part, et caractère temporaire des mesures d'aide, d'autre part), en particulier quand ils se trouvent confrontés au soutien externe d'un projet et qu'ils ont déjà adopté une « mentalité d'assistés » dans le cadre de projets précédents.

Par conséquent, il convient lors d'actions de formation et de facilitation de faire en sorte que les succès à court terme remportés dans le cadre des activités de projet ne soient pas surestimés et que chaque mesure individuelle soit considérée à la lumière de son impact sur le renforcement de la capacité d'autopromotion des bénéficiaires. Des mesures de promotion peuvent être réalisées à la satisfaction des bénéficiaires sans pour autant s'inscrire dans une optique de durabilité et contribuer à accroître leur autonomie. De telles mesures peuvent favoriser l'instauration d'une mentalité d'assistés (par exemple, crédits octroyés de façon répétée à un même groupe sans qu'une capitalisation s'effectue dans le même temps sur une période déterminée) ; ces aspects devraient être davantage pris en considération par le personnel du projet. Dans une stratégie de promotion axée sur la recherche-action, les critères et conditions de l'appui fourni doivent, pour cette raison précisément, être élaborés par le projet et être clairement démontrés aux bénéficiaires.

---

**Démarche scientifique** : assurer la cohérence et la rigueur à travers les questions de recherche ou la problématique, l'analyse de la situation, la définition du problème, l'analyse critique des sources et l'identification du cadre de référence ou du cadre théorique, la formulation des hypothèses ou des objectifs de recherche.

Choix d'une approche d'un modèle : caractéristiques importantes des méthodes quantitatives, qualitatives et des modèles de recherche-action.

Devis, traitement et analyse : concepts fondamentaux (hypothèse-objectif, contrôle(s), variables, plans, échantillonnage en recherche qualitative et en recherche quantitative, instrumentation).

Analyse de contenu.

Principe de tests d'hypothèse (approches classiques et non paramétriques), interprétation des techniques statistiques les plus courantes.

Outils informatiques pour le traitement des données.

Présentation et discussion des résultats.

Problèmes d'ordre épistémologique et d'ordre éthique.

---

### **Pratiques quotidiennes dans l'équipe**

=>

Mise en mots de la pratique (praxis)

=>

Elucidation, théorisation de la pratique = praxéologie

---

### **Définition Recherche-action**

Le nom même de la recherche-action est porteur de la définition. Il s'agit, dans un même temps, dans un même mouvement, d'agir sur une réalité sociale et de procéder à une théorisation à partir de cet agir.

On a une nuance subtile entre la praxéologie et la recherche-action :

- ◆ Le terme même de la première dit « logos sur la pratique » donc une séquence dans laquelle il y a la pratique d'abord et sa théorisation ensuite.

- ◆ La forme de la seconde suggère davantage une simultanéité : le chercheur-acteur va lancer une nouvelle dynamique qui sera à la fois recherche et action.

Exemple : cette différence s'observe dans deux temps de la « vie » d'un chercheur qui passe par la voie d'un diplôme tel que le Diplôme de Hautes Etudes de Pratique Sociale. C'est une voie dans laquelle le niveau de la Maîtrise est obtenu par une praxéologie d'une pratique professionnelle ou bénévole. L'étudiant ne suit pas la voie « habituelle » DEUG, Licence, Maîtrise mais cherche dans les différentes sciences des grilles de lecture susceptibles d'élucidation des enjeux et de la pertinence de l'action dans une pratique. C'est donc une phase praxéologique.

Cet étudiant qui a acquis une certaine maîtrise de la démarche de recherche peut alors, tout en restant professionnel, s'engager dans un mastaire (DESS, DEA etc.). S'il y a champ commun entre sa pratique professionnelle et les axes de recherche et grilles de lecture du laboratoire, il peut mettre en place une recherche-action. Dans cette situation, il y a un aller retour constant entre pratique et théorie.

Il nous reste l'item 4, la multiréférentialité, qui sera évoquée en P.1.4..

Pour en comprendre l'intérêt, repensons à l'histoire proposée en liminaire, imaginons nos 7 « docteurs » sociologue, anthropologue, psychosociologue, psychologue, ethnologue, psychanalyste et linguiste autour d'une table en train de deviser sur le thème : « L'équipe virtuelle : acteurs, documents et logiciels. Objectifs et moyens d'un projet de maîtrise lexicale au service des acteurs du groupe virtuel ».

Il est indubitable qu'il en sortira quelque chose. Mais au bout de combien de temps ?

L'observation, dans des réunions pluridisciplinaires, même avec facilitateur, est qu'il y est très difficile d'« avancer » car chacun :

- ◆ est dans son ensemble conceptuel,
- ◆ doit fournir un effort très grand pour entrer dans celui de l'autre,
- ◆ se pose la question : « Par quel bout prendre l'objet ? »

Avec le souci du détail de la recherche-action, à cultiver une valeur parfois oubliée de la recherche : la **créativité**.

---

## **La recherche-action**

La recherche-action est une méthode qui permet, à partir d'un recueil de données localisées collectées au plus près des acteurs, de monter des actions, de mobiliser les potentiels existants et de redynamiser l'action sociale. Cette démarche permet de produire des informations qualitatives et/ou quantitatives – un diagnostic – de manière à répondre aux enjeux et dynamiques de la vie locale, alors même que les données existantes sont déficientes. Elle permet de faire une meilleure appréciation des problèmes et, simultanément, de trouver des réponses plus rapides en sensibilisant les acteurs locaux à des modalités de travail innovantes. Autour d'un projet défini avec le demandeur (collectivité, association, équipe de quartier), il s'agit de mettre en place des processus d'analyse partagés, associant la démarche scientifique à l'expérience et les savoirs des acteurs de terrain (une structure, un quartier, une ville...).

Les références méthodologiques utilisées sont de type sociologique, anthropologique ou ethnographique, et peuvent être complétées par d'autres approches (épidémiologie, statistiques...), des méthodes de type action communautaire, ou encore des méthodes connues sous l'appellation de Rapid Assessment and Response (RAR) prévues pour le recueil et la production à court terme d'indicateurs prenant en compte des facteurs qualitatifs et subjectifs.

Des groupes de travail réunissant les différents partenaires (professionnels du social et de la santé, associations, habitants, etc.) sont constitués. Ils permettent de confronter les données préalablement recueillies aux expériences personnelles des acteurs, puis de localiser des points sensibles, des carences, des défaillances dans le domaine de l'action sanitaire et sociale. De cette surface d'échanges et de réflexion peuvent émerger des propositions, des réponses et enfin des projets. La médiation de l'intervenant permet de créer un espace de parole et de développer une

mobilisation autour de thèmes transversaux à ceux qui organisent les compétences d'action habituelles. Les acteurs partenaires sont totalement partie prenante de la recherche-action. Ce type de démarches conduites souvent à mettre en « réseaux » des personnes sensibilisées, préparées à poursuivre réflexion et action. La concertation de participants du secteur public ou privé, d'institutions territoriales ou de citoyens est une source d'émulation où chacun peut participer à la définition d'objectifs collectifs. Il s'agit toujours de déboucher sur des propositions utiles, c'est à dire appropriables par les acteurs à l'origine de la demande (préconisations, scénarii, stratégies, recommandations, définition de cadres de référence), sans pour autant « coller » aux attentes de départ.

---

## **La Recherche-action participative (RAP)**

La méthode de Recherche-action participative (RAP) rejette le monopole universitaire sur la production du savoir. Elle fait également appel au savoir « à la base, de la base, pour la base ». Elle s'insurge aussi contre la notion newtonienne et positiviste-instrumentaliste du savoir distancié (le sujet face à l'objet de son savoir). ...

### ***Lier recherche, participation et action***

La méthode RAP implique que l'on accepte que chacun sait ce qui se passe autour de lui et que cette connaissance-là constitue une force de changement. Le respect de cette réalité est le fondement de cette nouvelle façon de concevoir la production du savoir. Elle lie, comme il a été maintes fois souligné ici, la recherche et l'intervention sociale.

### ***Historique de la RAP***

La recherche est intrinsèquement humaine. Dès les âges les plus reculés, l'homme « cherche », par exemple, sa nourriture et un endroit propice où enterrer ses morts. L'homme a toujours disposé d'un corpus de savoir lui permettant de s'adapter à son environnement. La création d'universités et de laboratoires est récente. Elle mena à la science for-

melle et experte avec ses acquis incontestables. Mais cette science formelle a tendance à s'opposer à la science informelle et populaire.

La division entre experts et population que l'on constate aujourd'hui dans l'intervention sociale au Sud comme au Nord trouve son origine dans cette conception formelle et souvent arrogante du savoir dominant, celui de « l'expert ».

#### CARDIJN-MORENO-LEWIN-FREIRE

La réaction contre la monopolisation du savoir a commencé en Occident dès la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, notamment avec Joseph Cardijn, fondateur à Bruxelles de la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC) et initiateur de la méthode « Voir, juger, agir ». Par ce slogan, la JOC revendiquait, sous l'impulsion de l'abbé Cardijn, sa capacité de réfléchir et de fonder son action sur cette réflexion.

Moreno, le père du psycho-drame ou socio-drame avait dès 1913 inventé la notion de « Aktionsforschung » (recherche-action) en travaillant comme médecin dans le milieu des prostituées à Vienne (Autriche).

Celui qui est considéré comme le père de la recherche-action est Kurt Lewin, qui avait initié avec des jeunes une méthode « qui commence là où le client se trouve ». Il invita des jeunes à analyser leur propre situation. Il voulait éviter la coupure entre la production du savoir et les « objets » de ce savoir. Il voulut au contraire intégrer les gens en tant qu'acteurs dans la réflexion qui finirait par les affecter. La spirale recherche-action-recherche-action a pour but fondamental la démocratisation.

L'idéologie du développement communautaire se marie avec la notion de diagnostic/prise de conscience.

En Amérique Latine Paulo Freire développa ensuite sa méthode de conscientisation : donner du pouvoir aux acteurs parce qu'ils sont compétents.

A la fin des années-'60, se développa une rébellion contre le savoir universitaire, notamment par la recherche appelée en Allemagne « Aktiverende Befragung » (enquête mobilisatrice). Il s'agissait, par exemple,

d'aller de porte à porte dans les quartiers pour entamer une conversation dont le but était d'inviter à la réflexion. Ainsi, tel agent dit « il paraît que le club de jeunes du quartier cause des problèmes car il y a eu vandalisme. Qu'en pensez-vous ? ». La synthèse des conversations ayant été faite, celle-ci est restituée aux gens du quartier, par pâté de maison. Cette enquête débouche sur une action en commun.

ORLANDO FALS-BORDA-ANISUR RAHMAN-BUDD HALL

La critique la plus tranchée est intervenue dans les années '70 et vient des universitaires engagés du Sud s'insurgeant contre l'aspect élitiste, importé, ethnocentrique du savoir occidental. D'autres épistémologies furent proposées, notamment par Orlando Fals-Borda (Colombien), Mohammed Anisur Rahman (Bangladaishi) et Budd Hall (Canadien travaillant en Tanzanie). (Se référer à Fals-Borda et Rahman *Action and knowledge. Breaking the monopoly with P.A.R.*, Apex Press, N.Y. 1991). C'est Budd Hall qui lança le vocable Participatory Action-Research (P.A.R.) ou RAP : « recherche-action-participative » au cours de son travail visant à associer les villageois Ujamaa de Tanzanie à sa recherche-action.

### ***La mise en pratique de la R.A.P.***

En anglais, on appelle cette méthode Participatory Action Research (PAR). Rajesh Tandon (Indien) et Vio Grossi (Chilien) en sont des protagonistes importants. On parle aussi d'« action anthropology », de « dialogical research » ou de « participatory rural appraisal » (Robert Chambers et Parmesh Shah). Certains parlent même de « guerilla research » !

En français, Emmanuel Ndione (Sénégalais) et son équipe de Enda Graf se distinguent par la profondeur et la précision de leurs écrits en la matière, lesquels sont bien sûr inspirés de leur pratique. (Voir à ce sujet de Ndione « La recherche-action-formation, un miroir du savoir paysan » dans *Cultures et Développement – Quid Pro Quo* no. 8/9, p. 10 et du même auteur « Dynamique urbaine d'une société en grappe. Un cas : Dakar », Enda, Dakar. Voir également du même auteur : « Les projets

comme méthode de recherche », Cultures et Développement – Quid Pro Quo no. 12, p. 6 et « La recherche-action », idem, p. 10.)

En français on parle encore de « recherche-action »,  
« d'enquête conscientisante » (Michel Séguier),  
« d'intervention sociologique » (Alain Touraine)  
ou « d'intervention institutionnelle » (La Passade & Rémy).

---

## Lapassade

Les typologies de l'observation participante avec ses divers degrés d'implication sont traversées par une question permanente et qui n'a pas reçu encore, à ce jour, de réponse pleinement satisfaisante : comment concilier la nécessité méthodologique de l'implication dans la vie d'un groupe ou d'une institution avec le recul nécessaire, au métier de sociologue ? Comment éviter de devenir soi-même un « indigène » (going native) ?

Cette question, naturellement, cesse de se poser dans le cas de la participation « complète » par « conversion », qui suppose l'immersion totale par laquelle on devient membre à part entière. Mais, mis à part ce cas limite, la question reste posée, et elle a sa place dans tous les manuels d'ethnographie.

La nécessité de conserver une certaine distance – d'ailleurs inévitable –, y est constamment invoquée, peut être pour donner des gages de sérieux méthodologique. Il ne faut pas oublier à ce propos que les tenants de la tradition ethnographique ont dû faire face aux critiques des autres sociologues, qui se présentaient comme les seuls chercheurs aptes à donner des gages crédibles de rigueur scientifique. Placés sur la défensive, les ethnographes ont dû se placer sur le même terrain de la scientificité et riposter dans les mêmes termes. En 1958 Howard Becker parlait de « vérification des hypothèses » selon le modèle central de la sociologie positiviste. C'est seulement en 1967 que Glaser et Strauss ont fondé l'autonomie d'une démarche ethnographique qui produit ses hypothèses chemin faisant. (Glaser et Strauss 1967)

L'opposition et la tension entre « participation » et « distanciation », trouve une autre source dans la tradition ethnographique de Chicago.

Au début de ce siècle, nombreux étaient les étudiants en sociologie de cette université qui étaient aussi des travailleurs sociaux ou qui se préparaient à le devenir. Ils devaient, tout comme les enseignants chercheurs qui préparent à l'Université un doctorat sur leur pratique institutionnelle, effectuer un passage de la participation totale aux situations qu'ils vivaient, notamment avec des jeunes marginaux-, ils devaient passer à l'« observation ». Leur pratique passée ou en cours devenait un objet de recherche. Les jeunes marginaux dont ils s'occupaient n'étaient plus seulement objet d'intervention sociale. En accédant au rôle, nouveau pour eux, de chercheurs, ils devaient conquérir une « distanciation » à partir d'une position initiale, et non professionnelle, de « participation » complète, d'immersion dans leur « terrain » qui avait été d'abord « territoire » d'intervention : la rue. Le débat théorique sur « participation et distanciation » serait ainsi la transposition académique d'une problématique de recherche de recherche-action (de recherche à partir d'une action sociale).

### ***Observation participante et recherche action.***

Dans l'ouvrage intitulé *Fieldwork*, Bufor Junker (1960) écrit : « Le fieldwork (travail de terrain), tel qu'il est pratiqué occasionnellement ou de manière routinière dans l'éducation, dans le travail social et en d'autres entreprises concernant les relations humaines est caractérisé par le fait qu'il est concerné par la contribution à la connaissance » (c'est à dire par la recherche fondamentale visant à produire un pur savoir), sa visée directe étant au contraire de « changer les gens, ou les situations, ou les deux ».

Un peu plus loin Junker ajoute ceci : « Dans cet ouvrage on va s'occuper seulement de fieldwork dans son rapport avec la science sociale, c'est à dire avec la tâche consistant à observer, enregistrer et rapporter le comportement des gens dans la situation contemporaine sans l'intention de les changer ou de changer les situations dans lesquelles ils

se trouvent... Le fieldwork ainsi défini est concerné entièrement par l'avancement de la connaissance dans les sciences sociales ».

Junker, on le voit, sépare rigoureusement l'ethnographie et la recherche action. On trouve une position opposée dans un ouvrage plus récent, consacré aux méthodes de la recherche qualitative (Deslauriers 1987), ouvrage dans lequel l'un des auteurs, André Fortin, affirme que « depuis les années soixante » on parle désormais de l'observation participante dans un contexte de recherche-action, de sociologie engagée ou de travail social.

Plus loin, le même auteur souligne « la différence entre l'observation participante traditionnelle » (celle de Junker?) dans laquelle la diffusion des résultats de la recherche « est uniquement savante » et la recherche-action, où, grâce à une diffusion plus populaire, en particulier dans le milieu concerné, on espère avoir une influence sur le cours des choses. En d'autres termes, la démarche de l'observation participante a pour finalité principale la constitution d'une connaissance à visée interactionniste: cette connaissance est retournée en feed back aux membres d'un groupe social ; elle devient outil de changement.

Il est intéressant de relever enfin le voisinage de l'observation participante et de la recherche action dans l'ouvrage que W. F. Whyte a publié au soir d'une longue carrière sous le titre : *Learning from the field* (Whyte 1985). Le chapitre dix de cet ouvrage est consacré à la description de trois « types de recherche action appliquée » classés par ordre d'implication croissante du chercheur. La description se fonde sur des situations de recherche action dont l'auteur a été, souvent, l'animateur principal (il reprend à ce propos la notion française de « l'animation sociale »). ...

Au cours d'une longue carrière, qui s'est étendue sur un demi-siècle, Whyte a probablement consacré plus de temps à la recherche-action avec observation participante qu'à l'observation participante comprise en un sens plus traditionnel, c'est à dire par l'immersion dans le milieu telle qu'il l'a pratiquée au début de sa carrière, (entre 1936 et 1940, parmi les jeunes du « coin de la rue ». Mais comme son nom est resté attaché

surtout à la publication de son grand livre des débuts, *Street Corner Society*, on oublie l'autre aspect de sa carrière. Mais s'agit-il d'un aspect vraiment différent ? Ce n'est pas si sûr : dans le livre de 1985, Whyte rappelle qu'il est allé enquêter dans le quartier pauvre italien de Boston parce qu'il était réformiste. Il voulait changer la société – comme d'ailleurs tous les pionniers de l'ethnographie sociologique dans les débuts de l'École de Chicago.

Ce rapport entre l'ethnographie participante et la recherche-action constitue un problème peu étudié. Il n'est pas abordé, en général, dans les manuels de sociologie qualitative. C'est pourtant un des problèmes fondamentaux du *fieldwork* aujourd'hui.

<http://www.ai.univ-paris8.fr/corpus/lapassade/ethngr1.htm#2>

---

Les **groupes dits de « recherche-action »** peuvent se caractériser par quatre missions fondamentales :

- ◆ élaborer et expérimenter des méthodes innovantes en matière d'enseignement ;
  - ◆ contribuer à la formation continuée des membres du groupe ;
  - ◆ élaborer des propositions de formation autour des thématiques travaillées ;
  - ◆ produire des documents pouvant constituer un apport pour l'enseignant, autant quant à son rapport à la discipline qu'il enseigne, que sur le terrain de sa pratique pédagogique.
- 

Ainsi, **quatre grandes catégories** de projet d'intervention peuvent être identifiées selon les objectifs poursuivis :

1. recherche-intervention: résoudre des problèmes d'intervention
  2. recherche-développement: développer des outils d'intervention
  3. recherche-action: mettre en place des changements ou des innovations
  4. analyse-réflexive: perfectionner des habiletés professionnelles
-

## La recherche-action

D'après la monographie de Robert Mayer et Francine Ouellet :

Méthodologie de recherche pour les intervenants sociaux; Montréal, Gaëtan Morin éditeur, 537 pages ; chapitre 2 « La recherche-action », pages 101 à 153.

### *Le processus*

1. Il s'agit d'une démarche de longue durée et non pas d'une intervention ponctuelle ;
2. Elle est entreprise en collaboration avec des groupes réels, insérés dans un contexte, et non pas avec des groupes composés d'individus socialement isolés ;
3. La finalité, les objectifs et les orientations de la recherche sont discutés et négociés par les participants ;
4. La définition de la problématique et des objectifs de recherche n'est pas faite d'après des théories ou des hypothèses préalables (même si l'intervention est fondée sur la base d'un cadre théorique) qu'il s'agit de confirmer ou d'infirmer, mais dépend des nécessités d'une situation et d'une pratique sociale concrètes ;
5. Les données recueillies au cours du travail n'ont pas de valeur ni de signification en soi; elles sont intéressantes seulement en tant qu'éléments d'un processus de changement social et, en ce sens, l'objet de la recherche-action est une situation sociale considérée dans un ensemble ;
6. Le chercheur abandonne (provisoirement du moins) le rôle d'observateur extérieur qu'il s'attribue habituellement – donc l'attitude de distance sociale et physique qui le sépare des personnes constituant son objet de recherche – au profit d'une attitude participante, allant de l'observation empathique à l'interaction directe en vue d'une coopération réelle, et instaurant une relation de sujet à sujet entre lui et les autres partenaires (ce qui n'exclut pas la distance critique !).

### ***La méthode***

1. Il s'agit d'une démarche collective intégrant à la fois une stratégie de recherche et une stratégie d'action ;
2. Elle est réalisée par une équipe multidisciplinaire au sein de laquelle les chercheurs et les acteurs sont engagés dans une relation non plus de sujet-objet de recherche mais de collaboration et de concertation ;
3. Elle est centrée sur une situation concrète qui fait problème, insérée dans des rapports sociaux réels et liée à une action de changement social ;
4. Elle vise à produire une meilleure connaissance des conditions et des résultats de l'action expérimentée pour en dégager des acquis susceptibles d'être généralisés ;
5. Elle exige l'engagement intellectuel et affectif de chaque participant, une ouverture à la critique et à la remise en question, et la capacité de chacun de faire évoluer ses conceptions, sa pratique et ses rapports interpersonnels en fonction du développement de la recherche-action.

### ***Les étapes***

1. la phase préparatoire et l'établissement des rapports entre les participants ;
  2. l'énoncé d'un problème de recherche ;
  3. la planification d'un projet ;
  4. la réalisation du projet et la collecte des données ;
  5. la présentation et l'analyse des résultats ;
  6. la rédaction d'un rapport de recherche et sa diffusion ;
  7. l'évaluation et le retour à l'action.
-

## Réseau

Pour qu'un réseau fonctionne :

- ◆ intégrer la notion de qualité pour reconnaître ses missions, ses limites.
- ◆ garantir la prise de conscience par les partenaires de l'organisation du réseau et leur participation au fonctionnement.
- ◆ éliminer les problèmes de concurrence en les transformant en partenariat potentiel par la connaissance et la reconnaissance de l'autre.

Les outils du réseau, c'est :

- ◆ savoir sur quoi on envisage de travailler et comment ?
- ◆ être capable de mettre à plat les besoins et l'existant en terme de réponse dans un secteur donné (proximité géographique ou technique).

Le réseau fonctionne à travers une animation qui pourrait :

- ◆ faire vivre un centre ressource
- ◆ échanger des savoir-faire
- ◆ faire des formations communes interdisciplinaires
- ◆ proposer des évaluations diagnostic
- ◆ proposer de la recherche-action dans le domaine de travail qui nous intéresse.

Et enfin pour que les réseaux ne soient pas que des vœux pieux, il faut que les institutions et leurs administrations donnent l'exemple en élaborant des textes en commun et en signant des conventions locales qui permettront aux acteurs sociaux d'intégrer ces nouvelles formes de pratiques professionnelles. Enfin et surtout, l'intéressé doit être acteur dans le projet qui s'élabore autour de lui et pour lui.

*<http://perso.wanadoo.fr/ance.org/hireseau.html>*

# La recherche-action, la planification et l'évaluation participatives

## Module 1 : La démarche apprenante

Par Jacques M. Chevalier et Daniel J. Buckles\*



*Créer un système apprenant*

### Planification, évaluation, recherche (PER)

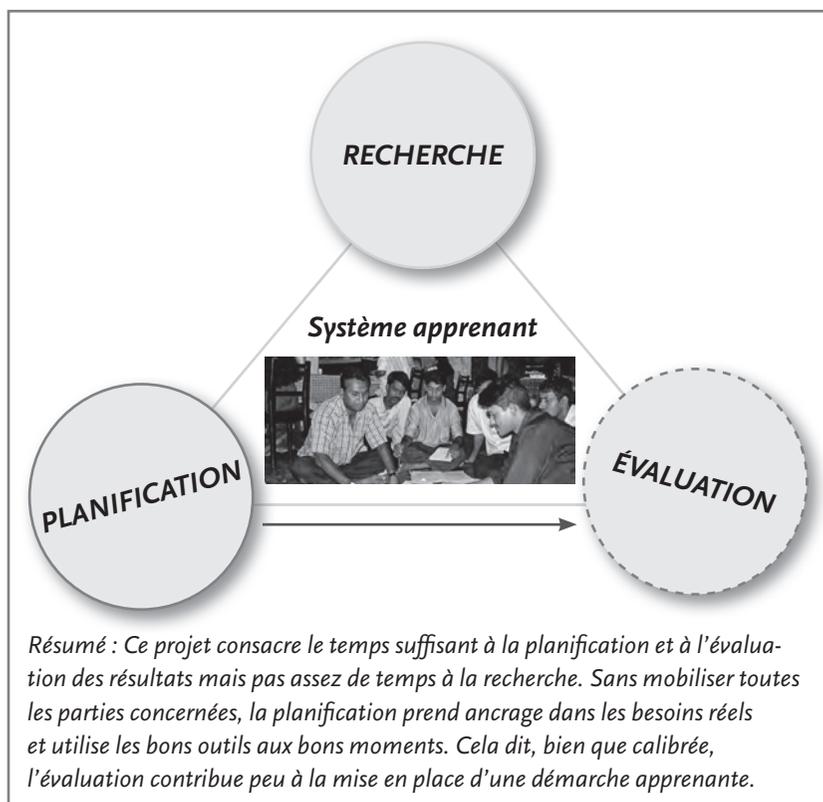
---

**But** Pour qu'un système complexe se fasse apprenant, il doit combiner et intégrer trois démarches : la **planification** (P) qui définit l'action et les objectifs visés en misant sur les ressources existantes; l'**évaluation** (E) qui dresse le bilan des résultats obtenus au vu des objectifs visés, à l'aide de critères et d'indicateurs de progrès bien définis; et la **recherche** (R) qui examine et explique les faits observés, en utilisant les bons outils de collecte et d'analyse des données. Un **système apprenant** marie les trois démarches tout en respectant les principes suivants : ancrer la réflexion dans l'action et le vécu (**ancrage**), mobiliser les parties concernées (**participation**) et déployer un éventail de méthodes (**outillage**) aux bons moments (**timing**) et au niveau de détail approprié (**calibrage**).

\* voir [www.participatoryactionresearch.net](http://www.participatoryactionresearch.net)

**Étape 1 :** Déterminez le projet que vous souhaitez examiner et dressez la **liste** des activités de planification, de recherche et d'évaluation qui en font partie.

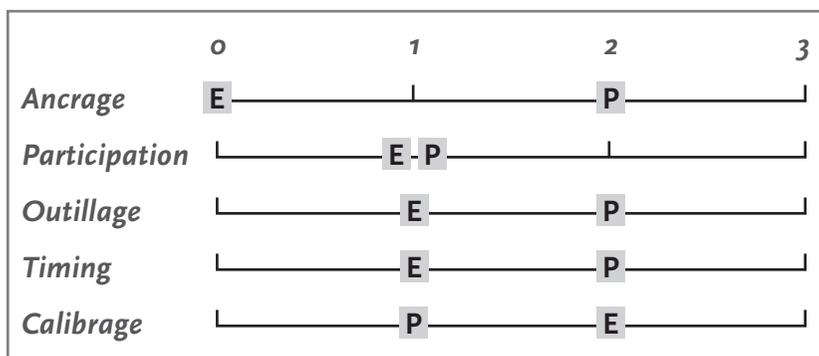
**Étape 2 :** Décrivez et comparez les niveaux d'effort investi dans chacune des trois activités. Tracez un **triangle**. Servez-vous des trois sommets du triangle pour représenter les trois activités (planification, évaluation, recherche) d'un système apprenant. Tracez un **cercle épais** autour de chaque activité qui représente un **niveau d'effort élevé** et un **cercle pointillé** quand l'effort est moindre.



**Étape 3 :** Si plus d'une activité est encerclée, évaluez dans quelle mesure chacune contribue aux autres activités encerclées. Par exemple, la planification (P) s'appuie-t-elle sur une étude approfondie des faits (R) et sur les leçons du passé (E) ? Est-ce que l'évaluation (E) s'intègre bien aux plans (P) et prend en compte les résultats de la recherche (R) ? Indiquez par une **flèche** quelle activité contribue à quelle autre. Tracez une flèche épaisse quand la contribution est prononcée et une flèche pointillée quand la contribution est moindre.

**Étape 4 :** En vous servant d'une échelle de 0 à 3 (où 3 représente la valeur la plus élevée), déterminez dans quelle mesure chaque activité encerclée est **ancrée** dans l'action et le vécu, s'appuie sur la **participation** des parties concernées et déploie une gamme de méthodes flexibles (**outillage**) aux bons moments (**timing**) et au niveau de détail approprié (**calibrage**). Inscrivez chaque valeur numérique dans le graphique ci-joint.

**Étape 5 :** Évaluez dans quelle mesure ce profil PER convient à vos besoins. Demandez vous où vous souhaiteriez consacrer **plus d'effort** et pourquoi ? Précisez ce que vous pouvez faire pour que vos activités soient davantage apprenantes.



## Formation, action, recherche (FAR)

---

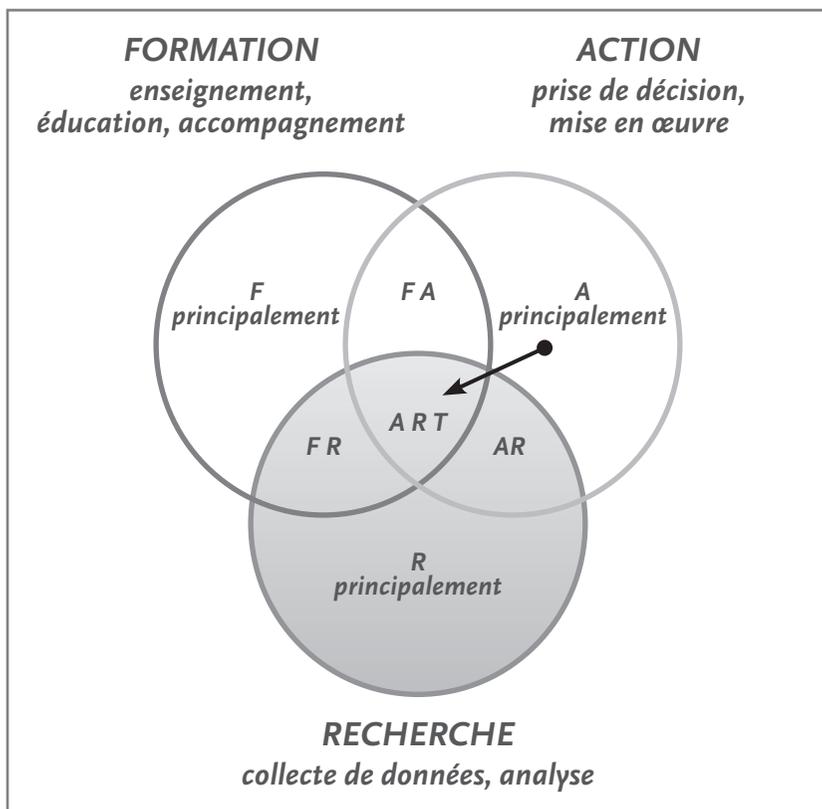
**But** Évaluer et déterminer la façon de combiner et d'intégrer les trois composantes d'une démarche apprenante : 1) la formation, comportant des activités éducatives ou d'accompagnement ; 2) l'action, dont la prise de décision et la mise en œuvre d'une stratégie d'intervention ; et 3) la recherche, c'est-à-dire la collecte, l'analyse et l'interprétation des données.

**Étape 1 :** Déterminez le projet que vous souhaitez examiner et dressez la liste des activités de formation, d'action et de recherche qui en font partie (depuis six à douze mois).

**Étape 2 :** Évaluez le **niveau d'effort et l'importance** relative que revêt chacune des trois composantes que sont la formation, l'action et la recherche. Tracez un **diagramme de Venn**. Inscrivez, tel qu'illustré, les composantes de la FAR ainsi que toutes les combinaisons possibles de ces composantes. Situez le projet dans son ensemble, à l'aide d'un « x », à l'endroit approprié du diagramme.

**Étape 3 :** Si le projet inclut plus d'une composante, évaluez dans quelle mesure chaque composante apporte une contribution aux autres. Par exemple, si le projet combine R et F, demandez-vous jusqu'à quel point R éclaire les activités de F, et si ces dernières sont utiles pour R. Si votre profil combine à la fois F, A et R, demandez-vous jusqu'à quel point chaque composante est utile aux deux autres. Utilisez votre propre code pour définir le **niveau d'interaction** entre les composantes FAR (par ex., une flèche dans un sens ou dans les deux sens, mince ou épaisse selon le niveau d'interaction).

**Étape 4 :** Établissez votre degré de satisfaction à l'égard du profil FAR de votre projet. Discutez et inscrivez, dans le diagramme, l'endroit où vos activités ou votre projet devraient se situer. Tracez une flèche de la



position actuelle à celle souhaitée (voir exemple). Déterminez les actions que vous pourriez mettre en place afin d'atteindre ce **profil visé**.

### ADAPTATERS

- ◆ Utilisez le diagramme de Venn pour établir et **comparer** les différentes perceptions que les participants ont du même projet ou programme et du profil souhaité.
- ◆ Utilisez *La dynamique d'activités* pour mesurer et repenser le **niveau d'interaction** entre les composantes du projet ou programme.



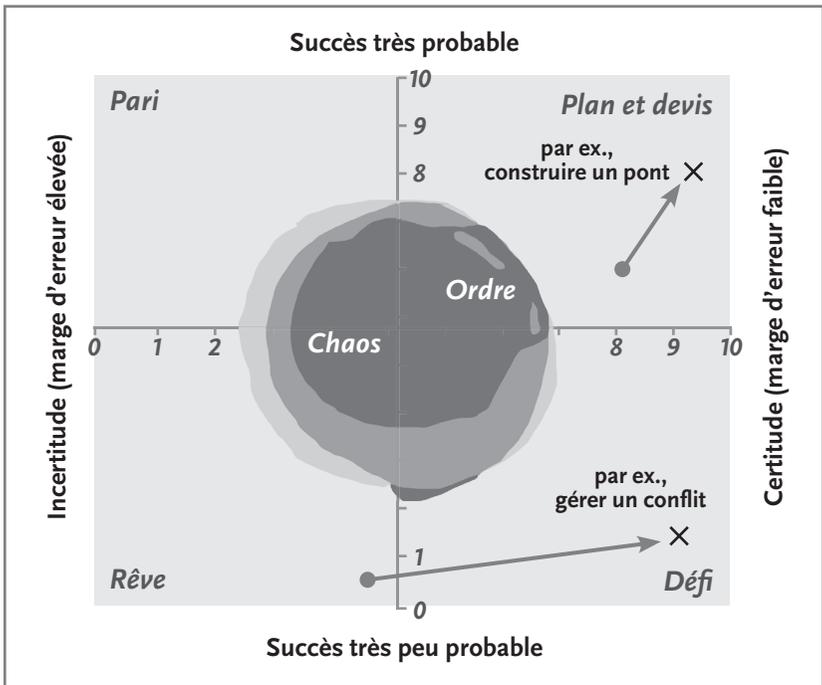
**But** Déterminer la méthode de planification et de suivi qui vous convient en répondant aux questions suivantes : comment évaluez-vous vos chances d'atteindre les objectifs visés, et dans quelle mesure détenez-vous l'information et les connaissances ayant trait aux conditions et aux facteurs qui auront une incidence sur les résultats de votre intervention ?

**Étape 1 :** Déterminez le projet ou le programme que vous souhaitez examiner ainsi que les **objectifs** visés par ce dernier.

**Étape 2 :** Tracez un **graphique cartésien** (au mur ou sur le plancher). Inscrivez les chiffres 0 et 10 aux extrémités de chaque ligne. Évaluez vos chances de succès d'atteindre les objectifs de votre projet ou programme. Sur la ligne verticale, **marquez** l'endroit qui correspond à votre évaluation. La valeur 10 indique que les **chances d'atteindre les objectifs** visés sont très élevées. La valeur 0 correspond à la situation contraire (vous estimez nulles les chances d'atteindre les objectifs).

**Étape 3 :** Évaluez le niveau de **certitude** ou de confiance que vous avez quant à l'information que vous détenez sur les conditions et les facteurs ayant une incidence sur votre projet ou programme. Sur la ligne horizontale, **marquez** l'endroit qui correspond à votre évaluation. La valeur 10 indique que l'information que vous détenez est suffisamment détaillée ou repose sur une longue expérience. Votre marge d'erreur est donc faible. La valeur 0 correspond à la situation contraire.

**Étape 4 :** À partir de l'évaluation obtenue sur chaque axe, tracez deux lignes imaginaires et **marquez** leur point de rencontre au moyen de la lettre « x » ou du nom (ou dessin) représentant votre projet ou programme.



**Étape 5 :** Utilisez le même graphique pour évaluer les chances de succès et le niveau de certitude que vous souhaiteriez atteindre afin de poursuivre votre projet ou programme. Inscrivez ces deux **valeurs souhaitées** sur le graphique, puis marquez leur point de rencontre au moyen d'un « x ». Reliez ce « x » au « x » initial au moyen d'une **flèche**. Discutez les mesures qu'il vous faut prendre pour **améliorer votre connaissance** de la situation et **vos chances** d'atteindre vos objectifs.

### ADAPT

- ◆ Le même graphique peut servir à **sonder** et à **comparer** différentes perceptions et évaluations du même projet ou programme. Une autre option consiste à estimer vos chances de succès et votre niveau de certitude en lien avec chaque objectif ou chaque activité de votre projet

ou programme. Le type de planification qui s'impose peut différer, selon l'emplacement de l'objectif ou de l'activité dans le graphique.

- ◆ Discutez du type de planification qui convient à chaque section du graphique. Votre projet ou programme requiert-il un **plan et devis** détaillé établi d'avance et axé sur les résultats ? Ou s'agit-il plutôt d'un **défi**, d'un **pari** ou d'un **rêve** — une *hypothèse de travail* qui doit composer avec un certain degré de chaos et prendre appui sur la recherche-action et la planification en mode continu (voir *Conception de processus*).

## Schéma de processus

---

**But** Élaborer les plans de recherche-action au moment opportun et au niveau de détail requis, en tenant compte des imprévus et de l'information nouvelle.

**Étape 1 :** Déterminez le projet, ses buts et les résultats anticipés. Dressez la liste des **activités actuelles ou proposées** qui en font partie. Décrivez chaque activité sur une fiche à l'aide de quelques mots clés (une activité par fiche). Prenez soin de décrire chaque activité ou ensemble d'activités en employant des expressions et des termes concrets plutôt que des mots décrivant des objectifs ou thèmes. Par exemple, utilisez « ateliers de formation » plutôt que « développement professionnel ». Pour éviter toute confusion, décrivez l'activité au recto de chaque fiche et son objectif au verso.

**Étape 2 :** Organisez les fiches en **groupes** et en **sous-groupes** d'activités semblables (voir *Remue-méninges et classification*). Créez une fiche et une étiquette pour chaque groupe et chaque sous-groupe d'activités.

**Étape 3 :** Débutez votre schéma de processus en traçant une **bulle** au centre ou dans le coin supérieur gauche du schéma. Insérez-y un objet, un dessin ou quelques mots clés qui représentent le projet dans son en-

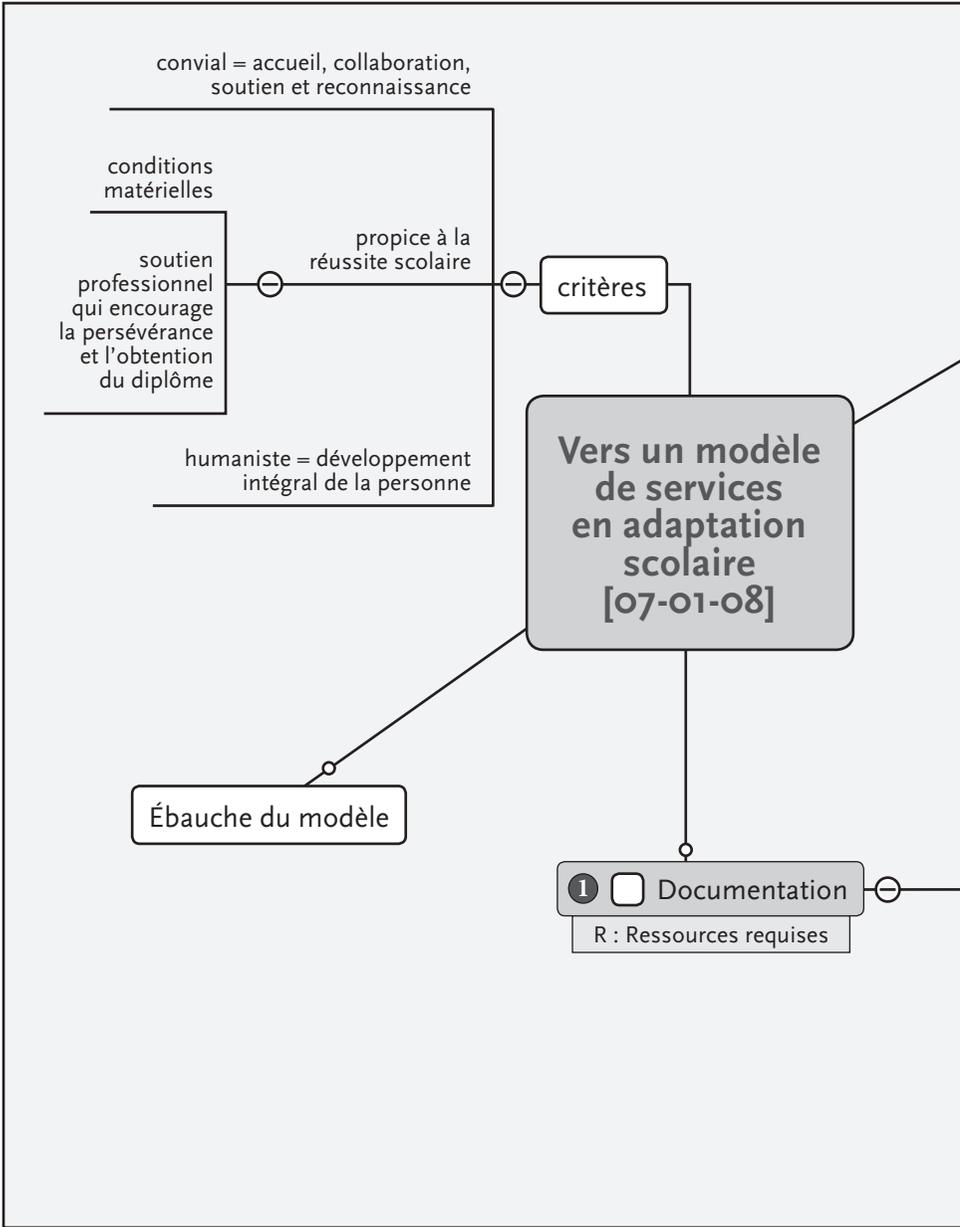
semble. Autour de cette bulle, **insérez les fiches** représentant les groupes et sous-groupes d'activités.

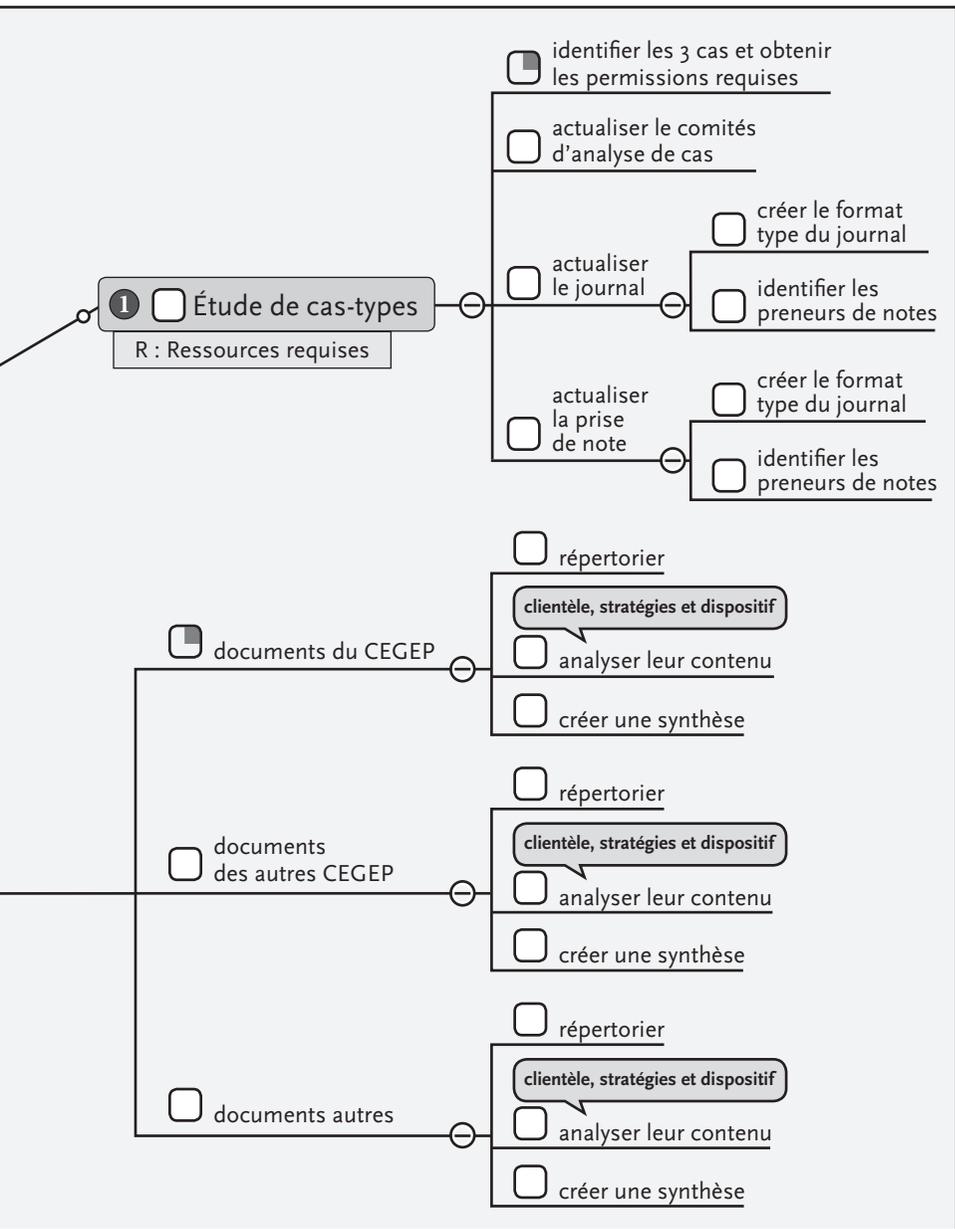
**Étape 4 :** Déterminez quelle activité ou catégorie d'activités vous devez **planifier dans l'immédiat**, et plus particulièrement celles qui auront lieu bientôt et que vous êtes en mesure de planifier en détail (comme le font les professionnels de la santé). Prenez note des décisions ou plans qui devront être arrêtés ou complétés à une **date ultérieure**, soit lorsque vous aurez suffisamment d'**information** concernant les résultats de certaines activités, le comportement de certains facteurs clés et les interventions des parties concernées. Déterminez l'information manquante et insérez dans votre schéma les nouvelles activités de collecte et d'analyse de données qui en découlent, au besoin.

**Étape 5 :** À l'endos de chaque fiche d'activité que vous souhaitez planifier, inscrivez les **détails** appropriés, en incluant les **dates** de début et de fin de l'activité, les **personnes** qui y participeront ainsi que leurs **rôles**, les **ressources** disponibles (équipement, budget), l'**information** requise ou devant être générée, les **méthodes** utilisées et les **résultats** attendus. Créez votre propre code visuel pour souligner certains aspects de votre plan, comme les niveaux de **priorité** ou l'**état d'avancement** de chaque activité. Choisissez le niveau de détail qui vous convient, et décidez s'il vous faut élaborer votre plan davantage. Reliez les fiches de votre schéma de processus à l'aide de ruban adhésif de couleur.

**Step 6 :** Vous pouvez compiler l'information concernant les activités à l'aide d'un **tableau**. À cette fin, insérez, dans la colonne de gauche, la liste des activités envisagées. Puis ajoutez les autres colonnes vous permettant de spécifier **qui fait quoi, quand, comment et pourquoi**. Servez-vous d'un logiciel de cartographie conceptuelle pour organiser et compiler le détail de votre schéma de processus, au besoin.

**Step 7 :** **Modifier** ce tableau et votre schéma de processus chaque fois que des plans nouveaux ou plus précis sont élaborés.





## ADAPTER

- ◆ Organisez les activités selon l'ordre de leur mise en œuvre (voir la *Trajectoire optimale*). Placez les activités continues (par ex., tenue de dossiers, retour d'appels) ou non planifiées dans un espace distinct de votre schéma.
- ◆ Vous pouvez inclure dans votre schéma certaines activités qui sont **antérieures** au projet ou qui auront lieu une fois le **projet terminé**. Cela permet de situer le processus de planification **au milieu** de situations complexes qui évoluent au-delà des limites de temps fixées par tout projet et qui mobilisent d'autres acteurs et engendrent d'autres interventions.
- ◆ Lorsque le projet ou programme atteint un certain niveau de complexité, organisez les participants en **équipes**, chacune ayant la responsabilité de générer un schéma de processus pour un sous-ensemble d'activités. Une fois ce travail d'équipe terminé, discutez les liens et les recouvrements entre sous-ensembles et, s'il y a lieu, modifiez vos plans et schémas de processus.



## AVANTAGES MÉTHODOLOGIQUES

Le *Schéma de processus* permet de distinguer les activités qui requièrent une planification formelle, immédiate et détaillée de celles qui sont à planifier à une date ultérieure, lorsque les conditions s'y prêtent. Aussi, de par son aspect visuel, le schéma permet aux participants de discuter de leurs plans en détail sans perdre de vue le **projet dans son ensemble**, ce que les textes, grilles ou tableaux conventionnels ont tendance à négliger. Enfin, le *Schéma de processus* convient aux situations complexes où s'entrecroisent une **pluralité de visées, d'intérêts et de retombées** pouvant découler d'un ensemble d'actions communes. La méthode se sert des **activités axées sur les résultats** comme point de départ (par ex., créer une table de concertation afin de promouvoir la gouvernance démocratique d'un parc forestier), plutôt que des objectifs spécifiques

ou généraux que l'on doit traduire en actions, comme le préconisent la plupart des méthodologies de gestion de projet, en incluant la Gestion axée sur les résultats (GAR). Les schémas et plans d'action qui en découlent sont davantage concrets et reflètent mieux le langage courant dont se servent les acteurs pour planifier et évaluer les avancées de leurs projets. Les objectifs qui guident l'action peuvent néanmoins faire l'objet de négociations et d'ententes établies d'avance par les parties concernées.

### Comment intégrer

## La conception de processus

---

La conception de processus est une approche à la fois systémique et flexible qui permet de bien planifier une démarche de recherche-action collaborative.

Les conseils pratiques qui suivent indiquent comment choisir et adapter les outils et les dispositifs de telle sorte qu'ils conviennent à la situation et soient utilisés en temps opportun, au niveau de détail approprié, tout en composant avec l'inconnu et l'imprévu.

### **Étape 1 : Définir le contexte général**

Examinez le contexte général dans lequel s'inscrit votre démarche de recherche-action.

### **Étape 2 : Déterminer le contexte immédiat et le type de planification requis**

À l'aide de la technique *Ordre et chaos*, déterminez lequel des trois types de planification décrits à la page suivante convient à la situation.



## EXEMPLE : LE DÉCROCHAGE SCOLAIRE

### Étape 1 : Contexte

La direction et les coordinations des services d'une commission scolaire révisent leur plan d'action sur une base annuelle. La discussion de cette année portera de nouveau sur la question épineuse du décrochage scolaire et les mesures pour y pallier. Le même exercice conduit l'année précédente a laissé à toute l'équipe une impression que pareil travail est exigeant en temps et effort sans pour autant produire des résultats significatifs.

### Étape 2 : Type de planification

Augmenter la pertinence et l'efficacité du processus d'analyse et de planification d'équipe n'est pas chose facile. Une difficulté vient de ce que chaque partie prenante détient des mandats spécifiques et des compréhensions différentes du même problème tout en devant relever le même défi, soit de favoriser la réussite scolaire du plus grand nombre d'élèves. L'analyse de la situation doit néanmoins favoriser une plus grande concertation de toutes les parties. Plusieurs étapes sont anticipées, la première permettant aux parties prenantes d'approfondir la problématique et d'évaluer chaque stratégie déjà en place en fonction de sa pertinence actuelle. C'est cette étape qui fait l'objet de la conception qui suit. La conception des étapes ultérieures découlera des résultats de cette première démarche de réflexion-action.

## PLANIFIER EN MODE CONTINU

Le premier scénario décrit des situations **complexes** qui impliquent plusieurs acteurs et contiennent une part importante d'incertitude à un point tel que les buts visés, généraux ou spécifiques, doivent être réajustés

ou renégociés au fil du temps, donnant lieu à des compromis ou virages importants selon l'évolution de la situation. Les plans sont alors revus ou se précisent selon les résultats observés en cours de route, le comportement des facteurs clés et les interventions des parties concernées. La planification compose ainsi avec l'imprévu, sachant que l'information et les connaissances demeurent partielles, que les liens de cause à effet sont difficiles à cerner, et que l'interaction entre les acteurs, leurs interventions d'acteurs et les résultats observés est complexe et enchevêtrée.

En pareille situation, caractérisée par un bonne dose d'inattendu et d'inconnu, utilisez le *Schéma de processus*. Ce dernier vous donne la possibilité de définir le niveau de précision et de participation ainsi que l'échéancier qui conviennent à votre démarche de recherche-action. Tout plan que vous élaboriez n'est qu'une **hypothèse de travail** que vous pouvez modifier lorsque de nouveaux événements, ou encore de nouvelles études ou analyses conçues pour orienter l'action, le justifient. (Il convient de garder à l'esprit que certaines interventions ne requièrent aucune démarche de recherche puisqu'il n'y a aucun besoin pressant en la matière ou simplement parce que les résultats des activités en cours sont faciles à anticiper ou encore qu'ils bénéficient d'un monitoring régulier basé sur des échanges informels, par exemple).

## PLANIFIER D'ABORD, AGIR ENSUITE

Le deuxième scénario décrit des situations qui présentent un niveau de prévisibilité tel qu'il est possible de planifier à l'avance la majorité des activités et de le faire de manière passablement détaillée. Ce scénario implique qu'une certaine cohérence et un certain consensus se dégagent sur la question des objectifs poursuivis ainsi que sur les résultats attendus et les moyens pour les atteindre (temps, ressources et personnes). Si tel est le cas, utilisez le *Schéma de processus* et les outils présentés dans ce Guide (ou provenant d'autres sources) pour franchir les étapes suivantes :

- 1 **analyser** la situation initiale ;
- 2 dresser un **plan détaillé** des activités qui prend appui sur les objectifs spécifiques et les liens anticipés entre les activités du projet et leurs résultats ;
- 3 **comparer** les résultats observés durant la mise en oeuvre à l'ensemble des données de référence et constats initiaux ;
- 4 **évaluer** les résultats finaux en fonction des objectifs visés et des critères, marqueurs de progrès ou indicateurs de leur atteinte (voir *Mesurer avec mesure*). La situation initiale peut également faire l'objet d'une réévaluation socratique en fin de parcours (en vérifiant quels aspects étaient en fait mieux connus que nous ne le pensions au départ et lesquels l'étaient moins ; voir *La Roue socratique*).

Les outils de gestion axée sur les résultats comme le cadre logique peuvent également être utilisés dans ce scénario du fait que celui-ci s'appuie sur une grande quantité d'information, un large consensus quant aux objectifs visés et une certaine assurance quant aux chances de les atteindre (voir *Ordre et chaos*).

## PLANIFIER L'ÉVÉNEMENT

Le troisième scénario s'applique lorsque la situation est si ponctuelle, urgente ou incertaine que seuls les **événements immédiats** peuvent être planifiés. Les outils de planification systématique et à long terme sont alors de peu d'utilité. En pareille situation, les prochaines étapes de la *conception de processus* ainsi que les outils appropriés de ce Guide (ou provenant d'autres sources) vous permettront de planifier chaque événement et son suivi en prenant appui sur les résultats observés. Si la planification ne porte que sur un seul événement, passez immédiatement à l'étape 3 (voir schéma de la page suivante).

## POUR TOUT DIAGNOSTIC PRÊT À ÊTRE PLANIFIÉ

1	<b>Définir le contexte général</b>	
2	<b>Déterminer le type de planification requis</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Planifier en <i>mode continu</i> ?</li> <li>◆ Planifier <i>d'abord</i>, agir ensuite ?</li> <li>◆ Planifier au <i>moment opportun</i> ?</li> </ul>	Voir Ordre et chaos.
3	<b>Identifier les modalités préétablies</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <i>Qui</i> participe et à quel titre ?</li> <li>◆ <i>Profils</i> des participants ?</li> <li>◆ <i>Temps</i> disponible ?</li> <li>◆ <i>Information</i> et décisions préalables ?</li> <li>◆ <i>Rôle(s)</i> du (ou des) animateur(s) ?</li> </ul>	Utiliser au besoin les techniques de ce Guide pour définir ces modalités et bien cerner le but du diagnostic.
4	<b>Cerner le but du diagnostic</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <i>Type</i> : diagnostic en aval, à mi-parcours ou en amont ?</li> <li>◆ <i>But</i> : reddition de comptes, planification ou diffusion ?</li> <li>◆ <i>Portée</i> : quantité d'information, d'analyse et de participation requise ? Voir <i>Validation</i>.</li> <li>◆ <i>Résultats</i> : résultat(s) attendu(s) ?</li> </ul>	
5	<b>Planifier le diagnostic</b>	
5.1	Déterminer et clarifier les principales <b>questions</b> , en ordre séquentiel	Utiliser la logique entrée-sortie. Voir L'écoute active.
5.2	Choisir les <b>techniques</b> et déterminer la <b>séquence</b>	Utiliser la logique entrée-sortie. Varier les techniques. Inclure les analyses pré- et post test, au besoin. Combiner différentes méthodes de recherche-action et d'animation.

5.3	<p>Élaborer <b>toutes les étapes</b> du processus (RAP + autres méthodes + animation)</p> <p><b>DÉTERMINER</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <b>Consignes</b> : procédures détaillées ?</li> <li>◆ <b>Niveau</b> : à quel point le diagnostic doit-il être simple ou avancé ? Des indicateurs SMART sont-ils requis ?</li> <li>◆ <b>Technologie</b> : manuelle ou informatisée ?</li> <li>◆ <b>Analyse et récit</b> : séquence et équilibre entre analyse formelle (tableaux, graphiques), description et récit ?</li> <li>◆ <b>Sous-groupes</b> : formés à partir de quel(s) critère(s) ? Homogènes ou mixtes ? Participation pleine ou stratégique et progressive ?</li> <li>◆ <b>Explication</b> : présenter et faire un retour sur la technique ?</li> </ul>	<p><i>Prendre en compte le but visé, les modalités prédéfinies, les résultats attendus, le niveau de validation sociale et scientifique requis et votre familiarité avec la technique.</i></p>
5.4	<p>Déterminer les <b>autres modalités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>◆ <b>Qui</b> participe et à quel titre ?</li> <li>◆ <b>Profils</b> des participants ?</li> <li>◆ <b>Temps</b> disponible ?</li> <li>◆ <b>Information</b> et décisions préalables ?</li> <li>◆ <b>Rôle(s)</b> du (ou des) animateur(s) ?</li> </ul>	<p><i>Utiliser au besoin les techniques de ce Guide pour définir ces modalités et bien cerner le but du diagnostic.</i></p>
6	<p>Prévoir le processus de documentation, une mise à l'essai et la formation requise, au besoin</p>	

**REVENIR SUR LES ÉTAPES ANTÉRIEURES,  
AU BESOIN, JUSQU'À CE QUE LA CONCEPTION  
ATTEIGNE SON BUT.**

# Recherche-action, genre et développement

*Par Hélène Fromont\**

## Une combinatoire pour le changement

Des démarches territorialisées en France et au Sénégal traduisent le passage d'une formation-action à une formation par la recherche-action et d'une approche spécifique femmes à une approche de genre. Pour les analyser dans cette contribution, nous prenons appui sur une expérience hétérogène, faite de pratiques locales, régionales ou internationales, de vie associative et de formation des adultes au Collège coopératif de Paris ou à l'université Paris 3 Sorbonne-Nouvelle. Ces derniers ont, en partenariat avec le réseau ASTER-International, accompagné des groupes d'adultes en formation dans une optique croisant le genre et le développement local, pour le Collège coopératif dans une construction de parcours CIL, Certificat d'Initiative locale, pouvant conduire au DHEPS, Diplôme des hautes études en pratiques sociales.

Un détour autobiographique rappelle le croisement de l'histoire personnelle avec des pratiques collectives. Une clarification conceptuelle précède une présentation de plusieurs expériences, en prenant appui sur divers documents (comptes-rendus, évaluations, capitalisations, articles) :

\* Source : <http://www.repaira.fr/recherche-action-genre-et-developpement/>,  
26 septembre 2013

- ◆ formation de femmes par la formation-action (Picardie) ;
- ◆ formation de femmes par la recherche-action (Picardie) ;
- ◆ parcours d'un groupe mixte par la recherche-action dans un croisement VAE (Validation des acquis de l'expérience) genre, et territoire (Bourgogne) ;
- ◆ expérience sénégalaise à deux volets : la formation d'un groupe mixte avec une option GED (Genre et Développement) et la création d'une Maison des femmes.

À partir de ces rappels, nous analysons le passage d'une formation-action à une formation par la recherche-action et celui d'une approche femmes à celle du genre. L'approche de genre et la méthode de recherche-action sont toutes deux globales et transversales, elles rompent avec les analyses classiques. Nous examinons comment, quand elles se croisent, l'effet de « rupture » se renforce. Elles convergent alors pour :

- ◆ créer des conditions de changement social ;
- ◆ renouveler les pratiques de développement ;
- ◆ identifier de nouvelles pratiques organisationnelles ;
- ◆ amorcer un passage de la pensée simple et linéaire à des caractères de pensée complexe.

## Une pratique ancrée dans une histoire personnelle

Formée autant par les mouvements d'éducation populaire que par l'université, je suis convaincue que l'utopie peut se pratiquer par l'engagement pour un changement social visant plus d'égalité et de justice sociale.

...

Les années 90 ont été marquées par trois moments clés : rencontre du Collège coopératif et de l'œuvre d'Henri Desroche, retour à l'université, création d'ASTER (Actrices Sociales des Territoires Européens Ruraux)

comme organisme de formation croisant le développement territorial et l'égalité femmes/hommes et comme réseau international<sup>1</sup>.

...

L'engagement n'est pas forcément incompatible avec la recherche, mais peut, au contraire, la stimuler, en sachant que « notre activité de connaissance apparaîtra toujours suspecte à ceux que nos interrogations sur l'ordre des choses dérangeront ».

Dans le contexte de mutations sociétales, de mondialisation économique et de crise financière, le concept de développement livre de plus en plus ses limites et ses effets pervers. L'approche de genre et la recherche-action, si elles sont articulées à une vision philosophique et politique, convergent sur plusieurs points et peuvent susciter de nouvelles pratiques et d'autres conceptions du développement.

## Recherche-action et approche de genre, pour un autre développement

Le concept onusien de développement est trop souvent réduit au progrès et à la croissance, il impose alors un modèle uniformisant renforcé dans le contexte de mondialisation et suscitant en réaction des replis identitaires parfois violents. Il contribue à exclure des groupes sociétaux, des régions, des pays, voire des continents (Semblat, 1997).

1 ASTER-International est à la fois laboratoire d'expérimentation sociale, observatoire des pratiques et réseau, qui met en œuvre une « pédagogie de l'action » et une « pédagogie de l'international au service du développement local ». La première privilégie le territoire, le groupe, le projet. La seconde est fondée sur la réciprocité, le partage des expériences, les coopérations interterritoriales. Dans une optique de changement social, ASTER développe des spécificités : « Femmes – Territoire – Développement local – Genre et développement – Réseau – International ».

ASTER se veut un lieu d'échange de pratiques, d'expériences et de compétences, de circulation des personnes et des idées, mais également d'actions, de réflexion et d'analyse. Le réseau réunit des membres et partenaires de différents continents : Afrique (Burkina Faso, Maroc, RDC, Sénégal), Amérique (Canada), Europe.

Modes d'intervention : ingénierie de formation, recherche-action, accompagnement et suivi de projets territorialisés, séminaires internationaux, réalisations de guides pédagogiques, études et recherches.

Edgar Morin (1984, p. 449) constate les échecs du développement et « le développement de la crise du développement », il traite de « mal développement », et identifie le développement au service d'un « modèle d'humanité masculin, adulte, bourgeois, blanc » aboutissant à une vision « humanistique/rationalistique, unidimensionnel et pauvre de l'homme et qui repose sur une idée mécanistique/économistique étonnamment bornée de la société ». Il souligne le rôle joué par les minorités d'exclus, alors que « des ferments juvéniles, féminins, multiethniques, multiraciaux sont en œuvre ». D'autres, remettent en cause la logique même du développement, et traitent de post-développement, d'après-développement ou d'anti-développement (Bergeron, 1992).

Si des spécialistes constatent les échecs du développement, les acteurs de terrain cherchent, eux, depuis plusieurs décennies des solutions et c'est ainsi que des qualificatifs ont été ajoutés au terme « développement », après « développement local », il s'est agi de « développement social » puis de « développement durable ». Le premier adjectif fait appel à l'exclusion territoriale, le second à celle de catégories sociales, le troisième envisage la globalité des dimensions sociale, culturelle, environnementale et économique d'un développement qui préserve l'avenir de la planète et des générations futures.

Face aux limites et aux effets pervers du développement, l'appel à la mobilisation de toutes les ressources, notamment celles des femmes, conduit à s'interroger sur les questions relatives à l'égalité des femmes et des hommes. C'est ainsi que le concept de genre va être de plus en plus mis de l'avant mais il est difficilement appréhendé dans sa traduction française à partir du *gender* anglais, suscitant encore dans le monde francophone et plus spécialement en France des résistances, incompréhensions et blocages. Le genre « a d'abord été pensé en anglais par opposition au sexe : le genre serait au sexe ce que la culture est à la nature » (Fassin, 2009, p. 29), introduit par la sociologue britannique Anne Oakley, officiellement reconnu après la Conférence mondiale des femmes de Beijing en 1995, maintenant intégré dans les politiques publiques, les programmes de coopération internationale, les agences onusiennes... C'est

pour les chercheuses féministes, une façon condensée de nommer les « rapports sociaux de sexe », rapports inégalitaires qui ne peuvent être modifiés par la seule approche spécifique des « femmes », souvent perçues comme des bénéficiaires et non comme actrices de leur vie, approchées seulement dans leurs rôles reproductifs et non dans la complexité de leurs rôles familiaux, économiques, sociaux et politiques. Le genre vise donc, non seulement les femmes, mais les rapports des femmes et des hommes, il s'oppose à une approche essentialiste, celle d'une nature féminine ou masculine donnée, il reconnaît l'importance des constructions identitaires par la culture, l'éducation, et donc les possibles déconstructions et reconstructions.

...

Pour que l'approche de genre soit productrice de changement, elle ne doit pas se surajouter comme un appendice, mais doit être intégrée à la fois dans les organisations, les programmes, les formations, les institutions...

Le concept d'empowerment est indissociable de celui de genre : « Concept forgé par DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era), inspiré de la théorie de l'oppression et de la « pédagogie des opprimés » de Paolo Freire, il avait toute la force du concept d'émancipation. Il est devenu souvent synonyme d'autonomie, les pouvoirs sociaux et économiques n'étant plus alors questionnés ».<sup>2</sup>

Si l'approche de genre peut être un outil de changement, la recherche-action vise aussi à améliorer, voire changer une situation de départ insatisfaisante pour ceux et celles qui la vivent, une situation qui fait problème, « la recherche-action reconnaît que le problème naît d'un groupe en crise dans un contexte précis » (Barbier, 1996, p. 35) et qu'il est le mieux à même, s'il est accompagné, d'identifier, d'analyser et de changer.

Le changement est un concept majeur de la recherche-action partagé par Henri Desroche, André Morin, René Barbier, Hugues Dionne... « La recherche-action vise au changement d'attitudes, de pratiques, de situa-

2 Marie-Lise Semblat, Fiche atelier, Colloque « Genre et développement », organisé par CRDTM, Lille, 30-31 mars 2007.

tions, de conditions, de produits, de discours... » (Barbier, 1996, p. 75 en référence à Ardoino). Pour André Morin le « changement » est l'un des cinq concepts majeurs de la recherche-action intégrale au même titre que : « contrat », « participation », « discours » et « action » (Morin André, 1992).

Pas de recherche-action sans participation collective qui fait que chacun est partie prenante « vraiment concerné personnellement par l'expérience » et « actant » (Barbier, 1996, p. 48), elle est alors émancipatoire « le groupe de praticiens se responsabilise en s'auto-organisant... par rapport aux habitudes institutionnelles, bureaucratiques de coercition » (Barbier, 1996, p. 39). La recherche-action devient une « science de la praxis », praxis comme « ... un processus de transformation du monde par l'homme engagé et dont il est un des éléments associés » (Barbier, 1996, p. 39).

Enfin, la recherche-action nous fait entrer dans le champ de la complexité, « pas de recherche-action sans une juste appréciation de la complexité du réel » pour René Barbier qui nous invite à « entrer dans une pensée complexe » et qui fait de la complexité une « notion-carrefour » à laquelle il accorde une large place (1996, pp. 59–65).

...

Pour l'analyse des expériences, nous retiendrons donc les concepts majeurs largement partagés à la fois par la recherche-action et par l'approche de genre, ceux de changement, participation, émancipation, transversalité et complexité.

La formation, une composante  
des « pratiques primordiales » de groupes de femmes

Nous avons identifié dans le contexte de mondialisation et de crise du développement, de nouveaux groupes de femmes en milieu rural. Leurs pratiques qualifiées de « primordiales » traduisent l'émergence d'une expression renouvelée du féminisme nommé « féminisme territorial » (Semblat, 1997), expression forgée au regard de l'appellation « syndica-

lisme territorial » utilisée par Félix Guattari décrivant les réalités syndicales territoriales au Chili (Guattari 1992).

Des formations territorialisées ont été identifiées, centrées sur le projet, elles prennent en compte le développement personnel et celui du territoire, innovantes, elles sont toujours expérimentales, car adaptées aux réalités locales (Semblat, 1997).

...

Trois initiatives de formation par la recherche-action, en Picardie, en Bourgogne et au Sénégal, avec en Casamance, la création simultanée d'une Maison des femmes vont se construire autour d'un opérateur local : Centre social en Picardie, Foyer rural en Bourgogne, ONG au Sénégal, en partenariat avec ASTER-International.

Les trois formations ont abouti à un Certificat d'Initiative locale (CIL) à partir d'un parcours formalisé par le Collège coopératif (300 h dont 200 de formation collective et 100 de travail personnel). Il se déroule in situ dans une approche territoriale en croisant une démarche individuelle et la dimension collective, chacun et chacune conduisant un projet présenté au travers d'une monographie en vue de l'obtention du Certificat d'Initiative Locale.

## De la formation-action à la formation par la recherche-action

Vers une approche intégrée « Genre et développement » au Sénégal

Le projet « Passerelles. Formation-Expérimentation. Pour une pédagogie de l'international au service du développement local et de l'approche de genre » co-construit par ASTER et l'ONG sénégalaise OFAD/Nafooore a voulu concilier une approche intégrée du genre dans le cadre d'une formation qualifiante et diplômante avec une approche spécifique pour les femmes par la création d'une Maison des femmes. La recherche-action concerne les deux volets, à la fois la formation et l'élaboration, puis l'animation d'une Maison des femmes et c'est l'approche Genre et Développement (GED) qui a été privilégiée. Cette expérience croise donc à la

fois la recherche-action, le genre et le développement. Outre, de nouveau, l'expression de la participation, du changement et de l'émancipation, une fois encore la transversalité et la complexité résultent de la combinaison des trois composantes, recherche-action, genre et développement.

Le nom du projet Passerelles<sup>3</sup> traduit l'articulation d'objectifs croisés, de décloisonnement des publics et de coopérations Nord/Sud. Il cherche d'emblée à :

- ◆ Renforcer conjointement les compétences des acteurs locaux en France et au Sénégal en matière de formulation et conduite de projets ;
- ◆ Contribuer au changement social et à la lutte contre la pauvreté par le biais de l'émancipation, la participation citoyenne et l'accès à une plus grande autonomie (notamment financière) des femmes de la région de Kolda, l'appui à la création d'un lieu ressource/maison des femmes rurales ;
- ◆ Contribuer, au développement de liens et à des coopérations, des formations adaptées validant les acquis dans la continuité des actions déjà réalisées entre les partenaires<sup>4</sup>.

## Partenariat ASTER et OFAD/NAFOORE

OFAD/NAFOORE, membre d'ASTER depuis 1997, partage avec les membres du réseau une vision du développement qui privilégie l'autonomie des populations, la démocratie participative, l'amélioration des conditions de vie des populations et enfin le renforcement de la solidarité internationale<sup>5</sup>. Les échanges, sont placés sous le signe de la réciprocité, dans l'optique de la « pédagogie de l'international au service du développement local intégrant le genre » mise en œuvre par le réseau.

3 Passerelles Formation-Expérimentation. Pour une pédagogie de l'international au service du développement local et de l'approche de genre, dossier élaboré conjointement par ASTER-International et OFAD/NAFOORE dès 2001.

4 Extraits du dossier Passerelles, 2002.

5 Protocole d'accord signé en 1999 par les deux structures.

L'ONG est implantée dans le village de Bagadadji (500 habitants, région de Kolda) qui, malgré un fort potentiel, est d'après le document stratégique de réduction de la pauvreté (DSRP), l'une des plus pauvres du Sénégal : 53 % des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté. À la précarité des conditions de vie des populations, le taux élevé d'analphabétisme (72 %), la malnutrition, s'ajoutent la mauvaise gestion des ressources naturelles, l'inexistence de structures de formation adaptées, l'éloignement et le manque de structures de santé, ainsi que la faible organisation des acteurs sociaux. La crise casamançaise a affecté une partie de la région, elle se traduit par l'abandon des champs cultivés par peur de mines et par le départ massif des jeunes.

Depuis 1997, l'ONG locale travaille à l'autonomisation des populations par l'éducation et la formation, au développement des initiatives créatrices de revenus, à partir d'outils endogènes de financement, à l'amélioration des conditions d'accès aux soins de santé (groupes d'alphabétisation, création de 20 écoles communautaires de base, microcrédit, lutte contre les mutilations génitales...).

Le projet est parti d'un double constat, celui de la nécessité de professionnaliser et qualifier les agents des ONG locales et celui de la situation des femmes de la zone qui demeurent les plus vulnérables, car souvent victimes des pesanteurs socioculturelles et des politiques de développement inadaptées. Si elles sont souvent organisées en groupements, elles n'interviennent pas pour autant dans la prise de décision et accèdent difficilement aux droits les plus primordiaux : santé, éducation, économie<sup>6</sup>.

Passerelles prend en compte la complexité des enjeux des divers acteurs locaux en visant à la fois les femmes, les professionnelles-elles des ONG, leurs partenaires et l'ensemble des acteurs locaux. Le séminaire international de lancement en novembre 2005 a traduit cette complexité, en rassemblant à la fois les 30 femmes-relais de la Maison des femmes, 33 stagiaires en formation (hommes et femmes, agents-es des ONG lo-

6 A partir du dossier Passerelles, 2002.

cales) et une délégation de 17 membres d'ASTER venus d'Europe et du Québec, sans oublier des groupements féminins de Gambie et Guinée Bissau<sup>7</sup>.

À partir de là, et durant un peu plus de trois ans, les deux volets du projet ont été accompagnés, pour la formation par ASTER et le Collège coopératif (en partenariat avec Paris 3), pour la Maison des femmes, par ASTER, les ateliers de recherche-action réunissant régulièrement le groupe CIL et les femmes-relais de la Maison des femmes.

### Formation intégrant le genre

Une formation des agent-es des ONG locales de la région de Kolda au Certificat d'Initiative Locale, option « genre et développement » en a conduit quelques uns-es, au DHEPS/Master 1 de l'université Paris 3, Sorbonne-Nouvelle. Les questions d'égalité femmes-hommes intégrées de manière transversale dans les séminaires thématiques ont été animés par des intervenants-es sénégalais de Dakar ou Kolda, qu'il s'agisse d'éducation, santé, alphabétisation, développement rural ou mutations sociétales... Des séminaires méthodologiques et des ateliers de recherche-action animés in situ ont conduit le groupe, appuyé par des tuteurs locaux, à des productions monographiques (pour 29 sur 33) puis, pour 8 sur 11 retenus pour le DHEPS/ master 1, à des mémoires de recherche<sup>8</sup>, liés directement aux pratiques professionnelles : lutte contre les mutilations génitales, écoles communautaires de base, écoles déplacées en raison du conflit en Casamance, gestion de l'eau...

7 Des plénières ont réuni le grand groupe autour de thèmes comme les « mutations sociétales » au Sénégal, « le développement rural », « l'approche GED », « la coopération internationale », interventions traduites en pulaar et mandingue. Des activités adaptées aux différents groupes (groupes de recherche pour les stagiaires CIL, ateliers pour les femmes-relais et visites de terrain pour les partenaires d'autres pays) faisaient en fin de journée l'objet de restitutions en plénière toujours traduites dans les langues concernées.

8 Sur onze inscrits-es à l'université Paris 3, huit ont soutenu in situ dans les locaux d'OFAD/NAFOORE en février 2009 devant un jury présidé par Pierre-Marie Mesnier.

Une évaluation, à mi-parcours<sup>9</sup>, a traduit la pertinence du projet par rapport aux besoins locaux. La formation a permis à des personnes disposant d'une expérience de terrain de la voir reconnue et valorisée. Elle répond ainsi à une attente des acteurs de développement et leur offre la possibilité d'une évolution professionnelle et l'accès à des postes à plus haute responsabilité<sup>10</sup>. En effet, leurs compétences en matière de conduite de projet ont été renforcées, grâce à une meilleure analyse des situations, une plus grande aisance à l'écrit ainsi qu'une meilleure connaissance du territoire et de ses enjeux. Les stagiaires reconnaissent avoir acquis de nouvelles méthodes de travail. Ils disent maîtriser le concept du développement et les différents de types de développement, être outillés pour comprendre leur rôle d'agent de développement. La prise en compte de l'approche genre a encouragé des changements dans les attitudes professionnelles et personnelles : « Je ne considère plus la femme comme cette personne qui [devait seulement s'occuper] de l'éducation des enfants ou des travaux ménagers, mais comme partenaire et actrice du développement durable » (témoignage d'un dhepsien).

### Maison des femmes

Un atelier d'analyse des pratiques en octobre 2003 a, parmi à 90 responsables de groupements féminins, identifié 30 femmes leaders, devenues femmes-relais de la Maison des Femmes de Bagadadji. Le projet a été construit par des sessions de réflexion-action animées par la coordinatrice du projet Passerelles, les activités sont passées de la satisfaction des besoins pratiques aux intérêts stratégiques, une approche majeure du genre<sup>11</sup>. La réflexion-action reste fidèle aux exigences de changement, de

9 Réalisée par Miléna Zarev dans le cadre de son stage de master, sciences Po, Bordeaux, 2007.

10 L'un d'entre eux est devenu président de la communauté rurale et député, un autre président du Crédit mutuel du Sénégal, une animatrice fait maintenant partie de l'équipe des cadres de l'ONG, responsable des formations.

11 Qui distingue la satisfaction des besoins élémentaires et les enjeux de renforcement de pouvoir, d'accès à l'autonomie à l'empowerment.

participation et d'émancipation de la recherche-action, mais avec moins d'exigences de scientificité :

*« La réflexion action, par exemple, ne requiert pas de passer par une phase d'élaboration d'hypothèses. Plus empirique, elle demeure toutefois assez rigoureuse pour permettre de creuser les questions abordées par le groupe. Elle suppose, elle aussi, un accompagnement méthodologique, ne saurait se satisfaire d'un objet vague, mais bien au contraire impose que l'objet soit clairement défini, (sens et limites), elle introduit une prise de recul sans pour autant avoir la lourdeur d'une recherche. L'une ou l'autre des deux procédures (lesquelles s'actualisent dans le cadre d'ateliers partenariaux de recherche ou de réflexion-action) sont susceptibles de déboucher sur des propositions concrètes d'action, comme les animateurs ont pu en faire l'expérience à de multiples reprises en d'autres lieux »<sup>12</sup>.*

Le groupe est composé de femmes d'un dynamisme d'exception, mais dont un faible nombre est alphabétisé. Les séances se font en pularau ou mandingue : « les femmes doivent valider le rapport si nous voulons que ce soit réellement un processus participatif. Dans la mesure où une grande majorité des femmes ne sont pas alphabétisées, il est important d'utiliser l'oralité »<sup>13</sup>.

ASTER-International a accompagné l'équipe d'animation de la Maison des femmes de décembre 2005 à avril 2009 en formalisant et en mettant à jour régulièrement le plan d'action puis en espaçant de plus en plus les missions. La responsable de la Maison des femmes, Coumba Pam Koïta, a reçu ensuite l'appui des animatrices de l'ONG au sein de laquelle la Maison des femmes a trouvé sa juste place<sup>14</sup>.

12 Commune de Fontaine, DSU, groupe de travail Égalité hommes/femmes, Compte-rendu de la réunion du 24 mars 2005 animée par ASTER : Quelles suites possibles au travail conduit en équipe depuis un an ?

13 Extrait du Compte-rendu de mission du 25 mai 2006 de Jocelyne Gendrin, cheffe de projet, ASTER-International.

14 La gestion de cette maison est sous la responsabilité de Coumba Pam Koïta, avec le soutien d'OFAD qui a souhaité renforcer le rôle de la Maison des femmes dans son projet associatif, un nouveau service a été créé concernant les microcrédits pour permettre aux femmes de se lancer dans des activités économiques.

La Maison des femmes complètement intégrée dans le tissu social de la communauté rurale de Bagadadji touche, par le biais des femmes-relais, 30 villages sénégalais, deux villages gambiens et un de Guinée-Bissau, soit un total de plus de 1300 femmes. Elle propose un lieu d'échange, d'information, de formation, de sensibilisation, d'innovation, d'appui et d'accompagnement des projets... Les femmes-relais qui prennent part aux activités ont la responsabilité de les démultiplier vers la population de leur village, d'organiser des formations dans les groupements villageois, et d'assurer un rôle d'observatoire des conditions de vie au village<sup>15</sup>. Par là-même, elles contribuent à la continuité d'un processus de changement et de développement.

Si les premières activités des regroupements mensuels sont centrées sur des activités traditionnelles, des AGR (Activités Génératrices de Revenus) et sur des informations dans les domaines prioritaires des femmes, ceux de leurs rôles reproductifs (santé de la famille et éducation), la Maison des femmes s'est acheminée progressivement vers des missions plus stratégiques et les pratiques organisationnelles des femmes se sont structurées. Les activités, traditionnelles au départ (teinture, savonnerie, coiffure, couture), évoluent vers une diversification des activités.

Pour la première fois, la journée internationale des femmes, habituellement organisée par les associations et fédérations de groupements de Kolda, capitale régionale a été initiée le 8 mars 2007 par la Maison des femmes. Les femmes rurales de la zone ont organisé l'événement, elles ont préparé un cahier de doléances remis au sous-préfet de Dabo à l'issue d'une marche à laquelle élèves et professeurs du collège local s'étaient joints. Cette initiative<sup>16</sup> a joué un effet de rupture et constitué un tournant vers une plus grande reconnaissance des femmes-relais par leurs

15 Extrait des bilans de missions.

16 100 femmes ont marché de Bagadadji jusqu'à la sous-préfecture de Dabo, précédées par les élèves du collège aux cris de : « Non aux mariages forcés. Non aux mutilations génitales. Non aux violences faites aux femmes ». Les hommes qui exerçaient des responsabilités dans la zone les ont soutenues en se joignant au groupe (président de la communauté villageoise, directeur de l'école primaire, principal du collège de Bagadadji, chef de village).

pairs, elle a également été l'expression de l'empowerment des femmes, passées d'activités essentiellement basées sur la satisfaction des besoins pratiques à des réflexions sur la place et le droit des femmes.

Avec l'appui de l'AIF, Agence Internationale de la Francophonie, des activités davantage centrées sur la réalisation des intérêts stratégiques ont démarré : formation au leadership, atelier sur les violences faites aux femmes, séances d'information sur les droits. Autonomisation, prise de parole et participation des femmes rurales aux décisions se sont traduites lors des élections municipales de mars 2009 où plusieurs femmes-relais ont été élues dans les conseils ruraux.

La Maison des Femmes a favorisé une plus grande solidarité entre les femmes. Les violences contre les femmes ont diminué, notamment parce qu'elles connaissent leurs droits. L'éducation des enfants est devenue une priorité depuis que les femmes-relais ont fait comprendre que la scolarisation était indispensable. Les parents battent moins leurs enfants depuis qu'ils savent qu'ils ont, eux aussi, des droits.

Les femmes-relais disent partager un très fort sentiment d'appartenance à la Maison des Femmes renforcé par une reconnaissance extérieure, elles se trouvent respectées par les femmes de leurs villages et ont acquis la confiance des autorités locales. Elles s'expriment plus qu'avant et leur parole est prise en compte, « les femmes sont devenues ouvertes et curieuses. [...] Une femme qui n'a pas fait les bancs<sup>17</sup> te donne des idées comme si elle avait été à l'université » (Imam d'un village). L'ex-cision, pratique taboue, est devenue objet d'information et de discussion, grâce aux actions de sensibilisations des femmes-relais renforçant le rôle des animatrices de l'ONG. Sur le plan économique, grâce aux activités de la Maison des Femmes, les femmes peuvent participer aux revenus du ménage et la pauvreté recule.

17 Ce qui signifie qu'elle n'est pas allée à l'école.

## Passerelles, un projet innovant

Le projet et ses deux volets ont favorisé une approche Genre et développement (GED) qui facilite la satisfaction des besoins (santé reproductive, alphabétisation, microcrédits, microprojets, environnement) en vue d'une lutte contre la pauvreté, d'un équilibre entre les rôles masculins et féminins, et la réalisation à long terme d'un développement durable de la microrégion.

Recherche-action ou réflexion-action ont croisé l'approche de genre pour répondre aux besoins spécifiques des femmes dans une dimension globale et intégrée articulant le genre et le développement. Celle-ci répond aux doubles enjeux de l'approche GED, enjeux économiques en mobilisant toutes les ressources et les compétences au service du développement et enjeux démocratiques de justice et d'égalité.

...

La recherche-action conduit à des productions collectives de savoir, faisant des acteurs des actants-es, elle facilite ainsi l'empowerment individuel et collectif. En intégrant le questionnement et le changement des rapports sociaux de sexe, une pédagogie du genre est alors en construction, elle est comme la recherche-action, école d'émancipation, elle questionne la réalité sociale : « *Travailler avec le concept de genre est porteur de critique sociale. Les chercheuses et chercheurs, les responsables de projets et les organisations de base travaillant avec cette perspective de genre, en collaboration, s'inscrivent dans un projet de transformation sociale* » (Verschuur Christine, Reysoo Fenneke, 2003).

L'approche de genre devenue une pédagogie du genre est alors éminemment politique, tout autant que la recherche-action qui est « toujours un questionnement politique au sens étymologique d'une organisation de la cité » (Barbier, 1996, p. 75).

Les démarches participatives de la recherche action et l'approche globale et intégrée du genre sont ainsi des outils de changement qui peuvent conduire à un renouvellement de visions et de pratiques du développement.

## *Bibliographie*

- ASTER, Le diagnostic participatif territorial intégrant le genre, Programme d'appui au développement local dans la province de Larache (PADEL), ASTER et RADEV (réseau des associations de développement de la province de Larache au Maroc) avec la collaboration d'Adéquations, décembre 2007.
- BARBIER René, (1990), La recherche-action, Economica, Paris, p. 35.
- BERGERON Richard, L'anti-développement : le prix du libéralisme, L'Harmattan, Paris, 1992.
- BISSILIAT Jeanne (sous la dir.), « Le genre : une nécessité historique face à des contextes aporétiques » in Regards de femmes sur la globalisation, pp. 153–170. Karthala, Paris, 2003.
- DESROCHE Henri, Entreprendre d'apprendre. De l'autobiographie raisonnée aux projets de recherche-action, Éditions ouvrières, Paris, 1990.
- DIONNE Hugues, Le développement par la recherche-action, l'Harmattan, Montréal, Paris, 1999.
- DUMAS Bernard et Michel SEGUIER, Construire des actions collectives, Développer les solidarités, Éd. Chronique sociale, Lyon, 1999.
- FASSIN Éric, Le sexe politique. Genre et sexualité au miroir transatlantique, Éditions de L'EHSS, Paris, 2009.
- LAFONTAINE Danielle, « La recherche scientifique et la cause des femmes », in Femmes et politique, sous la dir. de Yolande Cohen, Éditions Le Jour, Montréal, 1981.
- GUATTARI Félix, « Faillite des médias, crise de civilisation, fuite de la modernité », « Pour une refondation des pratiques sociales », Le Monde diplomatique, octobre 1992 (surtitre et titre sont de la rédaction du journal, ce texte ayant été adressé par Félix Guattari au journal quelques semaines avant son décès en août 1992).
- LAPASSADE Georges, Les microsociologies, Anthropos, Economica, Paris, 1996.
- MESNIER Pierre-Marie, MISSOTTE Philippe sous la dir., La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer, sous la direction, L'Harmattan, 2003.
- MORIN André, Recherche-action intégrale et participation coopérative, volume 1 et volume 2, Éditions agence d'Arc, Ottawa, 1992.
- MORIN Edgar, Sociologie, Fayard, Paris, 1984.
- SEMBLAT Marie-Lise (2003), « De la formation-action à la formation par la recherche-action. Des femmes rurales devenues actantes », in La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer, sous la direction de Pierre-Marie Mesnier et Philippe Missotte, L'Harmattan, 2003, pp. 229–241.
- SEMBLAT Marie-Lise (2008), « Le genre, un féminisme politiquement correct ou un outil de transformation sociale », in « Genre et développement », L'Harmattan, CRDTM, pp. 159–168.

- SEMBLAT Marie-Lise (2009), « Genre, développement, recherche-action », in Les recherches en « genre et développement ». pour des politiques de développement appropriées, sous la direction d'Isabel Yépez del Castillo, Sophie Charlier et Sophie Grenade, Commission femmes et développement, Bruxelles, pp. 45-54.
- VERSCCHUUR Christine, REYSOO Fenneke, Introduction au n° 4, Cahiers Genre et développement, Genre, Pouvoirs et justice sociale, IUED-EFI, Genève et L'Harmattan, Paris, 2003.



## CONTACTS

### Partenaires du Service Civil pour la Paix (SCP) au Cameroun

- ACADIR** – Vincent Hendrickx : [consultant@acadir.org](mailto:consultant@acadir.org)
- AJP CEDES** – Soulémanou N. Nsangou : [ajpcedes@yahoo.fr](mailto:ajpcedes@yahoo.fr)
- CDJP Yaoundé** – Solange Bessom : [justicepaixyde@yahoo.fr](mailto:justicepaixyde@yahoo.fr)
- CDJP Douala** – Père William Tcheumtchoua Nzali : [cjpdouala@gmail.com](mailto:cjpdouala@gmail.com);  
[www.justiceandpeacedouala.sitew.com/](http://www.justiceandpeacedouala.sitew.com/)
- CDJP Garoua** – Maitre Dona Moula : [nadolamou@yahoo.fr](mailto:nadolamou@yahoo.fr)
- CDJP Bafoussam** – Férencide Massa : [cdjpbaf@yahoo.fr](mailto:cdjpbaf@yahoo.fr)
- CDJP Maroua** – Père Luc Takaye : [cdjpmaroua@yahoo.fr](mailto:cdjpmaroua@yahoo.fr)
- CDJP Bertoua** – Père Jules Epam Ndjallo : [jules\\_epam@yahoo.fr](mailto:jules_epam@yahoo.fr)
- CDJP Bamenda** – Laura Anyola Tufon : [atufon@gmail.com](mailto:atufon@gmail.com)
- CEPCA** – Rév. Kemogne Jonas : [kemognejonas@yahoo.fr](mailto:kemognejonas@yahoo.fr),  
[www.cepca.protestant-org](http://www.cepca.protestant-org)
- CIPCRE Bafoussam** – Rév. J. Blaise Kenmogne:  
[Jean-blaise\\_kenmogne@cipcre.org](mailto:Jean-blaise_kenmogne@cipcre.org), [www.cipcre.org](http://www.cipcre.org)
- CPF MBOUO** – Daniel Ngwanou : [cpfmbouo@yahoo.fr](mailto:cpfmbouo@yahoo.fr)
- DMJ Yaoundé** – Dupleix Kuenzob : [kduplex6@yahoo.fr](mailto:kduplex6@yahoo.fr),  
[www.worldyoungpeoplecm.org](http://www.worldyoungpeoplecm.org)
- DUFC Douala** – Lucie Pochangou : [Lucieepoch2@yahoo.fr](mailto:Lucieepoch2@yahoo.fr)
- LUKMEF Cameroon** – [www.lukmefcameroon.org](http://www.lukmefcameroon.org)
- PCC-Buea** – Rév. Mokoko : [mm\\_moks@yahoo.com](mailto:mm_moks@yahoo.com)
- Saare Tabitha – Maroua** – [direction@saaretabitha.maroua.org](mailto:direction@saaretabitha.maroua.org)
- SNJP** – Justin Isaac Mabouth : [justinmabouth@yahoo.fr](mailto:justinmabouth@yahoo.fr)
- U.P.A.C.** – Rev. Emmanuel Anyambot / B.P. 4011 Yaoundé /  
[rectorat@upac-edu.org](mailto:rectorat@upac-edu.org) / [sg@upac-edu.org](mailto:sg@upac-edu.org) / [www.upac-edu.org](http://www.upac-edu.org)
- Zenü Network** – Flaubert Djateng / B.P. 378 Bafoussam /  
[zenu.network@gmail.com](mailto:zenu.network@gmail.com) / [www.zenu.org](http://www.zenu.org)

## Partenaires du SCP en DR Congo

**APRED/RGL** – Rév Kasereka Lusenge Joshua : [joshkaluseng@yahoo.fr](mailto:joshkaluseng@yahoo.fr)

**CCEF (Centre Congolais de l'Enfant et de la Famille)**

Kinshasa-Gombe, RD Congo – [masiala1@yahoo.fr](mailto:masiala1@yahoo.fr)

**CEFORMAD (Centre de Formation en Management et Développement**

**Organisationnel)** Gombe – Kinshasa, RD Congo –  
[ceformad@ic.cd](mailto:ceformad@ic.cd) – [www.ceformad.org](http://www.ceformad.org)

**CRAFOD (Centre Régional d'Appui et de Formation pour le**

**Développement)** Kimpese / Bas-Congo, RD Congo  
[crafod@crafod.org](mailto:crafod@crafod.org) – [www.crafod.org](http://www.crafod.org)

**RIO (Réseau d'Innovation Organisationnelle)**

[riobukavu@yahoo.fr](mailto:riobukavu@yahoo.fr), [riobukavu@hotmail.com](mailto:riobukavu@hotmail.com) – [www.riobukavu.org](http://www.riobukavu.org)

**SADRI (Service d'Appui au Développement Régional Intégré)**

Lubumbashi, RD Congo – [eccsadri@yahoo.fr](mailto:eccsadri@yahoo.fr)

**ULPGL, Université Libre des Pays des Grands Lacs,**

Goma, RDC – [www.ulpgl.net](http://www.ulpgl.net)

## Partenaires du SCP dans la Mano River Region (MRR)

### Sierra Leone

**Sierra Leone Adult Education Association (SLADEA)**

[sladeasec@hotmail.com](mailto:sladeasec@hotmail.com) – [www.globalhand.org/data/sierra-leone-adult-education-association-sladea](http://www.globalhand.org/data/sierra-leone-adult-education-association-sladea)

**Sierra Leone Opportunities Industrialization Centre (SLOIC)**

[sloicnationaloffice@yahoo.com](mailto:sloicnationaloffice@yahoo.com)

**Council of Churches in Sierra Leone (CCSL)**

[councilofchurchesinssl@yahoo.com](mailto:councilofchurchesinssl@yahoo.com) – [www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/sierra-leone/ccsl.html](http://www.oikoumene.org/en/member-churches/regions/africa/sierra-leone/ccsl.html)

**Young Women's Christian Association – Sierra Leone (YWCA)**

[ywcasaleone@yahoo.com](mailto:ywcasaleone@yahoo.com)

**Young Men's Christian Association – Sierra Leone (YMCA)**

[ymcasl@yahoo.co.uk](mailto:ymcasl@yahoo.co.uk) – [www.sierraleoneymca.org](http://www.sierraleoneymca.org)

**Mankind's Activities for Development Accreditation Movement (MADAM)**

madam@madam-sl.org – www.madam-sl.org

**Conservation Society of Sierra Leone (CSSL)**

cssl\_03@yahoo.com – www.conservationssl.org.uk

**Sierra Leone Network on the Right to Food (Silnorf)**

silnorf@silnorf.org – www.silnorf.org

**Freetong Players International**

freetongplayersinternational@gmail.com

www.freetongplayersinternational.org

**Culture Radio (FM 104.5)**

shltafrica@aol.com – www.culturerradio.org

**Liberia**

**Christian Health Association of Liberia (CHAL)**

chal\_secretariat@yahoo.com – www.oikoumene.org/de/

mitgliedskirchen/regions/africa/liberia/lcc.html

**Liberia Council of Churches (LCC)**

liberiacouncilchurches@yahoo.com – www.oikoumene.org/en/

member-churches/regions/africa/liberia/lcc.html

**New African Research & Development Agency (NARDA)**

narda\_liberia@usa.com – www.nardanet.org

**National Adult Education Association of Liberia (NAEAL)**

naeliteracy@yahoo.com

**Liberia Opportunities Industrialisation Centre (LOIC)**

liberiao@yahoo.com

**Lutheran Development Service (LDS) Liberia**

ldsliberia@yahoo.com

**Centre for Justice and Peace Studies (CJPS) Liberia**

jhowardsam2@yahoo.com

